



## SOMMAIRE

## Point 20 de l'ordre du jour :

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les États : rapport du Secrétaire général (suite) .....

Page

1411

**Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA**  
(Algérie).

*En l'absence du Président, M. Sielait (Haïti), vice-président, prend la présidence.*

## POINT 20 DE L'ORDRE DU JOUR

Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les États : rapport du Secrétaire général (suite)

1. M. AMERASINGHE (Sri Lanka) (*interprétation de l'anglais*) : Quand le point 20 de l'ordre du jour a commencé d'être discuté en Assemblée plénière, le vendredi 6 décembre, beaucoup d'entre nous ont été étonnés de constater que c'était l'occasion d'un réquisitoire brûlant contre la règle de la majorité, laquelle, depuis la naissance de la démocratie, en a été considérée comme la force vitale. Il est ironique de constater que le phénomène de la règle de la majorité ait amené un groupe de nations, qui a exploité avec succès, et d'une manière jamais égale, une majorité automatique et mécanique, à lancer ce que j'appellerais l'équivalent diplomatique d'un corps de rentrée à têtes multiples indépendamment guidées (*l'usée MIRV*) équipé d'ogives fabriquées en France, en Belgique, en Allemagne de l'Ouest et au Royaume-Uni.

2. Les objectifs contre lesquels ces ogives diplomatiques étaient dirigées étaient, pour employer les termes de ceux qui ont participé à cette opération conjointe, la tyrannie de la majorité, des manœuvres de couloirs, destinées à créer une impression d'unanimité là où il n'y en a pas — ce qui est, d'ailleurs, une insinuation d'autant plus regrettable qu'elle vient de parties qui n'ont pas répugné à organiser elles-mêmes des manœuvres de couloirs —, les méthodes douteuses utilisées lors des discussions de couloirs, la formation d'un club privé dans le but de monopoliser l'action, et l'abus du règlement à des fins politiques.

3. Si ce réquisitoire n'était pas venu de membres aussi responsables de la communauté internationale, on aurait pu l'ignorer en le considérant comme une simple crise d'hystérie. Mais les critiques sont tellement violentes et certains des mots utilisés si gratuitement provocants qu'une réponse s'impose.

4. Les champions du processus démocratique, les défenseurs du droit des nations à voter sur leurs résolutions, ont montré peu ou pas de respect pour les normes et les principes dont ils se réclament quand les projets de résolution sur la question du Cambodge et la question de Corée ont été examinés.

5. Ma délégation se rend compte que nous répondons à des États Membres que nous considérons et traitons comme de proches amis et dont nous pouvons comprendre la politique, même si nous ne sommes pas d'accord avec eux. Mais aucun pays ou groupe de pays ne peut se voir refuser le droit de s'associer avec d'autres Membres de leur choix ou entre eux pour entreprendre une action concertée aux Nations Unies en vue de promouvoir la politique et les objectifs qu'ils ont en commun. S'ils ne parviennent pas à convertir une minorité dissidente, ils doivent accepter les conséquences de leur échec. Il y a des clubs privés, auxquels nos critiques appartiennent, qui sont bien mieux organisés que nous. L'un de ces clubs a parmi ses membres les plus éminents le groupe des pays qui ont lancé la campagne de critiques, de condamnations et d'insinuations, le 6 décembre, en séance plénière, contre ceux qu'ils semblent considérer comme une majorité égarée et irresponsable.

6. Le crime le plus affreux de cette prétendue majorité tyrannique semble être que beaucoup de ceux qui la composent sont des pays petits et pauvres qui bénéficient de l'appui du bloc communiste. Mais, s'agissant de la tyrannie de la majorité, si nous examinons ce qu'on fait les Nations Unies pendant les 25 premières années de leur existence et si nous nous demandons, respectant à la fois l'histoire et la vérité, quelle majorité a dirigé l'Assemblée comme une famille heureuse pendant un quart de siècle pour nier à la République populaire de Chine son droit légitime à être représentée aux Nations Unies et pour empêcher la réalisation de l'universalité, le doigt pointerait dans une autre direction.

7. Quelle était la majorité qui a utilisé sa puissance pour empêcher que la voix de la Corée du Nord soit seulement entendue aux Nations Unies, quand son avenir était discuté et que l'unification et le relèvement de ce pays divisé étaient confiés à une commission totalement partisane — ce qui est quelque chose de beaucoup plus choquant qu'une résolution partisane ? Là encore, le doigt pointerait dans la même direction.

8. La majorité tyrannique était alors commandée par les mêmes nations qui ont participé à un assaut qui

semblait être spontané contre le groupe des non-alignés dans la sphère politique et, semble-t-il, contre le groupe des soixante-dix-sept dans le domaine économique.

9. Nous devons nous rappeler sans cesse que ce qui est plus important que les résolutions que nous adoptons dans cette assemblée, c'est la façon dont nous nous comportons en favorisant les buts et principes de la Charte des Nations Unies.

10. Combien de membres du groupe des non-alignés ou du groupe des soixante-dix-sept ont jamais prêté le flanc à une accusation d'agression ou d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, ou de tentative de subversion ou de renversement de gouvernements qui n'appuyaient pas ou ne favorisaient pas leur politique, leurs ambitions et leurs intérêts économiques et politiques ?

11. D'autre part, ce qu'ont fait nos détracteurs, et ceux qui se précipitent à cette tribune pour parler avec onction du déclin sans fond des Nations Unies est si parfait qu'ils ont le droit de nous sermonner ? Est-ce que leur conduite est tellement irréprochable ? Est-ce que leurs armoiries sont si vierges ? Et est-ce que leur prétention au rôle de défenseurs de la foi est tellement indiscutable que cela leur donne le droit d'adopter une attitude pharisaïque ? Ils n'ont pas le droit moral de jeter la première pierre.

12. Il est compréhensible que les puissances qui sont habituées à commander impérieusement trouvent intolérable de s'incliner avec grâce. Il n'était pas nécessaire que le débat sur ce point soit ponctué de sermons sur la façon dont devraient se conduire les pays en voie de développement. L'un des représentants, comme un maître d'école, a donné un avertissement sévère et la classe doit maintenant se transformer en une majorité silencieuse et docile, acceptant sans hésitation et sans question l'idée du consensus, sachant fort bien que le consensus est un euphémisme dissimulant le veto qui favorise les intérêts d'une minorité, aussi petite qu'elle soit. Si nous devons abandonner le vote à la majorité, il nous reste uniquement le choix entre le consensus et l'inaction. Si le seul type de résolution admissible est celui qui assure l'appui des États dont la coopération est indispensable à sa mise en œuvre, nous pouvons nous dispenser des longs débats et nommer un comité de rédaction composé de certaines grandes puissances et de ceux qui sont toujours prêts à se rallier à leur point de vue pour assumer la responsabilité de rédiger toutes nos résolutions. Ce serait la nouvelle démocratie qui devrait être sanctifiée par une nouvelle charte.

13. Il a été déclaré que de nombreuses résolutions sont adoptées par des majorités qui ne représentent qu'une petite fraction de la population du monde, de ses richesses ou de son territoire. Le public de New York et des États-Unis qui lit les journaux peut être pardonné pour accepter une telle déclaration comme la version exacte des faits réels, aussi éloigné qu'elle puisse être de la vérité.

14. De quelle dimension est une petite fraction ? Même si chaque résolution doit représenter une large fraction de la population du monde, de la richesse du monde et du territoire de ce globe, est-ce que les majorités qui comprennent les 750 millions de Chinois, les quelque 700 millions d'habitants du sous-continent

qui comprend l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh, les millions d'êtres appartenant à d'autres parties de l'Asie, y compris les membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), les millions d'Africains noirs et, dans certains cas, les millions non négligeables de l'Amérique latine, sont des fractions ?

15. Les pays qui forment le groupe des non-alignés sont-ils représentatifs d'une fraction de la population de ce monde ? Ils ne pourraient être convertis en une fraction que par la nouvelle arithmétique de la puissance industrielle et économique qui pourrait faire d'un million d'indigents asiatiques ou africains l'égal de 100 000 opulents Européens de l'Ouest.

16. Y a-t-il dans la Charte une seule phrase qui suggère que le produit national brut et l'étendue du territoire devraient peser dans le vote dans cette organisation, contrairement à ce qui se passe dans ses filiales financières, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ? De quelle doctrine cette nouvelle théorie tire-t-elle même un semblant de validité, sauf de la doctrine archaïque, totalement étrangère au monde moderne et certainement contraire aux principes de la Charte, la doctrine selon laquelle la force est le droit ?

17. Pourtant, une autre théorie a été inventée, selon laquelle la minorité peut, en fait, être une majorité pratique étant donné sa capacité d'appuyer l'Organisation et de mettre en œuvre ses décisions. Certains de ceux qui ont parlé de la capacité de mettre en œuvre les décisions de l'Assemblée se sont eux-mêmes avérés peu désireux d'appliquer les résolutions qu'ils avaient appuyées, mais encore prêts à sacrifier les principes en faveur de la commodité et du profit financier, au moindre prétexte. Le mépris pour les résolutions des Nations Unies est une forme de brutalité plus grave que de méconnaître la minorité sensible.

18. Cette organisation n'a pas été créée pour faire régner ou pour consacrer la richesse et la puissance industrielle et militaire. Chaque pays représenté ici pourrait prétendre avoir consciencieusement rempli les obligations que lui impose la Charte des Nations Unies. La lecture des comptes rendus montrera facilement combien vraie est cette prétention. On ne peut s'attendre qu'une nation ignore ses intérêts nationaux et ses principes pour s'incliner devant la richesse et la supériorité financière et économique. Nous ne sommes pas ici pour adorer Mammon ou pour nous incliner devant Mars. Si c'est là ce que l'on attend de nous, l'Organisation n'a pas le droit de survivre. Elle mérite de sombrer dans l'oubli si le prix de sa survie est l'acquiescement aux manipulations d'une prétendue majorité pratique.

19. L'attitude de la prétendue majorité pratique est semblable à celle d'un écolier qui joue aux billes et qui, lorsqu'il juge que la chance lui est contraire, reprend ses billes et s'en va furieux. Je suis peut-être coupable de plagiat car je crois que cette comparaison a déjà été utilisée; dans ce cas je suis reconnaissant à son auteur anonyme.

20. Notre crédibilité ne dépend pas seulement de notre capacité de mettre en œuvre nos résolutions. Si c'était le cas, elle n'existerait plus depuis longtemps, car il y a eu des dizaines de résolutions

qui ont été traitées avec indifférence, sinon avec mépris. Notre crédibilité dépend, par contre, de notre façon d'agir, de la mesure dans laquelle nous nous déclarons prêts par des actes et pas seulement par des mots à favoriser les buts et les principes de la Charte, à obéir aux résolutions et à réparer les erreurs passées.

21. S'il existe vraiment une tyrannie de la majorité ou, en d'autres termes, une tyrannie de la minorité non pratique, il y a également une contrepartie à cela qui est le despotisme de la minorité, ou de la majorité pratique pour employer un euphémisme élégant. C'est apparemment grâce à cette prétendue majorité pratique que les Nations Unies atteindront les hauteurs olympiennes que leurs pères fondateurs leur ont fixées en tant que but ultime et destinée.

22. Nous n'avons pas accepté de faire partie de cette organisation pour être soit abjectement soumis, soit agressivement arrogants. Nous passons, sans aucun doute, par une période de transition. C'est la marque de l'homme d'Etat que de préserver son équilibre et son équanimité dans des temps difficiles comme ceux-ci, d'en appeler à la raison et d'employer la persuasion plutôt que d'avoir recours à des menaces à peine voilées, de compter sur un rapprochement courtois plutôt que sur des reproches dénués de tact.

23. Le Sri Lanka est membre à la fois du Groupe des pays non alignés et du Groupe des Soixante-Dix-Sept. C'est un petit pays qui dépend du bon vouloir, de l'amitié et du soutien de tous ceux qui sont disposés à l'aider. Il sera toujours fidèle à la Charte, plaçant sa confiance dans la coopération, le compromis et la modération. Nous serons toujours prêts à écouter ceux qui nous avertiront lorsque nous répudierons ces principes ou que nous nous en écarterons. Notre réponse sera toute prête. Ce qu'il nous faut, en réalité, c'est une grande enquête englobant la conduite de toutes les nations et non pas une enquête réduite à quelques tendances récentes.

24. S'il y a eu ces derniers temps quelques événements portant à controverse et qui ont mis à l'épreuve la patience et soulevé l'indignation de certains, la prudence nous commande d'examiner les circonstances qui ont conduit à ces événements et de déterminer les moyens d'éviter à l'avenir une telle situation. A cet égard, je voudrais faire observer que l'Assemblée générale des Nations Unies devrait être considérée et respectée comme l'organe politique suprême de la communauté internationale et que, de l'avis générale, sa juridiction dans la sphère politique doit être prédominante et exclusive. Les institutions spécialisées devraient esquisser une politique et faire porter leur attention sur les questions techniques qui relèvent de leur compétence particulière et pour lesquelles elles ont été spécialement créées.

25. Le point de l'ordre du jour qui est en discussion nous donne la meilleure occasion d'examiner ces problèmes et de trouver les réponses adéquates qui permettront de préserver l'équilibre entre la supériorité numérique et la puissance réelle. Ce n'est pas le moment de nous livrer à des récriminations réciproques et ma délégation, pour sa part, n'a aucun plaisir à engager une controverse de cette nature.

26. Je voudrais en venir maintenant au fond de la question que nous discutons. Cette question a été soulevée en 1972 et je dois avouer franchement que

je l'ai considérée à l'époque avec un profond scepticisme. Qu'il s'agisse du renforcement de la sécurité internationale ou du raffermissement du rôle des Nations Unies pour ce qui est du maintien et de la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, ou pour ce qui est du développement de la coopération entre toutes les nations et de la mise en œuvre du droit international dans les relations entre Etats, nous discutons du même problème : notre propre façon de nous conduire. Tout ce que nous faisons dans les déclarations que nous adoptons, comme par exemple la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale (résolution 2734 (XXV)), c'est de nous adresser à nous-mêmes de ferventes exhortations à respecter la Charte et à nous incliner loyalement devant ses dispositions. Cela n'exige pas des résolutions pleines de grands mots ou de déclarations éloquentes, car rien ne remplace l'action. Bien que nous ayons discuté depuis deux ans la question inscrite aujourd'hui à notre ordre du jour et bien que nous ayons demandé l'opinion des Etats Membres, 14 d'entre eux seulement ont répondu. Et si l'on examine le fond de ces réponses, telles qu'elles figurent dans le rapport du Secrétaire général (A/3095) du 16 octobre 1974, on s'aperçoit qu'elles ont trait aux questions suivantes : accroissement de l'efficacité des Nations Unies; meilleure utilisation du cadre et des moyens fournis par la Charte pour éviter les tensions, les crises et les conflits; utilisation plus active du mécanisme et des possibilités de la Charte pour prévenir les conflits et encourager le règlement pacifique des différends; amélioration du fonctionnement et de l'efficacité des principaux organes des Nations Unies; efficacité des résolutions de l'Assemblée générale et d'autres organismes des Nations Unies; accomplissement, par tous les Etats Membres, des obligations qu'ils ont souscrites au titre de la Charte et mise en œuvre, par ces Etats, des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

27. La plupart des réponses reçues paraissent être des dissertations philosophiques. Les problèmes, résumés par le Secrétaire général dans son rapport et bien qu'exposés de façon différente, ne contiennent pas une seule proposition nouvelle qui aiderait à raffermir le rôle des Nations Unies, autre que l'axiome évident selon lequel les Membres eux-mêmes doivent agir de manière à permettre aux Nations Unies d'être un instrument plus efficace dans les relations internationales. Ce n'était pas la peine d'inscrire un point spécial à l'ordre du jour pour nous rappeler nos obligations au titre de la Charte et la nécessité d'y faire face.

28. Si les Nations Unies veulent être utilisées comme un centre chargé d'harmoniser les activités des nations pour parvenir aux buts communs énumérés à l'Article I de la Charte, tous leurs Membres doivent coopérer afin d'aboutir à une action qui assurera le progrès, même avec une lenteur pénible, vers ces buts et leur réalisation.

29. Nous devons adopter des méthodes de correction et de prévention quand elles sont nécessaires. Certaines situations exigent l'adoption de mesures punitives incluant une interruption complète ou partielle des relations économiques et des moyens de communication, et la rupture des relations diplomatiques. Nous servirions mieux notre cause commune si, au lieu de nous perdre dans des dissertations philoso-



phiques, nous concentrons notre attention sur les problèmes pratiques auxquels nous devons faire face et si nous nous efforçons de leur trouver rapidement une solution. Nous emploierions mieux notre temps si nous agissions de cette manière, et nombreux sont les problèmes de ce genre auxquels plusieurs délégations ont fait allusion au cours de cette discussion. Ces délégations ont raison d'exprimer leur impatience à l'égard des résolutions verbeuses et des rappels solennels de ce que nous devrions faire.

30. Les inégalités et les injustices économiques sont parmi les principales causes de l'instabilité internationale, de l'agitation et de la tension et, par là-même, elles constituent une menace croissante à la paix et à la sécurité internationales.

31. Les Membres des Nations Unies, dans leur poursuite de ces buts communs, ont recouru à divers genres d'instruments tels que les résolutions, les déclarations, les chartes, les conventions et les traités.

32. C'est un truisme de dire qu'un monde meilleur ne peut être construit que grâce à la négociation et au compromis, et ne peut l'être par la confrontation. Mais trop souvent, nous avons dû nous contenter de quelque chose qui était fort loin du moyen idéal de donner libre cours à ce que l'on a décrit comme une "opinion plus générale", en opposition aux points de vue d'une majorité numérique. L'expérience a montré cependant que l'opinion plus générale, que l'on peut décrire également comme un consensus, aboutit souvent à des résolutions vagues qui ne nous mènent nulle part. Elles produisent un sentiment d'euphorie comme une injection de LSD, mais elles nous transportent d'un monde de réalité à un monde de complaisance et de désillusion. Le résultat de ces résolutions, c'est un accord pour ne rien faire et pour demeurer dans un état d'inertie.

33. Conduites par le désespoir et dépassées par les désillusions et les frustrations, les nations, victimes des injustices et des inégalités, sont forcées d'adopter des résolutions ou d'autres instruments qui, elles le savent, n'ont qu'un effet de déclaration mais n'expriment pas les convictions de la grande majorité de l'humanité. Leur voix doit être entendue au lieu d'être étouffée d'une façon ou d'une autre.

34. Parmi les réponses qui figurent dans le rapport du Secrétaire général (A/11.1), une seule attire l'attention sur les véritables problèmes pour lesquels les Nations Unies peuvent et doivent jouer un rôle plus efficace. Je veux parler de la réponse envoyée par l'Ouganda. Le reste, je regrette d'avoir à le dire, n'est que du verbiage et un ramassis de propositions évidentes.

35. Le représentant des États-Unis a eu raison d'attirer l'attention sur certains problèmes pour lesquels le rôle des Nations Unies pourrait être plus efficace. Je veux parler des problèmes de la population et de l'alimentation. Il faut y ajouter la nécessité de créer un nouvel ordre économique international. Cela ne demande aucun traité ou pacte, mais il y a une autre question grave à laquelle les Nations Unies font face depuis quelque temps déjà : c'est la formulation d'un nouveau droit international de la mer. Il y a, dans ces domaines, de grandes possibilités d'action constructive. En même temps, nous devons poursuivre nos efforts pour résoudre les problèmes qui existent

dans des domaines critiques de conflit tels que le Moyen-Orient et, à un moindre degré, dans des nations divisées dont les peuples n'ont pas encore obtenu une représentation au sein de notre Organisation.

36. Il y a le problème du désarmement général et complet et, au cœur de celui-ci, les questions de la limitation des armes stratégiques et des mesures à prendre pour éviter le risque d'une guerre nucléaire. Les activités des nations qui sont en train de rechercher une solution à ces problèmes ne nous apparaissent, en vérité, que comme une charade vide de sens. Il nous reste encore à voir si la Conférence mondiale du désarmement accélérera les progrès vers un désarmement véritable, mais cette conférence serait vouée à l'échec si les pays qui possèdent les arsenaux les plus importants n'y participaient pas. Il ne semble pas encore qu'un climat de confiance mutuelle ait été créé or, c'est la condition essentielle à toute réalisation concrète et valable dans le domaine du désarmement.

37. L'élimination de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance et l'augmentation du niveau de vie des pays en voie de développement et sous-privilegiés du monde, de même que la disparition de toutes les politiques et pratiques qui dégradent la personne humaine, sont parmi les tâches les plus urgentes et importantes des Nations Unies.

38. L'Assemblée générale est saisie de deux projets de résolution au titre de ce point de l'ordre du jour : le projet de résolution A/11.744 et Add.1 à 4 présenté par l'Algérie et 47 autres pays et l'autre dans le document A/11.746 présenté par l'Australie et 13 autres pays. Appuyer ces deux projets de résolution ne fait aucune difficulté pour nous. Toutefois, il nous semble étrange qu'après avoir entendu les points de vue, les suggestions et les propositions des États Membres quant au raffermissement du rôle des Nations Unies, nous ne puissions faire mieux que les transmettre à la trentième session de l'Assemblée générale, pour examen, comme cherche à le faire le projet de résolution A/11.744 et Add.1 à 4. L'autre projet de résolution, contenu dans le document A/11.746, traite cependant d'une question particulière de la plus grande importance, question qui, jusqu'à présent, n'a pas reçu toute l'attention qu'elle mérite. Là, au moins, on cherche à réparer cette omission et nous espérons que l'examen par le Secrétaire général de l'utilisation qui a été faite dans divers mécanismes et possibilités créés pour régler de façon pacifique les différends internationaux marquera la voie d'une action efficace dans ce domaine. De l'avis de ma délégation, l'omission la plus grave de toutes est encore celle-ci : que la mesure la plus évidente n'ait pas été prise, à savoir obtenir le point de vue de la personne la mieux placée pour examiner le problème avec objectivité, sans passion et libre de l'esprit partisan que peuvent avoir les représentants d'États souverains. Il s'agit du Secrétaire général des Nations Unies. Bien des hauts fonctionnaires des Nations Unies ont une grande expérience en ce qui concerne le fonctionnement de l'Organisation et nous aurions bien fait de chercher à bénéficier de leurs avis et de leur expérience. Le Secrétaire général a le droit de demander ces avis sans qu'on l'ait expressément chargé de le faire, mais il aurait été bien avisé de notre part de dire clairement que nous comptons plus sur lui que sur nous-mêmes.



pour dire comment le rôle des Nations Unies pourrait être raffermi.

39. Enfin, si nous souhaitons réellement apporter ne serait-ce qu'une petite contribution à l'augmentation de l'efficacité des Nations Unies, nous devons donner suffisamment de temps à l'Assemblée pour qu'elle puisse examiner de façon complète et approfondie les questions et les problèmes les plus importants auxquels nous devons faire face, au lieu d'ajouter à son ordre du jour déjà chargé des petites questions ayant peu de valeur pratique et qui n'ont guère d'autre but que de nous offrir la possibilité de nous répéter. Nous devons faire passer la qualité avant la quantité. Nous devons également accorder plus de temps aux consultations et aux négociations entre les divers groupes et au sein de ces groupes, en particulier lorsque de graves divergences de vues existent, comme prévu au paragraphe 5 de la résolution 3073 (XXVIII). Il faut dire que c'est là que ceux qui nous ont critiqués, et auxquels j'ai répondu aujourd'hui, sont dans une certaine mesure justifiés, et je n'ai pas peur de l'admettre.

40. M. ANWAR SANI (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : L'Indonésie appartient au groupe de pays qui attachent une importance vitale aux Nations Unies. Nous voudrions voir le rôle des Nations Unies raffermi en ce qui a trait au maintien et à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, au développement de la coopération entre nations et à la promotion de règles de droit international dans les relations entre États. Pour ces raisons, ma délégation s'est jointe aux auteurs qui ont présenté le projet de résolution A/L.748 et Add.1 à 4 pour adoption par l'Assemblée générale. Ma délégation tient à remercier la délégation roumaine de l'initiative qu'elle a prise. Mon collègue et ami roumain, M. Bateu, a présenté ce projet d'une manière extrêmement lucide et éloquent; point n'est besoin pour moi de répéter les arguments en faveur de son adoption par l'Assemblée.

41. Ma délégation est également un des auteurs du projet de résolution déposé à la Sixième Commission par les Philippines et destiné à étudier la possibilité de réviser la Charte. Nous sommes d'avis que les deux efforts se complètent puisqu'ils visent tous deux à raffermir le rôle de l'Organisation et à accroître son efficacité.

42. Ma délégation juge approprié de commencer par étudier toutes les mesures possibles que nous pourrions prendre, sans avoir à modifier la Charte, dans nos efforts pour améliorer la capacité des Nations Unies de traiter avec efficacité les problèmes importants toujours plus nombreux auxquels elles doivent faire face. Une augmentation de l'efficacité de l'Organisation aurait en même temps pour effet de raffermir son rôle dans le sens que nous souhaitons. À cet égard, il serait utile d'étudier des aspects de procédure, le processus suivi pour prendre des décisions, la façon d'organiser notre travail, et si on peut les améliorer pour accroître l'efficacité de l'Organisation et raffermir ainsi son rôle. À ce propos, nous pourrions tirer profit des idées d'organes en dehors de notre organisation qui ont étudié la possibilité de raffermir le rôle des Nations Unies en augmentant leur efficacité par des réformes de procédure et autres. Je voudrais mentionner les efforts de la Fondation Stanley. En

juin dernier, la Fondation Stanley a organisé un cycle d'études auquel ont participé plusieurs représentants d'États Membres des Nations Unies, pour étudier le processus de prise de décisions de l'Organisation. Les conclusions auxquelles ont abouti les participants, qui ont été transmises récemment au Secrétaire général par le Président de la Conférence, M. Maxwell Stanley, mériteraient sans doute d'être étudiées. D'autres études faites par des institutions en dehors des Nations Unies seraient certainement utiles, elles aussi.

43. En ce qui concerne le projet de résolution A/L.749, parrainé par l'Australie et d'autres, ma délégation n'a aucune difficulté à l'appuyer bien que nous ayons quelques réserves quant à la référence faite à la Cour internationale de Justice.

44. À l'origine, ma délégation n'avait pas l'intention de participer au débat sur la question dont nous sommes saisis. Nous pensions que nous ne devions pas prolonger indûment ce débat, car il semble exister un large appui pour les deux projets de résolution A/L.748 et Add.1 à 4 et A/L.749. Toutefois, les observations faites lors des discussions de vendredi dernier (2307<sup>e</sup> et 2308<sup>e</sup> séances) par certaines délégations à l'égard du rôle de ce que l'on appelle la majorité nous ont amenés à changer d'avis. Ma délégation est heureuse que les représentants de ce que l'on appelle la minorité aient exprimé ouvertement leurs craintes. Il est préférable que ces craintes s'expriment ouvertement devant cette assemblée plutôt que d'être murmurées dans les couloirs. Ici, la question peut être discutée. Nous avons ici une possibilité d'éclaircir l'atmosphère par un libre échange de vues. Dès le début, je dirai que ma délégation n'a pas tellement l'intention de parler de la prétendue majorité. Mes collègues du tiers monde qui ont parlé avant moi ont expliqué de façon très éloquent et en termes clairs et précis la position de ce que l'on appelle la majorité. Ce que ma délégation voudrait faire, c'est contribuer à la défense des Nations Unies, auxquelles l'Indonésie et beaucoup d'autres pays accordent une très grande importance; il faut que ce soit une organisation forte et efficace adaptée aux conditions changeantes du monde pour faire face aux problèmes, qui deviennent chaque jour de plus en plus complexes, qui s'entremêlent chaque jour de plus en plus dans le monde. Nous les qualifions de problèmes d'importance globale. Nous disons qu'il leur faut des solutions globales par des efforts globaux. De l'avis de l'Indonésie, ces efforts devraient se déployer au sein des Nations Unies.

45. Dans le contexte de notre échange de vues à l'égard des rapports entre ce que l'on appelle majorité et ce que l'on appelle minorité, nous devons faire preuve d'une certaine modération, et l'émergence d'un type nouveau de majorité aux Nations Unies est l'expression d'un changement dans la structure même de la composition et des événements du monde international.

46. Bien que ma délégation ne soit pas au courant de l'existence d'une majorité mécanique — je souligne "mécanique" — au sens où les représentants de la prétendue minorité ont essayé de le dire à l'Assemblée et à laquelle l'Indonésie, pays en voie de développement et non aligné, est certes considérée comme appartenant —, il serait bon que ceux d'entre nous qui, à bon endroit ou non, sont considérés comme

cette majorité réfléchissent aux craintes exprimées par ce que l'on appelle la minorité. Je dis chaque fois "ce que l'on appelle" pour qualifier la minorité et la majorité en songeant à ce que le représentant des Etats-Unis disait :

"Mais la minorité ainsi offensée peut, en fait, constituer une majorité au sens pratique, si l'on songe à l'appui qu'elle donne à cette organisation et à la mise en œuvre de ses décisions." (2307<sup>e</sup> séance, par. 112.)

47. Ma délégation ne pense pas que nous puissions parler de majorité mécanique dans ce sens qu'il y a une majorité qui automatiquement vote de la même façon sur les questions dont l'Assemblée est saisie. Les résultats des débats sur les questions khmère et coréenne démontrent suffisamment que cette majorité mécanique n'existe pas. Il existe, toutefois, une majorité à l'égard de certaines questions, comme la décolonisation, et dans une certaine mesure des questions telles que le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud, qui dépassent les groupements régionaux ou idéologiques. Une majorité existe également sur la question d'un nouvel ordre économique international, composée de pays en développement qui dans le passé ont été soumis à l'exploitation et qui aujourd'hui désirent que changent les règles du jeu pour sauvegarder leurs intérêts légitimes, ce qui pourrait vraiment servir à réduire le fossé existant entre nations riches et pauvres. Nous continuons d'entendre la rengaine selon laquelle les riches s'enrichissent tandis que les pauvres s'appauvrissent; on nous sermonne sur le fossé toujours plus large qui existe entre la prospérité des pays riches industrialisés et le dénuement des pays pauvres en voie de développement. Mais on ne fait pas grand-chose pour enrayer ce processus, sans parler de le renverser. Il n'est que logique que les nations pauvres en voie de développement, qui aux Nations Unies sont beaucoup plus nombreuses que les pays riches développés, souhaitent que ces derniers reconnaissent leurs intérêts vitaux en établissant la base d'un nouvel ordre économique international, équitable, juste et de nature à réduire le fossé qui existe entre eux.

48. Dans un sens plus abstrait en ce qui concerne le fond des observations sur la manière dont devrait se comporter une majorité — que cela s'applique ou non aux événements pratiques tels que nous les voyons aujourd'hui aux Nations Unies — ceux d'entre nous, que l'on considère comme appartenant à la prétendue majorité ou qui se considèrent comme tels, feraient bien de les étudier. Nous ne devrions pas faire les erreurs commises dans le passé par la prétendue minorité d'aujourd'hui, qui était alors majorité et qui possédait le pouvoir d'appliquer ses décisions. Or, apparemment, elle n'était pas à même de faire grand-chose.

49. Par ailleurs, il faut que la prétendue minorité se livre à un sérieux examen de conscience. Comme je l'ai dit, il y a eu un moment où cette même prétendue minorité était une majorité, une vraie majorité, tant sur le plan numérique que du point de vue de sa capacité de soutenir l'Organisation et d'en appliquer les décisions. Quel a été son rôle, au cours de ces années où elle constituait la majorité, à l'égard des problèmes que nous connaissons aujourd'hui encore ? Quel a été son rôle dans le conflit du Moyen-Orient ?

Qu'a-t-elle fait, puissante comme elle l'était alors, pour amener l'Afrique du Sud à respecter les décisions des Nations Unies ? Quel a été son rôle dans le processus de décolonisation ? Quelle contribution efficace a-t-elle apportée à la réduction du fossé qui s'élargissait entre pays riches industrialisés et les pays pauvres qu'ils exploitaient depuis des centaines d'années ? Voilà les questions auxquelles ces pays devraient essayer de répondre tout d'abord en toute franchise avant de dresser un tableau, comme ils l'ont fait, du comportement de la majorité prétendument mécanique qui, affirment-ils, existe aujourd'hui aux Nations Unies. Peut-être seront-ils alors à même de mieux comprendre pourquoi la prétendue majorité agit comme elle le fait, et d'afficher plus de modération lorsqu'il s'agit de réagir devant des événements récents qui, on le comprend parfaitement, peuvent ne pas leur plaire.

50. L'Indonésie est un pays qui par tradition a un processus de prise de décision que l'on appelle *musyawarah* et *mufakat* : consultations et consensus. La plupart des pays ont à un moment donné de leur histoire connu cette méthode. Mais la plupart d'entre nous l'ont remplacée par un processus de prise de décision selon lequel la moitié plus un doit avoir raison. Dans le processus national indonésien de prise de décision, la majorité a l'obligation d'agir, conformément à la responsabilité qu'elle a envers le peuple, pour concilier dans toute la mesure du possible les opinions de la minorité dans le but d'atteindre un consensus; ce processus est peut-être long, lourd et parfois exaspérant, mais nous nous en trouvons bien mieux que pendant la période qui a immédiatement suivi notre indépendance et où nous faisons des expériences sur la base de la méthode selon laquelle "la moitié plus un a raison". Peut-être est-il plus facile de le faire dans le contexte national où le point de départ et les objectifs concrets sont fermement établis dans la Constitution, alors que les différences touchent principalement les méthodes pour parvenir à ce but. Par tradition, l'Indonésie respecte les opinions de la minorité et essaie d'en tenir compte dans toute la mesure du possible. Naturellement, on s'attend que la minorité fasse également de son mieux pour parvenir à un arrangement avec la majorité. C'est là également l'attitude qui régit la participation de la délégation indonésienne aux travaux des Nations Unies. Ma délégation ne voudrait pas que les Nations Unies se transforment en un lieu d'affrontement entre une majorité et une minorité, même si la minorité en fait ne représentait pas une majorité pratique au vu de la mesure dans laquelle elle est capable d'appuyer l'Organisation et d'en appliquer les décisions, comme l'affirme le représentant des Etats-Unis. Nous ne considérons pas les Nations Unies comme une usine où l'on fabrique des résolutions, mais comme une instance où se concentrent les efforts de tous les pays du monde pour trouver des solutions concrètes à des problèmes concrets affectant l'humanité tout entière.

51. En tant qu'institution utile, les Nations Unies ne peuvent survivre que si la prétendue majorité et la prétendue minorité ne se considèrent pas comme des adversaires qui se regardent avec soupçon et si la confiance mutuelle existe dans les rapports entre la majorité et la minorité et entre les Membres à titre individuel.

52. Je répète que cette occasion de dissiper nos divergences et d'avoir un échange de vues plein de franchise est très utile pour purifier l'atmosphère, surtout à un moment où les Nations Unies ont à faire face à des problèmes complexes d'importance et d'effet globaux et où le maximum de bonne volonté s'impose pour les surmonter.

53. M. JAIPAL (Inde) [*Interprétation de l'anglais*] : Ma délégation n'avait pas l'intention d'intervenir sur ce point de l'ordre du jour, mais les points de vue qui ont été émis par certaines délégations nous obligent à réagir, non pas dans un esprit de confrontation hostile ou de représailles, mais plutôt dans l'esprit démocratique d'un débat libre, dans l'espoir que cela permettra de mieux comprendre les vues et les aspirations de la majorité.

54. Pour commencer, il nous semble assez étrange que nous discussions de la nécessité de raffermir le rôle des Nations Unies à un moment où l'Organisation est composée de 138 Membres. Est-ce que l'on prétend sérieusement que la force numérique des Nations Unies, qui n'a jamais été supérieure à ce qu'elle est maintenant, est un signe de faiblesse et d'impuissance ? Je pense qu'une organisation qui est aujourd'hui plus universelle que jamais quant à sa composition est un reflet plus réel du monde tel qu'il est et doit être traitée de manière à tenir compte des besoins et des aspirations de la majorité.

55. Tout en n'acceptant pas quelques-unes des idées avancées par certaines délégations, je suis d'accord avec le représentant de la France lorsqu'il déclare que l'évolution d'un monde de plus en plus interdépendant confère à la diplomatie multilatérale un rôle de plus en plus important. En fait, c'est l'interdépendance croissante entre Etats qui crée un défi pour les Nations Unies, un défi qui consiste à concilier les intérêts contraires, un défi qui demande le sacrifice des privilèges et des avantages que l'on a hérités en faveur d'une répartition plus équitable du produit collectif; un défi qui exige la reconnaissance de l'importance des obligations de même que celle des droits; et un défi ultime qui consiste à reconnaître la nature réelle de la situation dans le monde, qui est l'humiliation de la discrimination raciale, l'indignité de la dégradation humaine, la résignation des pauvres, la tragédie de ceux qui n'ont aucun espoir d'une vie meilleure, la colère brûlante de ceux qui sont démunis, la crainte de ceux dont les intérêts sont menacés, et le cynisme des riches de même que leur charité et leur compassion. Ces choses-là composent l'ensemble des Nations Unies telles qu'elles sont aujourd'hui.

56. Dans ces conditions, est-il étonnant que les impératifs de l'interdépendance s'affirment dans la forme des résolutions de la majorité ? Des résolutions de ce genre méritent certainement une compréhension sympathique plutôt que des menaces grinçantes de non-exécution.

57. L'expression d'espoir et d'aspirations n'est que le premier pas dans le processus de la diplomatie multilatérale. Pour connaître les limites d'une action collective, il faut d'abord connaître la portée et la grandeur des aspirations collectives; renverser cet ordre serait contraire à la nature, non réaliste et peu pratique. Je prétends donc que la multitude des résolutions que nous adoptons et la fréquence de leur réaf-

firmation sont des tentatives pour définir et pour clarifier les besoins et les objectifs de la majorité.

58. Le fait que ces résolutions n'ont pas un caractère obligatoire et qu'il peut y avoir des limites pratiques à leur exécution ne suffit pas à empêcher leur adoption. Si le critère d'unanimité était une condition préalable à l'adoption de résolutions, le résultat serait une déception sans fin. Prenons ces résolutions de la majorité comme des défis et essayons de mettre au point des moyens pratiques de les mettre en œuvre progressivement, par étapes et dans toute la mesure du possible.

59. Imposer la règle de l'unanimité ou le consensus rendra cette organisation aussi lente et aussi timide que les plus hésitants et les plus réfractaires parmi nous. Un consensus sur le papier, basé sur des interprétations complètement différentes et la prolifération de résolutions de la majorité sont des signes d'échec en ce qui concerne l'action.

60. Certaines délégations ont dit que l'Assemblée générale doit agir de façon à ne pas empiéter sur le domaine qui relève du Conseil de sécurité. C'est sans doute vrai; mais quand le Conseil de sécurité est immobilisé par le veto, ou quand le Conseil de sécurité, malgré ses résolutions, est incapable d'agir, est-ce que l'Assemblée générale doit rester un témoin silencieux ? Qu'y a-t-il de mal à ce que l'Assemblée générale exprime son point de vue et adopte des recommandations pour indiquer le souhait de la majorité ? Est-ce que les Nations Unies ne doivent pas être un centre pour harmoniser les actions des nations conformément à la Charte ? Il n'y a pas de doute que dans la poursuite de cet objectif louable qui consiste à harmoniser nos actions, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité peuvent se compléter mutuellement dans leurs efforts.

61. Des délégations ont mis en doute le bien-fondé d'un certain nombre de décisions de l'Assemblée générale en termes qui impliquaient le manque du sens de responsabilité de la part de la majorité. Il semble que ces délégations faisaient allusion à l'exclusion des représentants de l'Afrique du Sud de cette assemblée et à l'octroi de l'audition et du statut d'observateur à l'Organisation de libération de la Palestine [OLP]. Ma délégation est surprise des réactions provoquées par ces deux décisions. Si l'on veut être objectif, ne peut-on considérer comme absurde le fait que l'Assemblée générale, année après année, ait rejeté les pouvoirs des représentants de l'Afrique du Sud tout en laissant ceux-ci participer à ses discussions ? Si le règlement intérieur n'est pas clair pour ce qui est de la façon de traiter un tel problème, il me semble que la solution est d'amender ce règlement intérieur afin de ne pas placer l'Assemblée générale dans cette position ridicule qui consiste à prendre une décision tout en ignorant sa conséquence logique. La vérification des pouvoirs devrait être confiée au Secrétaire général en tant que question administrative ou, si cela exige une décision politique de l'Assemblée générale, celle-ci devrait faire face courageusement aux conséquences du rejet des pouvoirs.

62. Pour ce qui est de l'OLP, il semble parfaitement raisonnable de décider d'entendre les porte-parole d'une organisation reconnue comme représentant le peuple arabe de Palestine sur la question de Palestine qui, après tout, est au cœur même de la paix au Moyen-



Orient. La décision n'est d'ailleurs pas sans précédent. En 1948, les représentants juifs et arabes de la Palestine ont été entendus par cette organisation, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Si ma mémoire ne me trompe pas, le représentant juif était assis à la table du Conseil de sécurité; il a participé aux discussions et il a même proposé toute une série d'amendements au projet de résolution relatif à l'avenir de la Palestine.

63. Une autre question qui nous a surpris est celle qui a été soulevée assez curieusement par certains au sujet du droit d'Israël d'exister. Je suis enclin à penser que, en tant que Membre de l'Organisation, Israël a le droit d'exister comme Etat. En fait, il existe comme tel et il a manifesté son droit d'exister en quatre occasions, sans équivoque. Ce qui est réellement en question, c'est le droit du peuple arabe de Palestine d'exister dans un Etat national qui lui soit propre et c'est la reconnaissance de ce droit de la part d'Israël.

64. On a dit que des moyens de procédure ont été utilisés afin d'assurer des majorités. Mon impression est que c'est là une méthode bien établie et respectable, qui existe dans tous les parlements démocratiques librement élus. Certaines délégations semblent troublées du fait que l'Assemblée se réfugie souvent dans la verbosité. Est-ce que l'autre partie de l'alternative, c'est-à-dire le silence obstiné, serait moins troublante? Le fait que des résolutions adoptées à la majorité ne puissent pas être mises en œuvre ne nous apporte aucun réconfort politique. La seule consolation de la majorité est qu'elle a pu dire son mot et c'est là un droit démocratique absolument nécessaire. Certes, la minorité a le droit d'être en désaccord. Mais insister sur la nécessité d'aboutir à l'unanimité, cela équivaut à accorder à la minorité le droit de dicter le caractère et le rythme du progrès et des changements.

65. Je ne veux évidemment pas minimiser l'importance ni la sagesse pratique de solutions obtenues au moyen de négociations. Sans nul doute, il y a des avantages à de tels compromis. Mais la foi que l'on peut avoir dans les compromis est singulièrement ébranlée lorsqu'on se rend compte à quel point l'Assemblée générale a fait peu pour aider les pays les plus gravement affectés par la crise économique actuelle ou lorsqu'on constate les vains efforts du Conseil de sécurité pour annihiler les fruits de l'agression au Moyen-Orient.

66. Que les avocats des négociations de compromis envisagent ces deux problèmes essentiels d'aujourd'hui et qu'ils mettent en œuvre les résolutions adoptées à l'unanimité par l'Assemblée générale et par le Conseil de sécurité. En agissant ainsi, ils raffermiront le rôle des Nations Unies. Ils disposent des ressources, et la Charte leur fournit la compétence nécessaire pour agir. La prétendue minorité numérique a le pouvoir et les ressources; mais, apparemment, elle n'a pas la volonté de faire face aux conséquences inévitables des décisions unanimes. C'est cette même minorité qui, il y a 20 ans, avait l'avantage supplémentaire de constituer une majorité numérique.

67. Je souhaite que cette minorité comprenne les déceptions de la majorité numérique qui n'a ni le pouvoir ni les ressources qui lui permettraient de transformer leurs aspirations les plus modestes en réalités. La minorité, évidemment, a ses droits et ses

intérêts et elle est sans nul doute consciente de ses obligations à l'égard de la majorité. Cependant, nous ne devrions pas penser en termes de majorité et de minorité dans une organisation composée d'Etats souverains ayant des droits égaux, une organisation dont les possibilités d'action sont limitées par la qualité même d'Etats souverains de ses Membres. Les espoirs que l'on place en cette organisation doivent être à la mesure de ses propres limites. Cependant, cette organisation doit répondre aux défis du concept d'un seul monde: la conservation et la répartition équitable de ses ressources limitées, la division internationale du travail et la répartition de son produit. Toutefois, les réactions de notre Organisation à ces défis n'ont pas été, jusqu'à présent, appropriées.

68. La priorité doit, par conséquent, être accordée tout d'abord à la nécessité, pour l'Organisation, de surmonter la crise de confiance actuelle par une réaffirmation unanime de foi en elle-même et en sa Charte. Les nations nouvellement indépendantes ne sont pas entrées aux Nations Unies pour liquider l'Organisation ou pour la rendre inutile. Leur accès à l'indépendance politique n'est pas, pour elles, la fin du chemin; c'est seulement la première étape de la marche vers l'accès à ce niveau minimum de bien-être matériel qui est essentiel pour assurer une qualité de vie décente. Cet objectif modeste est à la base de nombreuses résolutions adoptées par la prétendue majorité mathématique. Cet objectif modeste de la majorité ne doit pas inquiéter la minorité non mathématique qui a eu, jusqu'ici, l'utilisation des ressources de la terre grâce auxquelles elle a pu édifier sa société industrialisée.

69. Ce que la majorité recherche, en fait, est peut-être reflété dans les paroles de mon Premier Ministre, Mme Indira Gandhi, lorsqu'elle a dit récemment:

"Je souhaite pour mon peuple, non pas la richesse ou le pouvoir, mais la satisfaction de ses besoins fondamentaux afin qu'il puisse avoir la possibilité d'être humain, de faire l'expérience de la plénitude de la vie, qu'il ne craigne pas les difficultés, la tristesse ou le danger, mais qu'il sache y faire face comme faisant partie de la vie. Tous nos espoirs ne peuvent être réalisés et toutes nos aspirations ne peuvent être atteintes. Mais nous pouvons essayer et, si nous réussissons même dans une petite mesure, cela aura valu la peine."

Dans ce sens modeste, nous croyons que l'existence des Nations Unies a sa valeur.

70. M. HUANG HUA (Chine) [*interprétation du chinois*]: La délégation chinoise voudrait faire quelques remarques sur la question du raffermissement du rôle des Nations Unies que l'Assemblée générale étudie actuellement.

71. Nous avons toujours affirmé que, conformément aux objectifs de la Charte des Nations Unies, l'Organisation devrait jouer le rôle qui lui revient pour s'opposer à l'agression et à l'ingérence, maintenir la paix internationale et établir des relations amicales et la coopération entre les nations. Toutefois, pendant très longtemps dans le passé, une ou deux superpuissances ont utilisé les Nations Unies à leur avantage et ont commis des actes multiples qui étaient contraires à la Charte des Nations Unies et à la volonté des peuples de divers pays. Si l'on veut que les Nations Unies puissent jouer leur rôle, l'Organisation doit

se conformer à la tendance existant dans le monde, agir strictement en conformité avec les buts et principes de la Charte, se libérer de la manipulation et du contrôle des superpuissances et refléter véritablement les justes revendications d'un grand nombre d'Etats Membres et des populations de par le monde.

72. Toutefois, en séance plénière, le 6 décembre [2307<sup>e</sup> séance], le représentant des Etats-Unis a lancé des accusations tout à fait injustifiées à l'égard de justes mesures adoptées par les pays du tiers monde à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale et au cours de la présente session. Cela est totalement déraisonnable. Il est parfaitement normal que les représentants du tiers monde réfutent fortement et à juste titre ce genre d'accusations.

73. Ce que l'on appelle la tendance accélérée et dangereuse de la grande majorité des Etats, phénomène auquel s'oppose le représentant des Etats-Unis, n'est, en fait, rien d'autre que l'apparition et la croissance d'un grand nombre de pays du tiers monde après la seconde guerre mondiale ainsi que leur rôle toujours plus important dans les affaires internationales et au sein des Nations Unies.

74. On constatera peut-être qu'après la fin de la seconde guerre mondiale, de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui, pendant longtemps, avaient été soumis à l'oppression et à l'esclavage impérialistes et colonialistes et étaient totalement impuissants, ont acquis l'indépendance politique l'un après l'autre grâce à leur propre lutte. Ces dernières années, ces pays ont constamment renforcé leur unité, se sont aidés mutuellement et ont révélé ainsi leur énorme pouvoir dans la lutte pour sauvegarder et consolider leur indépendance nationale, développer leurs économies nationales et reconquérir les droits et intérêts légitimes qui leur avaient été longtemps refusés. Ils sont devenus la force principale dans la lutte actuelle contre la politique d'agression et la guerre poursuivies par le colonialisme, l'impérialisme, et surtout les superpuissances. Tel est le courant essentiel des événements dans la situation internationale de ces dernières années, et c'est un jalon dans la situation internationale actuelle, qui est excellente.

75. Cette excellente situation s'est également reflétée aux Nations Unies. Depuis trois ans à peine que la délégation chinoise participe aux travaux des Nations Unies, nous avons pu nous rendre compte personnellement qu'aux sessions de l'Assemblée générale et en d'autres conférences internationales parrainées par les Nations Unies, notamment à la sixième session extraordinaire et au cours de la présente session, les nombreux pays du tiers monde, dans un noble esprit et avec une unité militante, ont surmonté les obstacles innombrables semés sur leur chemin par les superpuissances, ont défendu la justice sur un grand nombre de questions et ont ainsi apporté une importante contribution à la lutte contre le colonialisme, le racisme, le sionisme, l'impérialisme et surtout l'hégémonie des superpuissances. Un grand nombre de pays, petits et pauvres, qui étaient méprisés par le passé, se sont unis aujourd'hui pour contester la conduite arbitraire et agressive de l'une ou l'autre des superpuissances aux Nations Unies et ont commencé à modifier une situation dans laquelle les superpuissances pouvaient manipuler les Nations Unies en violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

Cela n'est pas le moins du monde une tendance dangereuse, mais bien plutôt une tendance fort saine dans les affaires internationales actuelles et au sein des Nations Unies. De concert avec les nombreux pays du tiers monde, le Gouvernement et le peuple chinois saluent chaleureusement et appuient cette tendance bénéfique et croissante. A notre avis, l'éveil et le renforcement des pays du tiers monde et le rôle de plus en plus important qu'ils jouent dans les affaires internationales et aux Nations Unies sont, en fait, quelque chose de remarquable, et certainement pas quelque chose d'épouvantable. Ceux qui qualifient cette tendance d'épouvantable, ce sont les représentants de superpuissances qui ont de plus en plus de difficultés à manipuler les affaires des Nations Unies comme elles le faisaient dans le passé.

76. Le représentant d'une superpuissance a affirmé qu'aux Nations Unies "la règle de la majorité" était devenue "la tyrannie de la majorité", et que les Nations Unies devraient "fondre et refléter les opinions de tous" les Etats Membres. Jouant le même air sur un instrument différent, l'autre superpuissance chantonnait à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale cette année "que l'on doit tenir compte des intérêts de tous les Etats", essayant par là de faire chanter les autres. Nul ne doit oublier que pendant très longtemps, une ou deux superpuissances ont manipulé les Nations Unies pour imposer leur volonté aux autres et ont commis des actes malveillants en usurpant le nom des Nations Unies. Parlant de tyrannie, n'était-ce pas, justement, la tyrannie de la minorité qu'exerçaient une ou deux superpuissances sur la majorité des Etats Membres ? Pour parler carrément, leur véritable dessein n'est autre que de permettre aux superpuissances de continuer à manipuler les Nations Unies et d'y conserver un statut privilégié. C'est là la "tyrannie de la minorité" dans le vrai sens du terme. Mais proclamer que "l'on doit tenir compte des intérêts de tous les Etats", comme l'a fait bien haut l'autre superpuissance est encore plus trompeur. Si l'on compare ces paroles à l'opposition dans les faits de cette superpuissance à la proposition de l'établissement d'un nouvel ordre économique international, à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, sa ferme position en faveur de l'hégémonie maritime à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et son opposition obstinée aux justes revendications de nombreux pays du tiers monde en faveur d'une révision de la Charte, n'est-il pas démontré clairement que cette superpuissance veut maintenir ses propres intérêts d'hégémonie et son statut privilégié dans les affaires internationales et aux Nations Unies, aux dépens des intérêts nationaux des nombreux pays du tiers monde ?

77. Les superpuissances ont affirmé aussi que les Etats Membres des Nations Unies ont des statuts différents et des possibilités différentes dans les affaires internationales et, partant, des responsabilités différentes. On peut se demander si ce n'est pas là préconiser ouvertement la politique privilégiée des superpuissances et l'hégémonie des grandes puissances, la *Realpolitik* dans laquelle les grands maltraitent les petits, les forts dominent les faibles et les riches oppriment les pauvres. Si l'on doit tenir compte de ces revendications, est-ce que l'histoire des années 70 ne sera pas un retour au XIX<sup>e</sup> siècle ? Il serait bon

pour ces pays d'abandonner leurs chansonnettes d'hégémonie, et le plus tôt sera le mieux.

78. Nous avons affirmé constamment que tous les pays, grands ou petits, doivent être considérés comme égaux. Les affaires de tout pays doivent être gérées par le peuple de ce pays. Les affaires du monde doivent être gérées par tous les pays du monde. Les affaires des Nations Unies doivent être menées de concert par tous les Etats Membres de l'Organisation; quant aux superpuissances, on ne doit pas les laisser manipuler les affaires internationales des Nations Unies d'une façon malveillante et arbitraire.

79. Le monde progresse dans une situation troublée. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution. Telle est la tendance essentielle de notre temps. La situation actuelle dans le monde est excellente et les Nations Unies devraient s'adapter à la tendance du jour et devenir une organisation internationale qui défende la souveraineté et l'indépendance de tous les pays, qui appuie la juste cause des divers peuples et qui maintienne la paix et la sécurité internationales. La Chine est disposée à travailler avec les nombreux pays du tiers monde et avec tous les pays prêts à défendre la justice pour faire de l'Organisation des Nations Unies une institution vraiment capable de jouer son rôle dans le maintien de la paix internationale et de favoriser le progrès de l'homme.

80. M. BAROODY (Arabie saoudite) [*interprétation de l'anglais*] : C'est avec quelque réticence que je vais parler de certaines choses que j'aurais aimé noyer dans le silence, car, après tout, les accusations et les récriminations ne produisent aucun résultat fructueux. Cependant, j'estime qu'il est de mon devoir, en tant qu'homme qui a vu ce qui s'est passé dans cette organisation depuis sa fondation, de ne pas demeurer silencieux. C'est pourquoi j'espère que toutes les remarques que je ferai du haut de cette tribune ne seront pas considérées par qui que ce soit comme des remarques personnelles, puisque nous, les représentants ici présents, n'exprimons pas nécessairement des opinions qui sont totalement en harmonie avec notre conscience propre.

81. Combien de fois ai-je rappelé à mes collègues dans cette assemblée et au Conseil de sécurité que les représentants sont malheureusement munis de cette camisole de force que sont les instructions ? Et j'ai toujours ajouté que pour être sûr que cette camisole de force que sont les instructions soit conforme à leur comportement à l'Assemblée générale ou au Conseil de sécurité, ils portent aussi l'habit étroit de la procédure.

82. Qu'il me suffise de dire que les maux dont souffrent les Nations Unies n'émanent pas de personnes qui représentent leurs gouvernements respectifs, mais bien de ceux qui donnent les ordres, de ceux qui sont à tel point préoccupés de la politique de leur pays, sur un plan individuel, qu'ils semblent ne pas avoir le temps de suivre et d'observer les nouvelles tendances qui se manifestent de par le monde. Ils pensent qu'ils peuvent se comporter comme ils l'ont fait avant la première guerre mondiale et même avant la seconde. Cette politique, qui a été élaborée par les politiciens, par les dirigeants, ou par les mauvais dirigeants, a un effet de boomerang, simplement du fait que la structure du monde s'est rétrécie, que les peuples,

partout dans le monde, sont conscients de ce qui s'y passe, et cela n'a rien à faire avec la technologie ou l'éducation. L'homme a été doué d'un cerveau, d'un esprit qui peut discerner et sentir ce qui est juste et ce qui ne l'est pas.

83. C'est cette prise de conscience à grande échelle de la part des peuples du monde qui devrait convaincre les dirigeants, et surtout les chefs des grandes puissances, qu'il faut maintenant pratiquer une approche nouvelle en matière de relations internationales, et surtout à l'égard des travaux qui sont polarisés ici ou plutôt que nous nous efforçons de polariser au sein des Nations Unies.

84. La faute de cet état de choses n'incombe pas aux représentants. Les maux, les maladies, viennent des chefs qui semblent poursuivre la même politique périmée de puissance et de sphères d'influence, cette politique que mon bon collègue de la Chine préfère appeler hégémonie. Appelez cela comme vous le voudrez; nous souffrons encore du manque d'harmonie, des conflits d'intérêts qui existent entre les grandes puissances, lesquelles semblent avoir oublié qu'elles ne peuvent pas tout diriger, comme c'était le cas dans le passé. Et précisément, parce que nous n'avons pas de nombreux mondes, la conscience des peuples du monde, que cela nous plaise ou non, a fait qu'il n'existe qu'un seul monde sur cette planète.

85. Et j'en viens maintenant au cœur même du problème. Le cœur du problème, c'est la nomenclature qui semble nous diviser plutôt que de nous unir ou de rendre les Nations Unies cohérentes.

86. Nous parlons du tiers monde, ce qui suppose qu'il y a un premier monde et un deuxième. C'est là le mal. Quel est ce premier monde, quel est le deuxième monde et quel est le troisième monde ? Je préfère que l'Arabie saoudite et moi-même, en tant que son représentant, appartiennent à un seul monde, le monde des Nations Unies. Vous me rectifierez si je me trompe.

87. Qu'est-ce que le "premier monde" ? Est-ce que ce sont les superpuissances, comme les appelle notre collègue chinois ? Le "deuxième monde" serait alors représenté par des pays intermédiaires tels que ceux qui, dans le passé, possédaient le pouvoir, des empires, qui les ont perdus mais qui sont encore assez forts pour faire peser leurs poids d'un côté ou de l'autre ? Quant au "troisième monde", sont-ce les pays en voie de développement qui semblent posséder beaucoup de ressources humaines, un grand nombre de ressources naturelles, mais peut-être pas assez de connaissances techniques, pas assez de capitaux ou, en tout cas, auxquels il manque quelque chose ? Quelque chose manque pour ceux d'entre nous qui sont privés du pouvoir mondial. Il y a ceux qui exercent le pouvoir mondial, et ensuite il y a les puissances intermédiaires qui ont versé leur sang et qui peuvent enseigner aux superpuissances quelques leçons, si tout au moins elles veulent apprendre. Beaucoup de ceux qui appartiennent au deuxième monde ont récemment fait preuve de modération et de patience. Mais voilà que le premier monde et le deuxième se sont parfois unis pour conspirer, ce au service de leurs intérêts nationaux mesquins. C'est alors que le prétendu tiers monde a essayé, année après année, d'élever la voix pour se plaindre, pour manifester sa désapprobation d'avoir été négligé



sans que quiconque l'entende. Est-il étonnant que les pays du prétendu tiers monde se soient unis ?

88. Comment peuvent-ils exprimer leur déplaisir ou leur désapprobation ? En envoyant leurs flottes ? En exerçant la diplomatie de la canonnière ? En accordant aveuglément leur assistance ou, en d'autres termes, en essayant de corrompre certains pays pour que ceux-ci se rangent à leurs côtés ? Allez-vous leur nier leur droit de manifester leur mécontentement, leur désapprobation, ici, aux Nations Unies ?

89. Je pense que nous devrions prendre la genèse du problème. J'ai été tenté d'apporter avec moi ici quelques livres et de vous en lire certains chapitres ou versets. Mais je ne l'ai pas fait, parce que je craignais de donner ainsi à mon intervention le caractère de récrimination, je craignais de lancer des accusations qui reviendraient à jeter du sel sur des plaies vives. Loin de moi le désir d'agir ainsi, parce que, si je l'avais fait, c'eût été contraire aux buts des Nations Unies, qui consistent à harmoniser nos intérêts plutôt qu'à nous séparer en des camps différents adoptant une attitude rigide qui consiste à dire : si vous n'êtes pas avec moi, vous êtes contre moi. C'est à cela qu'aurait abouti ma déclaration.

90. Je puis être d'accord avec vous sur certains problèmes, et en désaccord sur certains autres. Qu'y a-t-il de mal à cela ? Mais je voudrais que nos collègues qui exercent réellement le pouvoir dans le monde comprennent bien que nous en sommes revenus au point de départ. En dépit des avertissements que nous avons lancés à Lake Success, au cours de la première année qui a vu le début de nos travaux dans ce pays hôte, avertissements selon lesquels les buts et les principes de la Charte devaient être respectés, que le droit à l'autodétermination ne devait pas être jeté à l'égout, ils ont fait exactement l'opposé, et ce dans l'hypothèse où nous n'exercerions pas suffisamment de pouvoirs et qu'il leur était possible de jouer en toute quiétude ce jeu qui consistait à mépriser nos objectifs, que nous avons souvent essayé d'atteindre parce que nous avons des causes justes à porter devant l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité.

91. M. Scali a peut-être fait quelques travaux relevant du journalisme en 1945 et en 1947, mais s'il avait été un Arabe, ou un Asiatique, ou un Africain à Lake Success, et ensuite ici au Siège, lorsque nous l'avons occupé en 1952, je suis certain qu'il aurait tenu compte de ce qui s'était produit, parce que les grandes puissances — qui ont été qualifiées à juste titre de super-puissances par notre collègue chinois — faisaient tout ce qui leur plaisait et que nous n'avions aucune voix, sinon celle qui nous permettait de balbutier nos déclarations sans que celles-ci soient suivies d'aucun effet.

92. Ainsi, notre collègue et cher ami, M. Scali, tenant compte du fait que ces grandes puissances commettaient des erreurs, se trompaient, aurait pu nous dire aujourd'hui, en 1974 : "Nous avons fait des erreurs, nous avons traité les affaires internationales par des méthodes anciennes et démodées, nous avons tort, mais certains d'entre nous, à propos de certaines questions peuvent aussi avoir tort". Cela n'est pas certain, mais c'est possible, et d'ailleurs notre position en tant que prétendu tiers monde est ouverte à toute enquête sur la question de savoir si, en fin de compte, nous avons tort ou non. Supposons donc

qu'il nous ait dit cela : "Nous avons tort, et peut-être vous-mêmes faites erreur sur certaines questions; or, deux erreurs ne constituent pas un droit". S'il avait dit cela, son discours n'aurait pas provoqué toutes les rebuffades que nous avons entendues du haut de cette tribune.

93. Mais je crains que ceux qui sont derrière M. Scali — et je dis cela en toute honnêteté, pour lui-même et pour ceux qui sont derrière lui — ont voulu qu'il boucle sa ceinture et qu'il fonce dans une direction, afin de démolir ce qui à certains égards a pu être réalisé cette année.

94. Et maintenant, parlons franchement. D'ailleurs, comment pourrais-je ne pas parler franchement ? Cela ne s'applique pas seulement au pays que représente notre ami, M. Scali. Mes remarques s'appliquent à tous les pays, y compris celui que je représente. Oh, comme M. Huang avait raison quand il faisait allusion à ce qu'il appelait des manipulations ! Nous devons tous manipuler — le mot vient du mot "main" —, mais si, parfois, on manipule pour créer quelque chose de bon, d'autres fois on manipule pour créer quelque chose de laid ou de mauvais. Tout dépend de la façon dont vous manipulez. Comment ce qu'on appelle le tiers monde peut-il manipuler, sinon en s'unissant et en élevant la voix pour protester contre ce qui lui a été fait ? Je ne saurais mieux faire que dire à mon tour ce qu'ont dit, aujourd'hui, les représentants de Maurice, du Sri Lanka et de l'Indonésie, mais pourquoi répéter ? Ce que je vais dire, c'est comment les grandes puissances ont opéré leurs manipulations.

95. Il y a la manipulation par persuasion, quand on essaye de convaincre. Par la répétition, une personne donnée peut finir par persuader ou convaincre. Il y a aussi la manipulation par la pression — par "arm-twisting" pour reprendre l'expression américaine, qui décrit au mieux cette façon de faire. Et puis, il y a la manipulation par l'intermédiaire de l'aide étrangère, la manipulation par les organisations secrètes. Il y a toutes sortes de manipulations. Je ne dévoile pas un secret si je dis que, déjà dans les premiers jours d'existence de l'Organisation, j'ai averti mes collègues en leur disant de ne pas se laisser manipuler, au bar, par des étrangères de petite vertu. Nous avons constaté qu'il y en avait beaucoup qui travaillaient pour certains Etats. Les représentants sont humains. Il y a toutes sortes de manipulations, mais pourquoi en faire le catalogue ?

96. Nous ne pouvons continuer comme cela. Par inadvertance, M. Scali a marché sur un nid de guêpes mais, dans les premiers temps des Nations Unies, les guêpes des grandes puissances et de ceux qui les suivaient nous ont piqués sans que nous les ayons provoquées; elles nous ont piqués malgré tout.

97. Notre bon ami M. Scali a dit qu'ils étaient profondément inquiets de la tendance qui se manifeste dans cette organisation, une tendance à adopter des résolutions partisans et irréalistes qui ne peuvent être mises en œuvre. La question de savoir si elles sont partisans et irréalistes peut faire l'objet de discussions, mais il est vrai qu'elles ne peuvent pas être mises en œuvre. Nous n'exerçons pas le pouvoir dans le monde. Mais, le moment venu, grâce à leur prise de conscience, les peuples du monde feront pression sur leurs gouvernements respectifs, comme cela s'est passé dans ce pays-ci pour le conflit du

Viet Nam et comme cela s'est peut-être passé en Union soviétique à propos de certains projets en Europe de l'Est, des projets militaires ou autres. On a dû agir par la suite avec plus de discipline; il y avait eu prise de conscience. Je ne sais pas trop ce qui se passe en Chine. Notre collègue M. Huang nous assure que ce n'est pas une superpuissance. Mais elle est sur la voie de le devenir. Je ne sais pas si elle suivra le même exemple. J'espère que non. La Chine étant un Etat asiatique ancien, doté d'une culture qui remonte à 6 000 ans, nous espérons que la sagesse de la Chine prévaudra et que ce pays n'imitera pas ces jeunes enfants du pouvoir. Enfants du pouvoir ! Vous, les Européens, vous avez commencé avec la Renaissance, il n'y a guère que 300 ou 400 ans, et vous, nos amis les Américains, vous êtes encore des bébés qui sucent leur pouce. Vous n'avez même pas 200 ans ! Vous prenez la même position que celle que prenaient nos amis Britanniques lorsqu'ils avaient l'Empire. Vous aviez une attitude pharisaïque. Le soleil ne se couchait jamais sur l'Empire britannique mais, aujourd'hui, il se couche en de nombreux lieux qui n'appartiennent plus à l'Empire britannique. Oui, ils adoptaient une attitude pharisaïque et, du bout des lèvres, parlaient de la démocratie et du mode de vie démocratique. Je ne sais pas le dire avec un accent anglais, alors je le dis avec un accent américain. Ils parlaient du mode de vie américain — *"the American way of life"* — ou du *"British way of life"*, un mode de vie de quiconque est fort et ne voit alors que ses étroits intérêts nationaux. Et aux Nations Unies, ils agissent par la manipulation, que ce soit par l'intermédiaire de l'aide étrangère, par la pression, par la persuasion ou en essayant de convaincre. Je ne vais pas énumérer toutes les méthodes auxquelles ils ont eu recours. Cela ne peut pas durer. La Société des Nations s'est effondrée parce qu'on a usé des mêmes méthodes et, sans l'existence de ces armes diaboliques de destruction massive, il y aurait déjà eu une troisième guerre mondiale. Comme ils avaient raison ceux qui ont créé l'expression "la dissuasion par la peur" ! C'est cela qui maintient le *statu quo*; mais la moindre erreur de calcul peut faire naître l'holocauste.

98. Les grandes puissances, parlant dans cet esprit pharisaïque, voulaient faire croire que tout ce qu'elles disaient était l'absolue vérité, alors que nous leur disions constamment qu'il n'y avait pas de vérité absolue.

99. Puis notre ami, M. Scali, mentionne la "tyrannie de la majorité". Comment peut-il y avoir une tyrannie de la majorité quand cette majorité ne peut pas exercer un pouvoir mondial ? Que dire de la minorité qui peut exercer un pouvoir mondial ? Que se passe-t-il si ses membres sont des demi-tyrans ? Que Dieu nous aide s'ils étaient des tyrans. Prenez la tyrannie de la majorité — c'est un euphémisme — du prétendu tiers monde. Que peut-il faire ce tiers monde ? Bien entendu, je pourrais lui dire que faire si, dans l'avenir, nous nous apercevions que nous devons avoir recours à certaines méthodes qui ne seraient pas tyranniques, mais efficaces en légitime défense. Mais ce n'est pas là le sujet aujourd'hui.

100. La "majorité numérique" a été mentionnée de temps à autre. Mais qu'est-ce que c'est que cette notion de majorité numérique ? Prenez les monnaies aujourd'hui. Les sommes de 1 000 dollars, de 1 000

francs, de 1 000 livres sterling avant que le monde ait quitté l'étalon or, représentaient une petite fortune. Mais que représentent ces sommes aujourd'hui ? 1 000 dollars, aujourd'hui, c'est à peu près l'équivalent en pouvoir d'achat de 80 dollars en 1914. Pouvoir d'achat; majorité numérique. La majorité numérique n'est pas un tel croquemitaine. La majorité numérique n'a qu'un poids moral. Mais, vous, mon bon ami, M. Scali, les Russes et, à un degré moindre, les Chinois et ceux qui vous suivent, vous détenez le pouvoir mondial, pas nous. C'est vous, individuellement et collectivement. Que Dieu nous aide si, tous les trois, vous trouvez un dénominateur commun par un consensus. Alors nous serions perdus, finis. Mais cela n'arrivera pas, vos peuples vous en empêcheront parce que vous ne pouvez pas continuer comme cela, soutenant les conflits à l'étranger. Vous et les Russes constituez à peine 13 p. 100 de la population mondiale. Essayez de devenir la police du monde et vous entendrez ce que l'on dira dans vos pays respectifs : "Pourquoi devons-nous aller là-bas et nous mêler d'un prétendu système démocratique d'une région qui se trouve à 10 ou 15 000 miles de nos rives ?" Ce n'est pas Baroodi qui dit cela, ce sont vos jeunes hommes, la nouvelle génération dans laquelle nous plaçons nos espoirs, non seulement la nouvelle génération de votre pays, mais celle de tous les pays des Nations Unies.

101. J'ai été étonné d'entendre un homme aussi érudit que mon bon ami, M. Scali dire :

"Ces résolutions" — parlant des prétendues résolutions du tiers monde — "sont parfois adoptées à des majorités de l'Assemblée qui ne représentent qu'une petite fraction des peuples du monde, de sa richesse ou de ses territoires." (*Ibid.*, par. 10%.)

Est-ce que la richesse est l'étalon par lequel se mesure la sagesse ? J'ai connu tant de gens riches dans ma vie. Beaucoup d'entre eux étaient stupides, manquaient de sagesse parce qu'ils étaient ivres de leur richesse. J'ai trinqué avec eux. Ils étaient navrants. Ils sont devenus des snobs. J'ai entendu raconter une histoire à propos de l'un d'eux. Je ne sais s'il s'agit d'une allégorie ou d'un fait, mais la morale est là. En France, l'une de ces riches personnes qui n'avait jamais lu un livre — mais il était riche et il buvait — s'est vu demander un jour : "Est-ce que vous aimez Zola ?" Il répondit : "Je préfère le Gorgonzola". Il pensait que Zola était un fromage. Mais il était riche. Ainsi, mes bons amis, si vous êtes riches, je peux vous dire que nous ne sommes pas impressionnés par la fortune des Rockefeller ou de quelques autres. J'ai connu H. L. Hunt. Il est mort récemment. C'était un homme très simple. Il m'a un jour invité à déjeuner et, au lieu de me parler de quelque chose qui nous intéressait tous les deux, il a passé la moitié du temps à me raconter que, lorsqu'il était enfant, il aimait le pain au raisin et qu'il allait chez l'épicier pour en acheter. Il a ajouté qu'il continuait à le faire, même alors. Il avait un esprit très simple, c'était un homme bon et habile à gagner de l'argent. Nous avons vu beaucoup d'hommes riches dans notre région. Nous appelons beaucoup d'entre eux des benêts. Ils ne savent rien. Mais ils peuvent faire du mal s'ils font de la politique. Les gouvernements se constituent alors par souscription et par contribution, comme cela arrive aujourd'hui dans de nombreuses parties du

monde. C'est pourquoi l'on nous dit que la richesse et le pouvoir sont interchangeables, ce qui est vrai.

102. Passons maintenant aux puissants. Les puissants sont parfois pis que les riches qui s'enivrent du pouvoir. Je voudrais vous renvoyer à lord Acton : "Le pouvoir a tendance à corrompre et le pouvoir absolu corrompt totalement". Nous avons vu cela partout. Êtes-vous les grandes puissances sermonnant les Nations Unies sur la richesse et les pouvoirs ou sur la moralité et sur le préambule et les buts et principes de la Charte à la rédaction de laquelle vous avez pris une part si importante à San Francisco ?

103. Puis, dans la même phrase, mon bon ami M. Scali déclare que le prétendu tiers monde — il n'a pas dit le "prétendu" — constituait "une petite fraction des peuples du monde". Mais regardez l'Inde, le Pakistan, le Bangladesh. Prenez le monde arabe. Sommes-nous une petite fraction des peuples du monde. Je ne sais pas si la Chine fait partie du tiers monde mais elle est le champion de sa cause. Mais même en excluant les 800 millions de Chinois, sommes-nous une petite fraction des peuples du monde ? Faut-il que nous ayons des ordinateurs et de la technologie ? Vous avez parlé d'une personne qui serait égale à 100 personnes. Quel genre de calcul est-ce là ?

104. Laissez-moi vous dire quelque chose, à vous, grandes puissances : le prétendu tiers monde n'est pas une petite fraction des peuples du monde. Sa richesse est bien plus immense que la richesse réunie des grandes puissances dont les éléments sont l'Union soviétique et les États-Unis. Et notre territoire est beaucoup plus vaste. Je me demande comment un homme intelligent comme mon bon ami M. Scali a pu faire une telle déclaration, à moins qu'elle ne lui ait été fournie par son gouvernement.

105. J'en viens maintenant à son gouvernement. Il a dit :

"... ce qui est le plus grave encore, elles encouragent le mépris à l'égard de la Charte et des traditions de notre Organisation." (*Ibid.*, par. 113.)

106. Nous avons proclamé à maintes reprises, depuis 1945, qu'après la seconde guerre mondiale, les peuples colonisés exerceraient leur droit à la libre détermination. Quel a été le résultat ? Les vainqueurs, qui avaient gagné la bataille militaire, ont été battus sur le plan économique, comme nous l'avons vu plus tard; ils ont partagé l'Allemagne, ils ont partagé la Corée, ils ont partagé la Palestine. Ils ont suivi la même voie qu'avaient suivie leurs prédécesseurs à l'époque de la Société des Nations. Avons-nous manqué de respect à l'égard de la Charte et des traditions de notre Organisation, ou les grandes puissances ont-elles servi leurs petits intérêts nationaux ?

107. J'en viendrai à l'UNESCO, l'une des institutions de notre organisation, dont mon bon ami M. Scali a parlé dans son discours, et à propos de laquelle il y a eu une grande campagne de presse. Chaque année, on a dit au monde entier que Jérusalem était la Ville sainte de trois religions; cependant, les sionistes avaient seuls le droit de se charger, quelquefois avec arrogance, de la responsabilité de modifier Jérusalem. Nous avons protesté. Quelqu'un nous a-t-il écoutés ? Et maintenant, parce que l'UNESCO a lancé un avertissement à Israël et lui a dit qu'il ne devait pas

jouer à modifier la ville de Jérusalem, parce qu'un vote a été émis qui n'était pas en faveur de ce pays, mon bon ami, le représentant des États-Unis, appelle notre attention sur cette question.

108. Vous avez dit que le Congrès perdait patience avec nous. Mais on vient de me passer une note demandant ce que fait ce congrès. Nous n'avons pas à traiter avec le Congrès. Nous traitons avec le Gouvernement des États-Unis. Nous ne traitons avec les organes législatifs d'aucun pays représenté ici. Mais que fait le Congrès ? Dans un livre d'Alexandre Dumas, il y avait trois mousquetaires qui étaient quatre ! Ici aussi il y a quatre mousquetaires ! Je vais essayer de me rappeler leurs noms. Il y a M. Henri Jackson, sénateur de l'Oregon, je crois; M. Ribicoff du Connecticut; M. Clifford Case, du New Jersey; et nul autre que notre bon ami le sénateur Javits, de la ville de New York. Ils ont réuni 71 sénateurs pour écrire au président de ce grand pays une lettre essayant de demander au gouvernement de veiller à ce que personne ne fasse rien qui puisse affaiblir Israël. C'est là le cœur de la question. Je veux bien, c'est leur affaire. La politique de ces personnalités est fondée sur l'aide à Israël. Israël semble être un État très important pour la sécurité des États-Unis, un État autour duquel tourne la politique américaine. Comment peut-on parler de sécurité des États-Unis à 7 000 milles au large des côtes américaines ?

109. Mais là n'est pas la question. Les États-Unis disent que l'OLP — et je paraphrase — est dangereuse. C'est leur privilège et c'est leur droit. Nous ne devons jamais nous ingérer dans les affaires intérieures d'un État, quel qu'il soit, y compris cette grande puissance que sont les États-Unis. Mais M. Scali a voulu, dans son discours, nous signifier que le Congrès perdait patience avec ce que nous faisons ici, aux Nations Unies, et que nous ferions bien de ne pas l'ignorer.

110. Mais nous ne sommes soumis à aucun congrès, à aucun sénat. Les congrès font ce qu'ils veulent et cela ne nous regarde pas. Pour ce qui est de nos problèmes, j'en mentionnerai seulement deux ou trois. Qu'en est-il du boycottage de l'Afrique du Sud ou de la Rhodésie du Sud pour le chrome, qui a été décrété par le Conseil de sécurité ? En toute équité vis-à-vis du Gouvernement des États-Unis, je dois dire qu'il était en faveur du boycottage de la Rhodésie du Sud; mais le Congrès a dit non. Avec qui devons-nous traiter, avec le Congrès ou avec le Gouvernement des États-Unis ? Nous ne sommes pas ici pour faire l'éducation du Congrès des États-Unis. Celui-ci s'occupe de ses petits intérêts personnels, il recherche les votes et il sait qu'une certaine partie de la population — une petite minorité — tient en mains solidement les moyens d'information. C'est leur affaire. Nombre d'entre nous sont l'objet de mauvais traitements, ici, dans ce pays hôte. Est-ce là l'esprit de la Charte ? On parle de liberté de parole. La liberté qui tourne à la licence n'est pas une liberté de parole, mais un manque de sens de la bienséance. Qui sommes-nous pour critiquer les organes législatifs d'un gouvernement important ? On dit : "C'est dangereux, Baroody; ne le faites pas". Mais Baroody le fera jusqu'au jour du jugement dernier s'il pense que nous avons le droit de nous prononcer sur de telles irrégularités.



111. Les seules victoires qui aient un sens sont les victoires communes. Cela devrait être gravé en lettres d'or sur une plaque à l'entrée de l'Assemblée générale, et signée "Scali". Je souscris à cela. Mais comment aboutirons-nous à ces victoires communes ?

112. En toute équité à l'égard des Etats-Unis, je dois dire qu'ils ont voté pour mon projet de résolution qui se prononçait contre toute action précipitée pour ce qui est de la révision de la Charte. Il y avait dans cette proposition un paragraphe disant qu'il nous fallait essayer de juger des questions controversées sur leur mérite plutôt que sur le rassemblement de ce que M. Vichinsky appelait le vote mécanique. C'est alors que nous arriverions aux victoires communes que, j'en suis sûr, M. Scali, personnellement, voudrait voir se produire aux Nations Unies. Considérer seulement nos petits intérêts nationaux, autant que cela est humainement possible, n'est pas une solution absolue. Je dirai donc que M. Scali avait de bonnes intentions, mais qu'il s'est un peu échappé par la tangente, si je puis m'exprimer ainsi, non pas du fait de sa personnalité, mais à cause de ceux qui, dans chaque pays, donnent les ordres; et cela ne s'applique pas seulement à lui, cela s'applique à la plupart d'entre nous.

113. Allons-nous continuer indéfiniment à avancer des arguments qui, à la longue, fatigueront tout le monde, en dépit du fait qu'ils puissent être valables ? Non, il ne faut pas le faire, et c'est pourquoi je vais m'arrêter bien que j'aie encore beaucoup de munitions; mais ce sont des munitions qui font du bruit, qui ne tuent pas les gens, mais qui sont comme des feux d'artifice qui pourraient peut-être éclairer quelque vérité cachée.

114. Je termine ma déclaration par ce que j'ai dit au début : ce n'est pas en ayant doublement tort que l'on a raison. Certaines grandes puissances et ceux qui les suivent, ou ceux qui ont les mêmes idées, ont pensé qu'ils en avaient assez encaissé au cours de cette session. Ils en ont eu assez en une session; nous en avons eu assez pendant 27 ou 28 sessions. Et puisque ce pays compte en poids et en surface, en avoir eu assez pendant 28 ans, c'est bien plus que pendant une année !

115. Mais nous sommes prêts à oublier le passé si les grandes puissances nous promettent qu'elles jugeront les questions d'après leur mérite, dans la mesure où c'est humainement possible; qu'elles exerceront plus de justice; qu'elles ne se laisseront pas entraîner dans une situation où le travail des Nations Unies puisse devenir schizophrène; qu'elles nous aideront à ne pas agir toujours collectivement, comme des aveugles. Il sera ainsi plus facile pour elles d'établir la concorde et l'harmonie entre tous les groupes. Elles feront en sorte que les résolutions des Nations Unies fondées sur la justice soient exécutées et mises en œuvre parce que ce sont elles, ces grandes puissances, qui détiennent le pouvoir. Elles feront en sorte que l'on ne nous traite pas comme des snobs de la puissance parce qu'il est vraiment dérisoire d'être snob. Elles finiront par réaliser que leurs peuples sont des humains comme nous, qu'ils sont composés d'*homo sapiens*, de frères sous une même peau.

116. Sans quoi, si ces puissances poursuivent leur politique périmée, je les avertis solennellement que

les Nations Unies, auxquelles il n'y a pas d'alternative, finiront par s'éroder, pour finalement s'écrouler.

117. Faisons en sorte que les Nations Unies fonctionnent. Oublions le passé. Tournons la page. Consacrons-nous aux idéaux de la Charte. Soyons sincères envers nous-mêmes et la paix, l'entente et l'harmonie régneront parmi nous.

118. M. ALARCÓN (Cuba) (*interprétation de l'espagnol*) : Depuis vendredi dernier, pour maintes délégations, le point qu'examine l'Assemblée générale a acquis une importance supplémentaire à la suite de l'usage fait de ce point, à la même date, dans le cadre d'une campagne contre cette assemblée déchaînée au cours de la présente session par ceux qui pleurent les temps disparus où ils imposaient, selon leurs caprices, leur volonté à notre organisation, et qui se désespèrent face aux progrès évidents et inévitables que le mouvement progressiste connaît au sein des Nations Unies.

119. Notre organisation est aujourd'hui l'objet d'une campagne d'hostilité marquée par le mensonge, l'irresponsabilité et la démagogie. On en présente une image défigurée; on a recours à des faussetés et à des préjugés; on use de sentiments chauvins et racistes.

120. A notre avis, la situation est sérieuse du fait que le parrain principal de cette campagne est le Gouvernement des Etats-Unis, Membre fondateur de cette organisation et membre permanent du Conseil de sécurité, puissance mondiale très forte, dotée de privilèges spéciaux, et de la part de laquelle on pourrait donc espérer un peu plus de sérieux et de sens des responsabilités.

121. Il n'est pas besoin de souligner qu'il s'agit également du pays hôte des Nations Unies; en revanche, il convient de souligner que le comportement actuel des autorités des Etats-Unis, avec leurs attaques injustifiées contre l'Organisation, représente une grave violation de leur devoir en tant que pays hôte des Nations Unies. Le comportement des autorités de Washington indique clairement que, loin de s'acquitter de leur devoir qui consiste à essayer d'améliorer les rapports entre les Nations Unies et la communauté ou l'Organisation est établie, ces autorités se livrent à une activité consciente, intensive et de grande envergure pour envenimer ces rapports, pour nourrir l'hostilité envers l'ONU et pour encourager la méfiance et l'ignorance au sein de la population nord-américaine. Cela ne peut mener qu'à une aggravation des tensions qui existent déjà à ce propos et qui ont fait de la ville de New York un cadre particulièrement peu approprié au fonctionnement de l'Organisation.

122. Ce qui a surpris dans la déclaration du représentant des Etats-Unis à la 2307<sup>e</sup> séance, c'est probablement qu'il ne l'a pas conclue en proposant l'idée de transférer les Nations Unies dans un autre pays. Mais nous espérons que les Etats Membres, le moment venu, n'oublieront pas de le faire. En effet, il nous semble que l'une des mesures les plus efficaces que nous pourrions adopter pour raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies serait d'en transférer le Siège en dehors du territoire des Etats-Unis. Il y a de nombreux pays avec des systèmes sociaux différents, et des idéologies diverses, sur quelque continent que ce soit qui seraient capables d'offrir

à l'Organisation un climat de modération, de respect, et de légalité qui n'existe pas au Siège actuel.

123. En passant, je voudrais commenter quelques-uns des arguments utilisés dans cette campagne contre les Nations Unies et qui ont un rapport direct avec le fait que le Siège de l'Organisation est aux États-Unis. L'un des arguments utilisés vendredi dernier pour essayer de contrecarrer la volonté majoritaire de l'Assemblée se réfère à la contribution que font certains États aux dépenses de l'Organisation. En d'autres occasions déjà, nous avons eu l'occasion de montrer à l'Assemblée quels étaient les chiffres à ce propos, et je voudrais, pour le moins, dire officiellement ici au cours de ce débat que, conformément aux décisions que l'Assemblée a dû adopter — bien que nous ayons pour notre part voté contre — les États-Unis sont le seul État Membre qui paie une proportion inférieure à celle correspondant à leur produit national brut et, en outre, sont les seuls à recevoir des avantages économiques directs et très importants du fait que le Siège de l'Organisation est situé dans la ville de New York. Il serait peut-être intelligent, pour le moins, que ceux qui, aux États-Unis, fomentent la haine contre l'Organisation soient plus prudents lorsqu'ils se présentent comme ses soutiens financiers puisqu'en réalité, bien qu'ils ne soient pas d'accord avec les décisions qu'adopte l'Assemblée, les Nations Unies n'ont jamais cessé d'être une bonne affaire pour la ville de New York et pour les États-Unis en tant que pays.

124. Dans un de ses commentaires acerbes, le représentant des États-Unis a parlé de prétendues actions unilatérales de la majorité des Membres de l'Organisation. Allant contre le sens commun, il en est venu à parler du haut de cette tribune de la "tyrannie de la majorité." L'affaire mérite d'être examinée avec soin et ma délégation est heureuse de noter que d'autres orateurs l'ont fait dans des interventions qui ont précédé la mienne. Nous voudrions donc ajouter simplement quelques brèves observations à ce propos.

125. En réalité, il ne s'agit pas du fait que les orateurs de vendredi aient en si haute estime le point de vue des minorités. A tout le moins, ils n'ont donné aucune preuve de cela lorsque, dans des temps révolus, ils pouvaient fabriquer dans cette assemblée des marges commodes pour faire adopter des résolutions qui leur plaisaient et qui étaient dans leur intérêt. Le problème consiste en ce que certains États, les États-Unis en tête, veulent résister aux changements inévitables qui se produisent sur la scène internationale, qui peu à peu transforment le monde et qui commencent — et la chose était inévitable — à se refléter dans les affaires des Nations Unies. N'est-ce pas eux peut-être qui imposèrent le partage de la Palestine contre l'opposition de tous les pays arabes et du peuple concerné lui-même ? Ont-ils pris la peine, à l'époque, d'envisager combien il était peu approprié d'adopter ce qu'ils appellent maintenant "des résolutions extrêmes et unilatérales" ? A l'époque ont-ils été assaillis du moindre scrupule envers l'opinion de ceux qui, en 1947, formaient la minorité de l'Assemblée générale ?

126. A-t-on oublié par hasard la guerre imposée au peuple coréen en 1950 et la manœuvre peu scrupuleuse à laquelle se sont livrés, aux Nations Unies, les États-Unis et leurs complices dans cette aventure

dont les conséquences sont encore ressenties dans ce pays ? N'était-ce pas les États-Unis et leurs alliés qui s'étaient hâtés de condamner un peuple dont le point de vue a été ignoré, et qui ont lancé contre lui des centaines de milliers de soldats et des tonnes de bombes et de Schrapnel ? N'est-ce pas les États-Unis qui, en violation flagrante de la Charte, ont arraché la question des mains du Conseil de sécurité pour la porter à l'Assemblée, précisément pour pouvoir se soustraire à l'opposition minoritaire au Conseil, et imposer la guerre d'agression en profitant de la majorité qu'ils avaient alors à l'Assemblée ? Où se trouvait en ces années leur soit de modération et de prudence ? Où dissimulaient-ils à cette époque leur prétendu respect des minorités ?

127. En fait, derrière la rhétorique déchaînée avec fureur vendredi dernier, se dissimule un dessein qui doit entraîner le rejet le plus énergique de toutes les forces progressistes de cette assemblée. Vendredi dernier, nous avons été les témoins d'une tentative visant à imposer une supériorité toujours plus chancelante en cette organisation, à méconnaître la volonté de la majorité des Membres et à méconnaître le courant de l'histoire.

128. Le 6 décembre 1974 marquera pour l'Organisation le moment où le colonialisme et le racisme ont essayé de faire leur déclaration de guerre et de se venger dans la salle même où, il y a 15 ans, une condamnation sans appel était prononcée. Ce message ne peut être plus clair. Les forces rétrogrades de l'impérialisme et du colonialisme se concertent pour menacer l'Assemblée, elles essaient d'organiser l'extorsion du tiers monde et d'imposer leur volonté à la majorité des États Membres.

129. Ma délégation est convaincue que cette tentative sera vaine, que l'immense majorité des Membres de l'Organisation continuera d'avancer en essayant de respecter les buts et les principes de la Charte, en s'efforçant de faire que l'Organisation reflète chaque jour de manière plus complète les changements qui se produisent dans le monde, puisque c'est là la seule manière de renforcer réellement l'Organisation, de lui faire jouer un rôle positif dans la situation internationale actuelle et de lui permettre de jouer son rôle dans l'histoire contemporaine.

130. A cette fin, les États Membres devront prendre les mesures adéquates pour faire aboutir complètement le processus de décolonisation, pour favoriser le nouvel ordre économique international et consolider les résultats acquis, dans le domaine de la détente et de la coopération internationale. Ce programme, qui est de l'intérêt commun non seulement de l'immense majorité des Membres de l'Organisation mais bien de l'immense majorité de l'humanité, pourra devenir réalité si l'on renforce l'unité entre les États socialistes et les États non alignés et tous ceux qui veulent favoriser une authentique coopération internationale. Ce groupe d'États, dont l'action concertée a permis d'obtenir cette année de solides victoires, constitue la nouvelle majorité, que nous devons favoriser et renforcer. Ma délégation est certaine que l'unité et la cohésion de la nouvelle majorité dans notre Organisation s'élargiront et deviendront plus énergiques à l'avenir.

131. Si à une époque Thomas Jefferson pouvait dire, pensant à son pays, "Je tremble pour mon pays

lorsque je pense que Dieu est juste", ceux qui, aujourd'hui, dirigent le Gouvernement des États-Unis, s'ils persistent à méconnaître la volonté des peuples du monde, s'ils persistent à aller contre le courant de l'histoire, devraient à plus forte raison trembler, parce que les peuples du monde ne fléchiront pas dans leur lutte pour faire de la justice un bien pour tous sur cette terre.

132. M. CHIRAKA (Liban) (interprétation de l'arabe) : La délégation libanaise est un des auteurs du projet de résolution A/L.748 et Add.1 à 4. Nous avons pris cette initiative pour les trois raisons essentielles et après. Nous avons pris cette initiative pour trois raisons essentielles.

133. Premièrement, le Liban est l'un des Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies; il a participé à la rédaction de la Charte de l'Organisation. C'est pour cette raison que le Liban aimerait que l'on raffermisse le rôle de l'Organisation en ce qui concerne la paix, la sécurité et la coopération internationales.

134. Deuxièmement, les Nations Unies, sans aucun doute, font face à une crise morale en ce qui concerne l'opinion publique mondiale. On constate, en effet, avec inquiétude que certaines positions et certains comportements au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale affaiblissent l'efficacité des Nations Unies et portent atteinte à la confiance des peuples en cette haute instance. C'est pour cela que certaines délégations voudraient que la Charte soit amendée de manière à faire disparaître les entraves à sa mise en œuvre et permettre à l'Organisation de jouer le rôle qui lui revient dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales.

135. Troisièmement, l'initiative prise il y a deux ans par la délégation romaine de proposer l'étude de cette question est fort louable. Il faudrait qu'on la prenne en considération d'une manière positive dans nos efforts pour raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies.

136. Le projet de résolution dont nous sommes un des auteurs est équilibré et modéré et ne soulève ni controverse ni opposition; bien au contraire, il unifie les desirs de tous les groupes et de tous les États en ce qui concerne l'étude des moyens capables de rendre les Nations Unies plus efficaces et de réaliser les buts et les principes de la Charte.

137. C'est dans cette optique que nous considérons seulement le projet de résolution présenté par l'Australie et d'autres pays.

138. Nous aurions souhaité que l'Assemblée générale adopte notre projet de résolution sans engager de longues discussions. Mais certaines puissances occidentales, en marge de ce projet de résolution, ont soulevé une controverse politique sur le rôle de la majorité et ont mis en doute son caractère et ses objectifs. Si donc cette question a été soulevée d'une manière regrettable dans certaines de nos multilatérales — et je répète, certaines de nos multilatérales — j'estime néanmoins que ce débat est utile car, discuter d'un problème avec franchise, même en prononçant des paroles violentes, sert à placer le problème dans son vrai contexte, à dissiper certaines illusions et à mettre un terme à certaine propagande malveillante pour les Nations Unies, qui porte quelquefois atteinte

à la conception de l'Organisation chez certains gouvernements et dans certains milieux populaires, notamment dans les pays occidentaux.

139. Nous souhaitons donc que cette discussion franche contribue à rapprocher et non à séparer ceux qu'on appelle la "majorité tyrannique" et la "minorité impuissante". On aimerait que ce rapprochement se réalise, pour mettre fin à cette "tyrannie" ou à cette "impuissance" imaginaires. De la sorte, nos efforts seront conjugués pour le bien des Nations Unies et de l'humanité entière.

140. Je ne voudrais pas discuter certains problèmes soulevés par quelques orateurs la semaine dernière, car beaucoup de représentants les ont analysés et y ont répondu aujourd'hui. Néanmoins, j'aimerais passer en revue les points suivants.

141. Premièrement, les deux projets de résolution présentés sont utiles et aboutiront, sans aucun doute, à des résultats positifs. Nous espérons d'ailleurs que ces résultats seront réalistes. Mais, comme beaucoup d'autres, nous estimons que la Charte contient les principes et les moyens susceptibles de mettre l'Organisation en mesure de jouer un rôle plus efficace à l'égard du maintien et de la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, de la dissuasion et de l'application de sanctions à l'égard des agresseurs. Mais au Conseil de sécurité, le droit de veto, exploité par certains pays, entrave l'adoption de mesures efficaces qui permettraient aux Nations Unies de jouer leur rôle de manière effective. Que de fois au Liban on m'a posé la question suivante : quelle est l'utilité des résolutions adoptées au Conseil de sécurité qui condamnent et mettent en garde Israël alors que ce dernier persiste à violer la souveraineté du Liban et à porter atteinte à son intégrité territoriale ? En effet, cette question, nous la connaissons assez bien et c'est une chose regrettable, car elle a empêché l'adoption de mesures de dissuasion à l'effet de maintenir et de consolider la paix. C'est qui compte, ce ne sont pas les textes, car les textes existent et ils sont suffisants; mais ce qui nous manque, dans cette organisation, c'est la volonté d'infliger des sanctions à l'agresseur.

142. La paix et la sécurité internationales ne peuvent être consolidées que si nous procédons avec objectivité, équité et justice, d'appliquer les dispositions de la Charte et de forcer tout agresseur à respecter celle-ci, ainsi que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

143. Deuxièmement, nous estimons qu'il est indigne de situer ce débat dans son contexte réel, car il est regrettable que la discussion du problème s'accompagne d'une campagne de propagande orchestrée contre la majorité. Cette propagande, menée par certains moyens d'information à l'instigation de l'alliance sioniste israélienne, vise à porter atteinte aux relations de l'Occident avec les pays du tiers monde, un Occident qui devrait appuyer les justes causes de ce tiers monde. De même, cette propagande vise à porter atteinte aux relations de l'Occident — en particulier des États-Unis — avec les pays arabes.

144. Troisièmement, je doute fort que cette discussion aurait été soulevée sans les déclarations prises contre l'Afrique du Sud et en faveur du peuple palestinien



et de la reconnaissance de ses droits fondamentaux. J'irai même plus loin et je dirai que, si la question de Palestine n'avait pas été examinée et si l'on n'avait pas adopté de résolution sur cette question, personne n'aurait songé à recourir à cette propagande, dirigée contre ce que l'on a appelé l'"alliance arabo-communiste" qui, prétend-on, dominerait les Nations Unies, et nous n'aurions pas examiné ce point de l'ordre du jour d'une manière aussi hâtive.

145. Quatrièmement, dès l'instant que l'on parle de la "tyrannie de la majorité", il serait juste de demander à ceux qui ont établi les règles de ce jeu d'accepter, avec un esprit sportif, les résultats des décisions prises conformément à ces règles.

146. Certains représentants ont parlé aujourd'hui de ce qui s'est passé en 1947 à l'Assemblée générale, lors de l'adoption du projet de résolution sur le partage de la Palestine. Nous avons vécu, nous, les membres des délégations arabes — et, à l'époque, je faisais partie de la délégation libanaise — des jours sombres à Lake Success et à Flushing Meadows, lorsque toutes les forces de la majorité d'alors — constituée d'ailleurs en particulier par les grandes puissances — se sont liées contre les intérêts des Arabes et contre les intérêts du peuple de Palestine. On a recouru alors à toutes sortes de moyens de pression et à des discussions de procédure pour atermoyer et pour ajourner le vote, afin de s'assurer la majorité relative pour l'adoption du projet de partage. Nous, à l'époque, nous étions la minorité; nous appartenions à de petits pays, faibles et peu nombreux. Nous reconnaissons que, maintenant, certaines grandes puissances qui appuyaient Israël à l'époque ont changé de position à l'égard des Arabes et ont adopté une position constructive et positive.

147. Si l'Assemblée générale, après 27 ans, dans une atmosphère de liberté, d'objectivité, sans subir la moindre pression, a reconnu au peuple palestinien ses droits fondamentaux, elle n'a fait que reprendre, en agissant ainsi, une partie de sa respectabilité, cette respectabilité qu'elle avait perdue le 29 novembre 1947.

148. Cinquièmement, il ne faudrait pas oublier que nous représentons ici la quasi-totalité des pays du monde. Nos délégations agissent dans un cadre de sérieux et de sens de leur responsabilité, afin de mettre en application les instructions de gouvernements responsables, qui savent ce qu'ils veulent et qui savent aussi comment prendre des décisions conformément à leurs règles constitutionnelles. C'est pour cela que nos positions et nos actes, ici, ne sont nullement moins sérieux ni moins empreints d'un sens de responsabilité que dans n'importe quel parlement du monde.

149. Sixièmement, d'aucuns prétendent que l'opinion publique mondiale est hostile aux Nations Unies. Si c'est vrai, de quelle opinion publique s'agit-il? Les pays de la majorité expriment l'opinion de la majorité des pays du monde. Quant à l'opinion publique américaine — si c'est d'elle qu'il s'agit — nous devons rechercher quelle est la vérité quant à son attitude à l'égard des Nations Unies. Nous, délégation libanaise, nous apprécions et estimons le peuple américain et nous sommes convaincus qu'il pourrait de nobles objectifs pleins d'humanité, qu'il se caractérise par son esprit de justice et d'équité. Mais le problème

dont on parle ne concerne pas cette opinion publique directement, mais bien plutôt les forces qui prétendent parler en son nom et exprimer son opinion.

150. En effet, en juillet dernier, le *Harris Institute* a organisé un sondage sur les Nations Unies. Selon les résultats de ce sondage, 76 p. 100 des personnes interrogées ont estimé que les Nations Unies sont une bonne organisation; 73 p. 100 des personnes interrogées ont dit que les Nations Unies sont un forum ouvert, honnête, favorable aux discussions entre les États, et elles ont estimé que les rencontres des pays, au sein des Nations Unies, pour discuter des problèmes qui provoquent des différends, constituent une chose fort utile. De plus, 63 p. 100 contre 18 p. 100 ont estimé que la recherche d'une solution aux problèmes actuels du monde doit être faite par une approche globale et que les Nations Unies, avec leurs institutions, sont seules capables d'aboutir à cette solution. Il ressort de tout cela que l'opinion publique appuie les démarches et les activités internationales et ne cherche guère à les affaiblir. La seule critique adressée à l'ONU réside dans le fait qu'on y parle beaucoup et qu'on y agit peu, c'est-à-dire que beaucoup de résolutions ne sont pas mises en œuvre. Deux accusations ont été adressées aux Nations Unies, mais elles ont été rejetées par le sondage. En effet, la plupart des personnes interrogées, c'est-à-dire, 39 p. 100 contre 18 p. 100, 33 p. 100 de personnes déclarant n'avoir pas d'opinion, ont rejeté la thèse selon laquelle les Nations Unies appuieraient les Arabes et seraient hostiles à Israël. Or, c'est Israël qui a accusé les Nations Unies d'être injustes à son égard! Et 57 p. 100 contre 20 p. 100 ont rejeté l'opinion selon laquelle les Nations Unies agiraient, d'une manière générale, contre les intérêts des États-Unis.

151. Nous devons nous rappeler que les Nations Unies ne servent pas uniquement à faire appliquer les objectifs des résolutions contenues dans les documents. Elles ne sont pas non plus un mécanisme administratif à l'intérieur d'un bâtiment de verre et de béton. Loin de là, elles constituent une force dynamique et efficace, car la majorité du passé n'existe plus, pas plus que ne demeurera celle d'aujourd'hui ou de demain. Mais ce qui survivra, c'est l'interaction ouverte et raisonnable qui sert la cause de l'humanité tout entière et les intérêts de tous les peuples. Pour nous tous, les Nations Unies, en dépit de leurs carences, sont la meilleure institution jamais créée pour servir la communauté internationale. Nous devons faire en sorte qu'elles restent une source de vitalité, de dynamisme et d'activités dans tous les domaines qui servent la problématique de l'homme, qui veut réaliser ses aspirations et répondre à ses besoins.

152. Jamais dans l'histoire on n'a recouru comme on recourt aujourd'hui à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions y afférentes, ainsi qu'aux conférences organisées sous ses auspices pour examiner les problèmes communs de l'humanité et pour trouver des solutions appropriées. Autrefois, la guerre était le moyen auquel on recourait pour résoudre les problèmes. Maintenant, les Nations Unies constituent un forum qui nous permet d'instaurer un dialogue pour trouver des solutions qui nous rapprochent au lieu de nous diviser. Si nous réduisons à néant les Nations Unies, si nous portons atteinte à leur prestige, l'on verra alors s'évanouir les espoirs que placent les

petits pays et les peuples en un système international capable de répondre à leurs aspirations en vue d'un avenir juste et équitable.

153. Certaines grandes puissances dotées d'armements pourraient peut-être se passer des Nations Unies pour sauvegarder leur sécurité. Mais les petits pays et les pays en développement ont besoin des Nations Unies pour sauvegarder leur indépendance et leur souveraineté et pour développer leur économie et assurer leur progrès social. Cependant, les grandes puissances ne peuvent pas vivre à l'écart du monde et ne peuvent pas établir leur hégémonie sur le monde. L'ère de l'hégémonie est révolue et la politique du dikat n'existe plus. La seule politique viable est fondée sur la justice : il s'agit de la politique qui doit répondre aux besoins et aux aspirations de la grande majorité des peuples et des États, dans le cadre de la coopération et de l'interdépendance internationales.

154. Il y a un fait qu'il faut reconnaître, à savoir l'émergence de nouvelles forces dans le monde, dont fait partie, en premier lieu, le tiers monde. Il serait sage et utile d'approfondir le dialogue au lieu d'ignorer ces puissances. Il faudrait approfondir le dialogue et l'interaction entre ces forces et celles qui dominaient le monde dans le passé.

155. La participation des pays du tiers monde dans notre organisation, après qu'ils se sont affranchis du joug du colonialisme et de l'exploitation, a permis de réaliser un objectif essentiel de la Charte, à savoir l'universalité de l'Organisation que souhaitaient ses fondateurs. Or, cette universalité ne sera pas réalisée sur la base du nombre des États Membres, mais plutôt dans ce lieu de rencontres et de convergence des cultures, des aspirations et des besoins des pays et des peuples, les Nations Unies, qui seront alors à l'image du monde actuel. L'Organisation devient plus forte et plus complète chaque fois qu'un nouveau pays en devient Membre et chaque fois qu'elle déploie des efforts plus approfondis pour résoudre les problèmes du monde entier.

156. Donc, les Nations Unies ne sont pas au service d'un groupe particulier; il s'agit plutôt d'une organisation universelle dont le but est de servir l'homme partout où il se trouve et de résoudre tous les problèmes. Au sein des Nations Unies, toutes les forces spirituelles, intellectuelles et matérielles doivent conjuguer leurs efforts pour assurer la prospérité et la paix, consolider et faire respecter les principes de la Charte et assurer leur mise en œuvre, car tout cela sert les intérêts fondamentaux de chacun de nos pays.

157. Le monde fait face à des crises politiques et à des problèmes économiques aigus. Il y a également le danger de la famine, du sous-développement, de la détérioration de l'environnement. C'est pour ces raisons qu'il faudrait résoudre ces problèmes dans une atmosphère de dialogue et de coopération. Telle est la voie dans laquelle nous devons nous engager.

158. M. N'DIKSABIRKA (Congo) : En s'associant depuis 1971 à l'initiative de la Roumanie, initiative soulignant l'impératif du raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans les relations internationales contemporaines, la République populaire du Congo avait à cœur de manifester à nouveau son attachement à l'Organisation, qui demeure, malgré

les critiques souvent justifiées, le cadre approprié pour la solution des problèmes d'intérêt mondial.

159. Dès son accession à l'indépendance et à la souveraineté internationale, c'est avec conviction et foi que le Congo a adhéré à l'Organisation des Nations Unies, cadre idéal où doivent être débattus de façon heureuse les problèmes de paix, de sécurité et de coopération pour le bien-être des peuples de la planète. Notre contribution à ce débat se situe seulement dans ce contexte.

160. Du haut de cette tribune, d'aucuns ont qualifié de verbalisme notre volonté de raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies pour le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, du développement de la coopération entre toutes les nations et de la promotion des normes du droit international dans les relations entre les États. Poin de toute polémique qui rendrait stérile un débat que chacun veut constructif ! Il conviendrait de rappeler que la "majorité mécanique", aujourd'hui décriée parce qu'elle favorise les pays du tiers monde, était ici même l'arme par excellence des puissances occidentales au lendemain des indépendances nominales, quand la dévotion pour l'ancien maître était encore le critère de vote.

161. Qu'à la suite de la prise de conscience de la similitude de leur situation et, partant, de leur solidarité, les pays du tiers monde veuillent aujourd'hui exprimer collectivement leurs légitimes revendications qui, somme toute, tendent à assainir les relations internationales en les débarrassant des vestiges du colonialisme, ma délégation n'y trouve rien qui puisse inquiéter qui que ce soit, hormis ceux qui ont à cœur de conserver les avantages acquis. Prêchant pour la galerie l'interdépendance et la communauté des intérêts, mais avant tout soucieux de préserver des intérêts nationaux étroits que condamne d'ailleurs la complexité des relations internationales contemporaines, ces puissances s'abritent derrière la prétendue démagogie des pays du tiers monde pour masquer leur refus du changement.

162. Nous craignons les maux qui nécessitent des remèdes pour leur guérison, mais nous croyons aux mots; nous avons foi dans les idéaux qui ont abouti à la création de l'Organisation. C'est vous dire que nous ne sommes ni déçus, ni découragés par les résolutions chaque année renouvelées et toujours sans effet qui, selon le raisonnement spéculatif de certains orateurs, constituent les traits de l'Organisation.

163. Notre souci de la négociation n'a d'égal que notre désir de nous tenir loin des joutes politiques des puissances qui veulent apprivoiser l'ONU. Qu'il me suffise de rappeler, pour illustrer mes propos, un fait récent qui traduit la différence d'attitude que les uns et les autres adoptent à l'égard de notre Organisation. Au début de cette année, et à la suite de ce qu'il est convenu d'appeler la crise de l'énergie, alors que le Président de l'Algérie, M. Houari Boumediène, au nom des pays non alignés, convoquait une session extraordinaire de notre organisation pour débattre ce problème d'intérêt mondial<sup>1</sup>, 13 pays occidentaux, cherchant la confrontation, décidaient de se réunir à Washington pour constituer la "sainte alliance des consommateurs". A cette occasion, la preuve a été faite abondamment que les pays du tiers monde ont totale confiance en notre organisation qui demeure

l'unique forum mondial capable d'offrir à tous la possibilité de contribuer à la solution des problèmes d'intérêt commun.

164. Le tiers monde a refusé et continuera de refuser la confrontation, préférant des solutions concertées qui, parce que globales et issues d'un large accord, constituent le meilleur garant.

165. Le tiers monde a refusé et continuera de refuser la confrontation, en appliquant fidèlement l'adage qui veut qu'aux grands maux il faille trouver de grands remèdes; nous avons toujours préconisé, face à des problèmes chaque jour plus complexes, la participation la plus large possible de tous les pays aux efforts déployés dans le cadre des Nations Unies; il en a été ainsi à propos des épineux problèmes du droit de la mer, de la population et de l'alimentation. Ce n'est que dans un tel cadre, et à condition que nous agissions avec courage et désintéressement, que nous pourrions accomplir les nobles idéaux inscrits dans la Charte, à savoir la paix, la sécurité, mais aussi le bien-être de tous les peuples, le respect de l'indépendance et de la souveraineté de chaque État. Ce n'est que dans un tel cadre et en respectant les mesures communément adoptées, que nous réussirons à combattre des maux qui ont nom la misère, le sous-développement, la discrimination raciale, l'apartheid, l'impérialisme, le colonialisme et l'exploitation de l'homme par l'homme.

166. Tant que ces mesures resteront lettre morte, tant que certains pays, et non des moindres, continueront de fouler aux pieds les résolutions adoptées sur la base d'un large consensus, il ne faudra pas s'étonner qu'à chaque session nous présentions les mêmes revendications, au risque de donner trop d'importance au domaine des mots, n'en déplaise à ceux qui y sont allergiques.

167. M. DRISS (Tunisie) : Le débat que l'Assemblée générale consacre aujourd'hui à une question d'une importance vitale pour l'avenir de l'Organisation s'est trouvé orienté vers une controverse aussi imprévisible que prématurée, à un stade où il s'agissait seulement de recueillir et d'étudier les opinions des États Membres au sujet des moyens propres à raffermir le rôle de l'Organisation des Nations Unies, dès lors que ce raffermissement est apparu, au fil des années, comme une nécessité de plus en plus évidente et une condition indispensable à l'accomplissement des objectifs fondamentaux prévus par la Charte.

168. Dans l'esprit de la délégation tunisienne et des délégations auteurs du projet de résolution A/L.748 et Add.1 à 4, il s'agissait, depuis que le consensus s'est réalisé autour de la nécessité de raffermir le rôle de notre Organisation, de progresser dans la voie menant à cet objectif par la mise en œuvre d'un processus de réflexion collective, grâce auquel tous les États Membres pourront, dans un effort commun de révision objective et sincère, dégager les lignes de force et les points de faiblesse de l'Organisation, proposer des solutions sectorielles ou globales et adopter finalement ceux des moyens et des voies menant au résultat recherché, à savoir fournir à l'Organisation les conditions morales et matérielles lui permettant de contribuer plus efficacement à jouer le rôle que lui assigne la Charte et que le monde entier attend d'elle.

169. Quels seront ces moyens et ces voies ? Porteront-ils sur une meilleure utilisation des organes des Nations Unies actuellement existants, ou sur la création ou le renforcement organique de certaines de leurs institutions, sur la suppression ou la fusion de quelques organes, sur l'élargissement de la compétence de certains de leurs organes politiques fondamentaux ? Convviendrait-il d'envisager une nouvelle conception de l'Organisation en repensant totalement son rôle et en lui conférant des moyens adaptés à l'évolution de la situation mondiale, particulièrement depuis les années 60 ? A cette action, possible sur le plan interne, convviendrait-il d'entreprendre une action sur le plan externe et, dans ce cas, quelles en seraient la nature et l'ampleur ?

170. Autant de questions sur lesquelles notre attention devrait se porter, parmi lesquelles, et en premier lieu, la définition du rôle de l'Assemblée générale par référence à celui du Conseil de sécurité, sans oublier le Conseil économique et social, compte tenu de l'évolution qu'a traversée le monde depuis 1945.

171. Etant donné l'orientation du débat, il serait peut-être utile de rappeler brièvement les conditions politiques dans lesquelles a pris naissance l'Organisation. C'est, en effet, aux moments les plus difficiles de la seconde guerre mondiale que la conception d'une paix organisée et durable, s'appuyant non seulement sur un idéal de paix, mais aussi sur la volonté de la réaliser, a entamé sa maturation, par des étapes jalonnées, notamment par la Déclaration interalliée, signée à Londres, au Palais de St-James, le 12 juin 1941, par la Charte de l'Atlantique, le 14 août 1941, par la Déclaration des Nations Unies, signée le 1<sup>er</sup> janvier 1942, pour aboutir, en 1945, à la Conférence de San Francisco, après que des détails eurent été approfondis au cours des conférences entre alliés à Moscou, en octobre 1943, à Téhéran, en décembre 1943, à Washington, en octobre 1944, et à Yalta, en février 1945.

172. Il devient alors compréhensible, dans le contexte mondial de l'époque, alors que quatre ou cinq pays supportaient, avec l'aide de quelques autres, le poids de la défense du droit à la survie de l'humanité entière, que la notion de paix universelle ait été liée à l'alliance de ces quatre ou cinq pays, et même conditionnée par leur solidarité, leur conférant ainsi une sorte de mission qui ne pouvait s'accomplir sans leur concours unanime et concertée. Il en est résulté ce postulat qui apparaît nettement dans la Charte, à savoir que toute question se rapportant au maintien de la paix et de la sécurité est du ressort exclusif des cinq principaux alliés de la seconde guerre mondiale, et c'est au Conseil de sécurité que cette exclusivité apparaît dans toute sa clarté.

173. Le système de la nécessaire unanimité régissant le fonctionnement du Conseil de sécurité devait laisser apparaître plus tard, en raison de l'inévitable droit de veto qu'il implique, toutes ses insuffisances.

174. En effet, par une erreur d'optique aujourd'hui évidente les cinq Grands, encore traumatisés par la conflagration de la seconde guerre mondiale, semblent n'avoir pris en considération, au moment de la rédaction de la Charte, que ce qu'ils avaient en commun, c'est-à-dire leur volonté d'éviter à l'humanité le renouvellement de tant de souffrances.



175. Tout s'est passé comme s'ils n'avaient pas prévu qu'avec l'apaisement de la bourrasque les différences qui les séparaient sur le plan des idéologies devaient bientôt surgir et les diviser en deux blocs distincts qui, dans l'atmosphère de la guerre froide, n'allaient pas tarder, par des positions contradictoires, à bloquer toutes les actions et toutes les initiatives importantes au sein du Conseil de sécurité par l'usage du droit de veto.

176. Mais les promoteurs de la Charte n'avaient pas à l'esprit le maintien de la paix armée seulement. Ils pensaient également à une paix plus profonde, une paix politique, sociale et économique, telle qu'elle est définie aux alinéas 2 et 3 de l'Article 1 de la Charte. Et c'est l'instauration de cette paix fondée sur l'harmonie, sur le respect des systèmes idéologiques, sociaux, économiques et politiques qui est du ressort des autres organes fondamentaux de l'Organisation, particulièrement l'Assemblée générale, sur le rôle de laquelle certains orateurs ont exprimé un jugement pour le moins surprenant.

177. Une étude plus poussée du rôle de l'Assemblée générale aurait fait apparaître à ces orateurs la contribution positive et dynamique de l'Assemblée dans la recherche de solutions à ses problèmes, que le Conseil de sécurité n'a souvent pas été en mesure de régler. En effet, par leur participation active, les nations du monde, grandes, moyennes et petites ont pu, grâce à la tribune de l'Assemblée générale, faire prévaloir leur point de vue et renforcer une conception nouvelle de la paix universelle, une paix sociale, aux dimensions humaines, dont les destinées échappent à la menace du veto.

178. Grâce à son enrichissement, d'année en année, par l'adhésion de nombreux membres, grâce au respect du système de la majorité, l'Assemblée générale est parvenue, au fil des jours et des événements, non seulement à introduire des idées nouvelles, mais à entraîner dans sa dynamique un Conseil de sécurité souvent figé dans un conservatisme stérile et désuet. Je citerai seulement comme exemple de cette action dynamique de l'Assemblée générale ses sessions extraordinaires, convoquées à l'occasion de situations graves que le Conseil de sécurité a été incapable de trancher et grâce auxquelles des tensions ont pu être calmées et des aggravations de la situation évitées.

179. De même, n'oublions pas que, grâce à sa persévérance, l'Assemblée générale a pu faire évoluer la conception de la nécessité de la décolonisation, que le Conseil de sécurité se refusait même à examiner durant les premières années, en se retranchant derrière les Articles 2 à 7 de la Charte et en considérant que les problèmes coloniaux relevaient de la politique interne des pays colonisateurs. C'est grâce à l'Assemblée générale que le Conseil de sécurité a admis que la perpétuation de l'occupation coloniale constitue une atteinte à la Déclaration universelle des droits de l'homme et une menace à la paix internationale. C'est grâce à elle que le Conseil de sécurité a adopté la conception selon laquelle le maintien de la paix est inséparable d'une coopération harmonieuse entre les peuples et que les institutions spécialisées des Nations Unies jouent actuellement ce rôle considérable, auquel nous rendons hommage, en faveur d'une vie universelle plus digne, par un effort continu de lutte

contre l'ignorance, la maladie et la faim dans le monde.

180. Aussi, à quelques mois de ses 30 ans, avec un effectif de 138 Etats Membres, on constate que l'équilibre entre les deux organes des Nations Unies doit être réétudié. D'une part, nous nous trouvons en présence d'une assemblée générale quasi universelle, représentative, vigoureuse et novatrice, démocratique et égalitaire, mais dont les décisions ne sont pas obligatoires. D'autre part, nous nous trouvons en présence d'un conseil de sécurité dominé par ses contradictions internes, dépassé dans sa constitution et figé de ce fait dans un immobilisme négatif dont le dernier exemple est illustré par son récent verdict dans la question de l'Afrique du Sud. Pourtant, l'Article 24 de la Charte précise bien que, dans l'exercice des devoirs que lui impose le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité agit au nom des Etats Membres de l'Organisation.

181. Malgré la volonté des auteurs du projet de résolution A/L.748 et Add.1 à 4, il semble qu'une controverse se soit ouverte. Aussi, pensons-nous donner brièvement notre point de vue sur ce désaccord latent mais évident qui existe entre les deux principaux organes de notre Organisation.

182. Il s'agit, en premier lieu, d'un manque de clarté dans la délimitation des attributions de ces deux organes, en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité, notion comprise dans son sens élargi et non plus dans celui de la paix strictement militaire du lendemain de la seconde guerre mondiale, en ce sens que la notion de paix, telle que nous la formulons aujourd'hui, couvre divers concepts parmi lesquels la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le droit à l'autodétermination, le droit à l'indépendance, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, l'interdépendance économique, la coexistence pacifique, et j'en oublie.

183. A ce manque de clarté dans la délimitation des compétences en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité, aggravé par les divergences quant au contenu que donnent à la notion de paix les uns et les autres, vient s'ajouter une véritable action d'obstruction, souvent systématique à laquelle procèdent les tenants des privilèges exclusifs du Conseil de sécurité, dans leur crainte de ce qu'ils considèrent comme une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures du Conseil.

184. C'est pourquoi ma délégation estime que, pour principale et primordiale qu'elle soit, la compétence du Conseil de sécurité sur le problème de la paix et de la sécurité ne saurait plus être exclusive d'une compétence au moins complémentaire de l'Assemblée générale en la matière, ce qui suppose que les deux organes principaux de l'Organisation ne doivent plus coexister d'une manière parallèle, imperméables à tout contact mutuel, doivent cesser de se considérer en termes d'affrontement, mais rechercher éventuellement par le moyen d'une consultation patiente la meilleure voie permettant une collaboration harmonieuse et facilitant la marche sur une même voie et à un même rythme.

185. Mais comment pouvons-nous mettre au point un système d'intercommunication entre les deux organes si l'un d'entre eux refuse de prendre en considération

les recommandations de l'autre, bien qu'elles lui soient transmises par décision de la majorité écrasante de ses membres.

186. Que l'on me permette ici d'aborder l'un des points que certains orateurs ont évoqué en une réaction inattendue en raison de l'isolement de plus en plus marqué de leurs positions à l'égard des graves problèmes actuels. On a poussé les choses au point que l'on vient d'enrichir la terminologie politique d'un concept nouveau : la dictature de la majorité, sans égard à l'autonomie pourtant fondamentale de ces deux termes et sans procéder à la moindre analyse quant aux significations du phénomène de la majorité qui existe aujourd'hui au sein de notre Organisation.

187. Désireux d'éviter une polémique à caractère académique sur la signification de ce concept ahurissant, je m'en tiendrai à une simple question : à quelle majorité se réfèrent les orateurs en question ? S'agit-il des majorités mouvantes et de circonstance qui se regroupent à l'occasion d'un débat précis, autour d'une question donnée, limitée dans le temps et dans l'espace, et qui sont par conséquent précaires et n'ont de lien commun que le règlement d'un dossier bien défini, tels qu'une élection, la reconnaissance d'un régime, le vote d'une motion d'ordre, la solution d'un problème politique ou économique concernant un pays ou une région donnée, ou bien s'agit-il de cette majorité constante qui se renforce de jour en jour, cimentée une même foi en les principes immuables de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du respect commun des idéaux de liberté, d'égalité, de coopération, et qui a affirmé sa solidarité agissante et sa capacité de se regrouper en un front commun quand il s'est agi de condamner avec force les atteintes à la liberté et à la paix en Afrique du Sud, en Palestine, en Rhodésie du Sud; quand il s'est agi de rappeler le principe de la libre disposition des peuples de leurs ressources naturelles et quand il s'est agi de conférer une dimension nouvelle aux relations entre Etats en promouvant la solidarité active entre nations ?

188. Il semble malheureusement — et je serais heureux de m'entendre dire le contraire — que c'est de cette majorité massive, homogène et cohérente autour des principes fondamentaux de la Charte que certains orateurs viennent de faire le procès. Ils ont tort, ils ont bien tort, à notre avis, car en faisant le procès de cette majorité, c'est aux principes fondamentaux qui inspirent cette majorité qu'ils font le véritable procès, principes fondamentaux sans lesquels le monde d'aujourd'hui ne serait que désordre et injustice.

189. Autant ils ont été à contre-courant au siècle dernier et au début de ce siècle et autant ils ont été finalement entraînés par la dynamique irrésistible des idées nouvelles, autant ils devraient éviter d'être toujours à l'arrière, suivant avec retard et à contre-cœur les solutions nouvelles proposées par notre Assemblée et qui représentent pourtant la seule voie juste pour la liquidation des maux qui menacent encore la paix et la sécurité internationales, tels que le sionisme, le racisme, la discrimination raciale, le déséquilibre économique et social entre nations.

190. Je ne peux m'empêcher de demander aux détracteurs du système de la majorité, qui en arrivent à parler de dictature, comment ils qualifient l'attitude

d'une infime minorité qui, pour des raisons d'affinité politique ou d'intérêts, et grâce à un privilège qui a de moins en moins sa raison d'être, arrive à bloquer et à annuler la volonté quasi universelle demandant l'exclusion temporaire d'un Membre ayant contrevenu d'une manière grave et répétée aux principes fondamentaux de notre Charte ? Et je veux dire l'Afrique du Sud.

191. Voilà les sources du mal dont souffre l'Organisation. Voilà pourquoi le dialogue risque de se rompre entre un tiers monde qui prend conscience de son existence, qui s'organise et qui aspire à réaliser enfin une vie digne, après des siècles d'obscurité, de privations, d'exploitation, et un groupe de pays qui se cherchent une nouvelle voie après la période de colonisation, hésitent et finalement se livrent à une action inopportune ou se réfugient dans l'inaction en invoquant parfois les impératifs d'une opinion publique qui, pourtant, ne demande qu'à être correctement renseignée et correctement informée.

192. A propos d'opinion publique, qu'un orateur a évoqué en termes d'avertissement, je voudrais poser la question suivante : existe-t-il une hiérarchie entre les différentes opinions nationales ? Dans ce cas voudra-t-on m'en définir les critères ? Se classent-elles selon la puissance militaire ou économique, les dimensions géographiques ou l'extension démographique, le niveau de vie ou le système socio-politique, leurs ressources énergétiques ou simplement un passé glorieux, ancien ou récent ?

193. De même, l'opinion publique internationale doit-elle se plier aux exigences d'une ou de plusieurs ou d'une partie d'opinion publique nationale ? Pous-sant le raisonnement jusqu'au bout devrait-on accorder également un droit de veto à l'opinion publique des membres permanents du Conseil de sécurité ? L'opinion publique d'un pays donné doit-elle censurer les décisions prises par les représentants de 100 pays et même plus au sujet d'une question donnée comme la question de Palestine, par exemple ? Si tel devait être le cas, on ajouterait à la tyrannie du veto de la majorité du Conseil de sécurité, celle de la prépondérance de trois ou quatre opinions publiques nationales sur l'opinion publique de 130 nations.

194. Est-ce bien l'esprit de la Charte ? Est-ce bien l'approche correcte quand un grand homme d'Etat qui a donné à sa mission au sein de l'ONU une dimension inoubliable comme Adlai Stevenson disait — et je cite une de ses déclarations publiée dans une biographie par Herbert Muller :

“L'ONU n'est pas et ne devrait jamais être un bras des Etats-Unis. Elle est une organisation internationale véritable qui pourrait être vraiment efficace à condition qu'elle ne soit pas dominée par nous... — Stevenson concluait — “Il y a controverse dans tout ceci... Le danger existe que ceux qui ont peur et ceux qui manquent d'assurance voudront éviter le libre échange des idées contradictoires, des concepts et des terminologies, surtout si, de temps en temps, les choses ne vont pas telles que nous le souhaiterions. Pourtant c'est nous qui évoluons le mieux dans cette tribune libre, car c'est notre habitat naturel. Et si nous avons l'audace d'aller de l'avant et le cran de subir l'épreuve d'une société ouverte, si nous avons le courage de construire, même ce qui n'est pas parfait

de notre point de vue, je ne peux rien prévoir d'autre qu'un dialogue plus significatif, une érosion progressive de la tension et, finalement, la prédominance d'un ensemble d'idées meilleures..."

C'est dans cet esprit que Stevenson a toujours répété ses mises en garde contre le sentiment d'avoir toujours raison : "Nous, nous jugeons sur nos motivations et jugeons les autres sur leurs actions."

195. Si j'ai qualité pour parler au nom de l'opinion publique de mon pays, la Tunisie, je peux assurer notre honorable assemblée que cette opinion comme celle de plus de 100 pays dans le monde est satisfaite de l'action des Nations Unies et de leurs décisions en ce qui concerne notamment la condamnation de l'Afrique du Sud et la reconnaissance de l'OLP et qu'elle souhaite que notre organisation persévère dans cette voie avec plus de vigueur encore et plus de décision.

196. Quant à l'opinion publique de certains pays dont on a évoqué ici le désaccord à l'égard des décisions de l'Organisation, elle ne saurait faire l'objet d'un grief quelconque compte tenu des moyens d'information nationale dont elle dispose. La délégation tunisienne estime qu'une diffusion plus exhaustive de l'activité de l'Organisation devrait être menée, d'où nécessité de revoir dans leur ensemble les structures du service d'information des Nations Unies dans le monde et de repenser totalement la conception de ce service, compte tenu des avertissements que nous avons entendus ces derniers jours. Aussi la délégation tunisienne estime-t-elle utile d'envisager l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la trentième session de l'Assemblée générale, d'une question intitulée "Politique d'information des Nations Unies au sujet de leurs objectifs et de leurs activités".

197. Je voudrais conclure en revenant au raffermissement du rôle de notre Organisation en citant deux autres grands Onusiens. Le regretté U Thant, dans l'introduction à son rapport sur l'activité de l'Organisation, présenté à la vingt et unième session de l'Assemblée générale, avait exprimé une appréciation très juste des causes de la faiblesse actuelle de l'Organisation. Je le cite :

"... Les grandes puissances... ne se sont pas montrées... capables de s'élever au-dessus des soupçons, des craintes et des méfiances que leur inspirent leurs idéologies différentes et l'idée différente qu'elles se font de l'intérêt bien conçu du reste du monde".

Tandis qu'un ancien président de la seizième session de l'Assemblée générale, également disparu, feu Mongi Slim, abordait déjà en 1966 la question de la révision de la Charte dans une conférence devant le vingtième Congrès de la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies. Il disait :

"Il est souhaitable que cette révision touchant la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social puisse être une sorte d'ouverture sur de nouvelles perspectives d'avenir permettant de combler les lacunes ou de remédier aux faiblesses dans le système que la pratique a fait ressortir, dans le respect de l'intangibilité des principes de base établis par la Charte et du cadre général de ses structures."

198. Enfin, il n'est meilleure conclusion à ce sujet que cet extrait du message adressé par le Président de la République tunisienne, à l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire. Après avoir analysé brièvement les problèmes se posant à l'Organisation, M. Habib Bourguiba poursuivait :

"Le plus important et le plus immédiat de ces problèmes consiste à rétablir l'autorité et le prestige de notre Organisation en reconnaissant pleinement les responsabilités que lui confère la Charte et en lui donnant les moyens de les assumer. Il est certain que le monde a beaucoup changé depuis 25 ans. L'Organisation aussi. D'où la nécessité de trouver les adaptations qui tiennent compte de ces changements et, en particulier, des forces nouvelles de paix et de progrès libérées par la décolonisation".

199. C'est dans cet esprit constructif, sincère et ne visant que le raffermissement du prestige et du rôle de l'Organisation des Nations Unies que la délégation tunisienne a soumis avec les auteurs, et notamment la délégation roumaine à laquelle elle rend hommage, le projet de résolution A/L.748 et Add.1 à 4 à l'examen serein de tous les Membres de l'Organisation.

200. M. BISHARA (Koweït) (*interprétation de l'anglais*) : Ce qui nous unit est de loin plus fort que ce qui nous divise. Et pourtant, ayant été témoin des fantaisies verbales orchestrées du vendredi 6 décembre [2307<sup>e</sup> et 2308<sup>e</sup> séances], j'ai eu l'impression que l'Assemblée plénière discutait une nouvelle question sous le titre, que j'ai imaginé, de : "Comment une minorité autodésignée accorde ses violons pour mettre en pièces une majorité imaginaire". J'avais toutes les raisons de ressentir cette impression. L'agression verbale de vendredi dernier a donné, à notre avis, un spectacle confus assaisonné d'ingrédients de mauvais goût. Nous en sommes consternés plus qu'irrités.

201. Ma délégation voudrait donner son appui à la délégation roumaine qui a joué un rôle important en vue de raffermir le rôle des Nations Unies. Ma délégation voudrait aussi exprimer son indignation devant le barrage de verborités mal venues auxquelles les Nations Unies ont été soumises lors des déclarations faites antérieurement, pendant la discussion de cette question.

202. Au Koweït, nous appuyons l'ONU de façon catégorique. Il est de l'intérêt de tous les Etats et de tous les peuples que le rôle des Nations Unies soit renforcé et que leur prestige soit rehaussé. Mais, franchement, ma délégation a eu de la peine en entendant les discours pharisaïques de certains pays au sujet du mépris de ce que l'on a appelé la majorité pour les intérêts de ce que l'on a appelé la minorité. A notre sens, il n'y a ni minorité, ni majorité aux Nations Unies. Il n'y a qu'une Charte. Elle appartient à tous. C'est le seul étalon par lequel nous puissions mesurer la fidélité des divers pays à l'égard de l'Organisation. Ce n'est pas une invention, c'est la base qui a été conçue et créée par les fondateurs de l'Organisation.

203. Evidemment, si tout un chacun — si chaque nation ou chaque Etat — viole les sanctions imposées à la Rhodésie du Sud, ou s'offre des "vacances romaines", si l'on peut dire, en vendant des armes



à la minorité raciste de l'Afrique du Sud, fait des investissements en Namibie pour le bénéfice de la puissance occupante rebelle, alors, véritablement, il y a violation de la Charte. Ceci vaut d'ailleurs pour tous les Etats Membres des Nations Unies. Tel a été le verdict des instances compétentes qui ont délibéré sur ces sujets. Ce n'est pas une invention de ma délégation. A cet égard, il existe un déploiement de la tyrannie de la violation plutôt qu'un respect de la lettre et de l'esprit de la Charte des Nations Unies. A notre avis, la tyrannie de la violation est beaucoup plus odieuse que la tyrannie de la majorité.

204. Ma délégation estime que la Charte n'a besoin ni de majorité ni de minorité pour la défendre. Elle a besoin de l'appui de tous. Certaines délégations se sont plaintes qu'on ne les ait pas écoutées au cours des négociations et que l'on n'ait pas sérieusement tenu compte de leur avis. Cela est peut-être vrai; cependant, ce qui pèche dans ce processus, à notre avis, ce n'est pas tant le manque de consultations que la non-volonté de certains d'accepter les nouvelles réalités qui caractérisent le monde d'aujourd'hui. Certains se cramponnent à des politiques démodées.

205. Le défaut, par conséquent, ne réside pas dans l'effort de nombreux pays pour dominer l'Organisation; il réside dans la politique de certains gouvernements qui ont pris l'habitude d'être les derniers à découvrir leurs propres erreurs.

206. On nous a adressé des reproches lorsque nous avons boycotté le Portugal de Salazar. Et pourtant, nous estimons que c'était la seule façon de démasquer ce gouvernement et de faire échec à sa politique néfaste en Afrique. Certains n'ont pas approuvé cela et pourtant, quand le vent du renouveau a soufflé sur le Portugal, ils se sont précipités du côté de la logique en reconnaissant — un peu tardivement — la Guinée-Bissau. Cela est parfait; cependant, nous devons nous demander, en toute sérénité, et non pas sous l'effet de l'exaspération, s'il est conforme à l'esprit de la Charte de soutenir l'Afrique du Sud ou de vendre des armes à Pretoria, d'investir des fonds en Namibie ou de faire fi des sanctions contre la Rhodésie du Sud. A notre avis, la réponse est "non"; cela n'est pas dans l'esprit de la Charte.

207. Nous pensons en outre que ceux qui fournissent des armes à Israël alors que ce pays défie la Charte et ignore les résolutions des Nations Unies sont dans l'erreur.

208. Sans aucun doute quelque chose tourne mal dans notre Organisation. Essayons de voir de quoi il s'agit. Nous ne devons pas nous comporter comme l'autruche proverbiale. Ne soyons pas des Pharisiens car, après tout, nul n'est sans reproche.

209. De notre côté, il n'y a pas d'abandon évident de la Charte. Nous ne soutenons pas le régime colonial. Nous ne prononçons pas de veto sans merci au Conseil de sécurité, tout simplement parce que nous n'avons pas le droit de veto. En fait, le Conseil de sécurité, organe principal des Nations Unies, reste toujours dominé par ceux qui nous critiquaient l'autre jour.

210. Ce qu'il convient de rectifier, à notre avis, c'est la politique de certains gouvernements qui n'ont pas encore compris les modifications dont le monde a été témoin. A cause de leur politique, certains gouvernements, toujours à notre avis, demeurent les bastions

de la résistance à l'équité. Nous sommes naturellement offensés par les sermons gratuits de ces gouvernements sur la façon dont les Nations Unies devraient fonctionner.

211. Le monde a changé. Les peuples qui dépendaient de leurs maîtres coloniaux sont maintenant libres. Les dirigeants qui étaient dans des mouvements de résistance clandestins ou qui se languissaient dans des prisons sont maintenant à la barre de leur propre nation. Certains combattants qui, hier, étaient en prison, déterminent en ce moment même le destin de la majeure partie de la population mondiale. Le colonialisme s'est effondré et de nouveaux Etats ont émergé. Dans ce processus de décolonisation, qui était inévitable, les territoires colonisés sont devenus des nations libres. Ces nations libres sont conscientes de leur devoir qui est de respecter la Charte et de lui obéir. Nous admirons la façon dont elles adhèrent, comme nous le faisons, aux préceptes de la Charte des Nations Unies. Nous disons franchement que ce qui a été fait aux Palestiniens est mal, que ce qui se passe en Afrique australe est malheureux, que ce qui arrive en Rhodésie du Sud est honteux. Ces regrets sont en accord avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies. Si certains Etats n'acceptent pas cela et, en conséquence, nous critiquent en nous accusant d'être une majorité sans considération, nous ne mettons pas en cause leur prérogative de se tromper. Chaque Etat a le droit de se tromper et nous ne mettons pas ce droit en cause.

212. Pendant 20 ans, les puissances occidentales ont dominé l'Organisation. C'est à l'époque de leur suprématie que les décisions les plus mal venues ont été prises. Le partage de la Palestine était illégal et a été décidé en contravention de la Charte des Nations Unies. La question de Corée, à propos de laquelle on a abusé du drapeau des Nations Unies et on l'a terni, remonte aux années 50, quand les Etats-Unis régnaient sur ce bâtiment comme un ancien pharaon d'Egypte incontesté. Il est regrettable que la question de Corée, avec ses ramifications lamentables, ait dû être discuté récemment encore à la Première Commission. Les pays qui se plaignent aujourd'hui du monopole de la majorité sont les mêmes qui ont entravé le droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance quand cela servait leurs intérêts. Nous n'avons pas eu recours à des manipulations; nous n'avons pas non plus utilisé de pression économique ou politique. Notre seule arme est la Charte. Plus nous la respectons, meilleure devient notre Organisation.

213. Nous nous opposons catégoriquement au pharisaïsme. Tout le monde a quelque chose à se reprocher. Certains pays ne devraient pas oublier leur propre histoire. Ceux qui pontifient sur le droit de tous les Etats suscitent la perplexité plutôt que la compassion. Les pays en voie de développement ne veulent plus être piégés. Ils ont agi d'une façon qui garantit à leur cause justice et équité. Ils n'ont ni intérêt ni le désir de déclencher un affrontement avec quelque groupe que ce soit.

214. Jamais peut-être le monde n'a été aussi conscient de la nécessité de l'interdépendance. La pénurie d'aliments, avec les premiers signaux d'une famine à grande échelle, les modifications radicales dans la répartition des richesses, la nature non renouvelable

des ressources d'énergie, sont des facteurs suffisants pour nous rapprocher plutôt que pour nous séparer. Je suis d'accord avec de nombreux orateurs pour dire que les négociations et les consultations entre tous les pays d'opinions divergentes devraient avoir lieu pour établir une base de coopération. Les vues de ce que l'on a appelé, au cours de ce débat, "la minorité" sont importantes et indispensables pour la mise en œuvre de toute résolution. Mais en toute équité, parfois, ces points de vue sont trop rigoureux pour que nous les acceptions. Ou ils sont opposés aux intérêts des nations naissantes, ou ils sont étrangers aux réalités d'aujourd'hui.

215. L'histoire des Etats-Unis, entre autres, offre un bon exemple de l'impossibilité de jeter des ponts entre le tiers monde et la minorité qui se plaint. Le 6 décembre, la Commission politique spéciale a voté sur un projet de résolution relatif au droit des réfugiés palestiniens à rentrer dans leurs foyers et à reprendre leurs biens<sup>6</sup>. Certaines des puissances occidentales ont voté en faveur, et nous leur en sommes reconnaissants. D'autres se sont abstenues et nous leur en savons également gré. Les Etats-Unis, eux, ont voté contre. Je dois faire remarquer que ce projet de résolution découlait d'une autre résolution qui avait été adoptée à la quasi-unanimité en 1948. Ce projet de résolution pour lequel les Etats-Unis ont voté contre est, à notre avis, inoffensif, sans danger, constructif et très généreux pour la cause de la paix. Voilà un exemple de la façon dont la zone d'accord est parfois si limitée qu'en acceptant des points de vue exagérés on empêche d'adopter des principes d'une importance vitale.

216. L'Organisation des Nations Unies n'est la propriété d'aucun groupe. Elle appartient à l'homme où qu'il soit. Le raffermissement de son rôle pour préserver la paix est la responsabilité de tous les Etats. Cela implique une adaptation de la part des maîtres d'hier aux réalités d'aujourd'hui. Cela signifie aussi que la majorité doit essayer réellement de mieux comprendre ceux qui sont désavantagés numériquement et de coopérer davantage avec eux à condition que les avis de la minorité soient conformes à la Charte des Nations Unies et respectent les résolutions précédentes. Mais si nous allons au-delà, l'Organisation risque de se transformer en une arène où les rares réticents mineront la majorité. Il faut laisser suffisamment de jeu pour que l'on trouve des compromis reflétant les principes inhérents à la Charte.

217. Je viens d'un pays limité dans sa superficie et dans sa population, mais très puissant dans son potentiel économique. C'est en fait un exemple des nouvelles réalités du monde. Nous avons besoin d'une Organisation des Nations Unies puissante. Nous avons foi dans ses réalisations comme dans ses possibilités pour l'avenir. Nous n'avons pas d'armée, pas d'arsenaux, mais nous avons une foi immense dans les Nations Unies. Leurs réalisations dans les opérations de maintien de la paix méritent d'être louées. Elles reflètent l'opinion publique mondiale, que cela nous plaise ou non. Lorsque la délégation sud-africaine a été récemment expulsée de l'Assemblée, ce n'était pas une décision d'une majorité mais plutôt le respect des exigences du monde dans son ensemble. Cette décision a traduit honnêtement les exigences d'un grand nombre de nations et non pas

l'application arbitraire d'un règlement intérieur comme certains représentants ont tenté de présenter la chose.

218. Les Nations Unies aujourd'hui reflètent la volonté des Etats Membres. Il est du pouvoir de ces Etats Membres de rendre les Nations Unies efficaces. Plus d'Etats Membres appuieront l'Organisation, meilleure elle deviendra. Elle a besoin des petits et des puissants. Les Nations Unies dont les puissants tirent les ficelles ne sont pas l'Organisation que nous désirons; de même, une Organisation des Nations Unies où domine la majorité n'est pas celle qui a été conçue par ses fondateurs. Nous appuyons les Nations Unies de la Charte, les Nations Unies qui embrassent les petits comme les grands, les frères comme les puissants, qui joignent leurs efforts pour promouvoir la paix et le bien-être de l'homme. Si tous les Etats se consacraient à la mise en œuvre des buts et des principes de la Charte, il n'y aurait plus alors ni majorité ni minorité mais une convergence d'efforts, tous consacrés au service de la paix.

219. Le Koweït respecte le principe du règlement des différends par les moyens pacifiques. Mon pays croit également à l'utilité de la Cour internationale de Justice. Les possibilités des Nations Unies qui n'ont pas encore été utilisées devraient être explorées pour le règlement pacifique des différends.

220. Mon pays appuie tout effort qui vise à raffermir le rôle des Nations Unies en vue de régler les différends par des moyens pacifiques et conformément aux dispositions de la Charte. De plus, mon pays est d'avis que seul le respect scrupuleux des principes fondamentaux de la Charte peut sauver les générations futures du fléau de la guerre. Il incombe à tous les pays de respecter cette vérité, faute de quoi nous allons tous nous embourber dans le marécage de la destruction.

221. Ce que l'on a appelé la majorité n'a ni l'ambition ni le dessein de dominer, ni, il faut bien le dire, le désir de capituler. Notre seul espoir est de coopérer. Rien ne sert de déclencher des batailles avec un adversaire imaginaire. Ne nous laissons pas prendre aux hallucinations du fameux don Quichotte de l'œuvre célèbre de Cervantes. C'était l'homme qui luttait contre un ennemi inexistant. Renonçons à cette tentative inepte de nous piétiner dans une danse macabre. Sinon l'histoire ne nous pardonnera pas. Car l'histoire n'a pas besoin qu'on lui force la main. Elle enregistre sereinement la vertu comme l'ignominie.

222. M. KELANI (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*] : Le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales s'appuie sur plusieurs principes. Les orateurs qui m'ont précédé ont parlé de certains de ces principes; je me bornerai donc dans ma déclaration à en évoquer d'autres pour essayer de faire la lumière sur certains des aspects de la question dont nous discutons.

223. Certes, le premier principe sur lequel s'appuie le raffermissement du rôle de l'ONU est le respect de la Charte telle qu'elle se présente aujourd'hui et non telle que nous la concevons ou la voulons. De nombreuses délégations pensent que la Charte,

qui entre maintenant dans sa trentième année, est un document qui doit être révisé pour tenir compte des événements survenus tout au long d'une génération et pour refléter la nouvelle structure de l'Organisation. Bien que nous apprécions à leur juste valeur ces tendances, nous ne pouvons dans l'état actuel des choses qu'appuyer notre but principal : le respect de la Charte telle qu'elle existe et l'adhésion à ses buts et à ses principes.

224. Le deuxième principe est l'indivisibilité de la Charte. Je veux dire par là que la Charte doit être acceptée ou refusée en tant qu'un tout indivisible; nous ne pouvons pas accepter certaines parties et en rejeter d'autres.

225. Le troisième principe est l'esprit de continuité de la Charte. Nous ne pouvons pas bloquer une partie de la Charte pendant une certaine période, ou bien l'utiliser de façon arbitraire afin que ses dispositions soient appliquées à une question et non à une autre, alors que les deux questions sont similaires quant à la forme et au fond. Nous ne pouvons pas non plus l'appliquer à une partie d'une question et non à l'autre partie alors qu'il s'agit d'une même question.

226. Il est de notre devoir de sauvegarder et d'appuyer l'autorité de l'Assemblée générale en tant qu'instrument de coopération et de forum où se discute tout problème ayant trait à la sécurité et à la paix internationales. Mais nous devons aussi appuyer ce qui a été précisé dans l'Article 14 de la Charte, à savoir le droit de l'Assemblée de "recommander les mesures propres à assurer l'ajustement pacifique de toute situation... qui lui semble de nature à nuire au bien général ou à compromettre les relations amicales entre nations, y compris les situations résultant d'une infraction aux dispositions de la présente Charte où sont énoncés les buts et les principes des Nations Unies".

227. Si nous interprétons l'Article 14, nous trouvons que l'Assemblée générale a le droit de recommander des mesures en ce qui concerne certaines questions déterminées, notamment celles qui ont trait à la violation de la Charte, pour donner à l'Assemblée l'occasion d'entendre les membres exprimer leurs opinions de façon démocratique. La discussion a été prévue avec le droit de réponse et certaines restrictions qui régissent et organisent le travail en le rendant plus utile et plus efficace. Enfin, pour que tout débat aboutisse à l'expression de la volonté internationale, la Charte a prévu le vote. Le résultat du vote est, certes, l'expression de la volonté de la communauté internationale. Le vote précise donc qu'il y a un jugement, une décision, et qu'il y a aussi des divergences de vues, une majorité et une minorité en ce qui concerne n'importe quel sujet, quel qu'il soit et quels que soient ceux qui le présentent ou le proposent. Tout cela représente le phénomène démocratique dont s'inspire l'Organisation dans l'intérêt du dialogue; il représente aussi l'essence de nos travaux et permet à l'Assemblée d'exprimer la position internationale vis-à-vis des problèmes discutés.

228. Face à cette conception, que nous retrouvons dans l'esprit et la lettre de la Charte, certains soutiennent que toute thèse et toute interprétation sur telle ou telle méthode que l'Assemblée doit suivre dans ses travaux dépasse le cadre de la Charte. C'est ce que nous avons entendu affirmer ici par

certaines délégations occidentales, notamment celle des États-Unis, qui dit que l'Assemblée générale n'a qu'une alternative : ou bien représenter une majorité numérique, ou bien exprimer une opinion mondiale globale. Cette thèse est une restriction qui doit être rejetée. Dans sa structure actuelle et en ce moment, l'Assemblée générale ne représente pas une majorité numérique; elle ne représente pas un chiffre agrégatif, ni un ordinateur, ni de simples boutons qu'on presse, ni des mains qu'on lève. Il s'agit d'un forum où se rencontrent les intérêts des peuples, les civilisations des nations, les cultures et tout ce que les nations représentent d'idéaux et de leçons de l'histoire.

229. Quant au vote, qui a été critiqué par certaines délégations, c'est le résultat de certaines positions prises vis-à-vis de problèmes; c'est l'expression de la volonté de la communauté internationale. Nul n'ignore — et je regrette de le dire — que certaines résolutions de l'Assemblée générale ne sont pas appliquées. Certaines de ces résolutions revêtent quelquefois une importance capitale pour le sort d'un peuple, dans le cas de graves tensions ou face à des problèmes qui menacent la paix et la sécurité internationales. On a souvent dit que chaque fois que l'Assemblée adopte une résolution qui ne pourra pas être appliquée, elle porte atteinte à sa crédibilité. On a dit aussi que l'inapplicabilité de ses décisions provient du fait qu'une minorité s'oppose à ses résolutions qu'elle juge partiales ou injustes, ou bien qu'elles ont été prises par une majorité qui représente une partie minime des peuples du monde en termes de ressources ou de dimensions et ne prend pas en considération les sentiments de la minorité.

230. Les partisans d'une telle thèse l'expliquent en disant que les États ne sont pas égaux du point de vue de leur importance numérique, de leurs dimensions ou de leurs ressources, et qu'il ont des capacités, des potentiels et des responsabilités différents.

231. Tout en respectant l'opinion de tous les États, quelles que soient l'importance numérique de leur peuple, leur étendue ou leurs richesses, nous devons nous référer à la Charte pour juger ces déclarations qui touchent profondément la souveraineté et l'égalité entre les peuples, principe appuyé plus d'une fois par la Charte.

232. La Charte a défini clairement la responsabilité. Elle a donné à cinq États et non aux autres des responsabilités déterminées, à un endroit déterminé, à savoir le Conseil de sécurité. Nous apprécions leur contribution à la sauvegarde de la sécurité internationale à sa juste valeur, mais ici, nous sommes dans un forum différent. Nous sommes à l'Assemblée générale et les opinions que nous avons entendues à propos de la distinction entre les responsabilités en fonction de l'importance démographique des nations ou leurs richesses, ont été exprimées du haut de cette tribune.

233. La Charte a donné à tous les membres de l'Assemblée générale des responsabilités identiques, sans distinction en ce qui concerne leur importance démographique, leur étendue géographique ou leurs richesses. C'est pour cela qu'elle a donné à chaque État membre une seule voix, précisant ainsi qu'il y a une majorité et une minorité. La Charte n'a pas parlé d'une majorité qualitative mais, dans le cadre de l'Assemblée générale, tout est soumis à la volonté



de la communauté internationale et non à la volonté des grandes puissances.

234. En écoutant cette nouvelle évaluation de l'importance des États au sein de l'Assemblée générale en fonction de leur importance démographique, de leurs richesses ou de leur étendue géographique, nous devons remonter de trois ans dans l'histoire lorsque les portes des Nations Unies étaient encore fermées à un peuple — en fait, le peuple le plus nombreux du monde — le peuple de la Chine, une des grandes puissances. Les États-Unis, avaient accordé, pendant de longues années et en dépit de la volonté de la communauté internationale, la représentation de la Chine au gouvernement stipendié d'une petite île isolée qu'elle considérait comme un grand État, comme une grande puissance ayant droit de veto et ayant son mot à dire en ce qui concerne la paix et la sécurité internationales. Malgré cette contradiction historique flagrante à laquelle cette grande puissance a poussé les Nations Unies, la situation s'est maintenue pendant des années, jusqu'au jour où le peuple chinois, par sa lutte, a forcé les portes des Nations Unies et a occupé le siège qui lui revenait.

235. Je me demande pourquoi, jusqu'à il y a trois ans, les Nations Unies ont ignoré le peuple le plus nombreux du monde, celui qui compte plus de 800 millions d'habitants, qui a une superficie énorme, un potentiel considérable, au profit d'une petite île qui compte 14 millions d'habitants et qui est soumise, comme je l'ai dit, à un gouvernement stipendié. En tout cas, l'évaluation des États d'après leur importance numérique et leur richesse n'a pas été prise en considération à ce moment-là. Pourquoi donc soulever cette question aujourd'hui d'une façon tellement provocante ?

236. Ceux qui reprochent aujourd'hui aux Nations Unies de prendre des décisions à une majorité qui ne représente qu'une partie minime des peuples du monde, des richesses de la planète ou de son étendue, devraient se rappeler le passé récent de cette organisation, alors qu'une grande puissance — les États-Unis — et un petit nombre de pays satellites imposaient leur volonté et leur tyrannie pour pousser l'Organisation à prendre des décisions en fonction de cette grande puissance et de ce petit nombre d'États. C'est ainsi que les Nations Unies, à un moment donné de leur histoire, ont pris des décisions contraires à l'esprit de la Charte, à ses buts et ses principes, contraires aussi aux intérêts des peuples. En effet, ces décisions ont permis la naissance et le développement de nouvelles formes de colonisation, et les peuples colonisés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine n'ont pu s'affranchir de l'impérialisme que grâce à des révolutions qui ont coûté beaucoup de vies humaines. Des millions d'hommes ont été victimes de cette lutte. Si les puissances qui dominaient les Nations Unies avaient respecté la Charte et en avaient appliqué les principes, si elles s'étaient montrées fidèles à son esprit, on aurait pu liquider l'impérialisme, la ségrégation raciale et l'apartheid.

237. Nous avons, chaque année, discuté ces problèmes sans prendre les décisions qui auraient permis d'accélérer la mise en œuvre des buts et des principes de la Charte. Aujourd'hui, lorsque les Nations Unies essaient d'appliquer ses buts et ses principes, ce sont ces mêmes forces qui viennent nous parler d'une

"majorité mécanique" et nous dire qu'il faut tenir compte du volume de la richesse et de la superficie des pays.

238. Je citerai un seul exemple pour montrer combien cet argument des délégations occidentales est faux. En 1947, les Nations Unies ont adopté une résolution sur la Palestine qui était incompatible avec le principe de l'autodétermination. Or, cette résolution n'a recueilli qu'une faible majorité. Je ne veux pas parler en détail des manœuvres menées par l'une des grandes puissances dans les coulisses de cette organisation. Je ne parlerai pas non plus de la pression formidable qu'elle a exercée sur certaines capitales pour obtenir cette petite majorité. Quoi qu'il en soit, cette résolution a été finalement adoptée par l'Assemblée générale, et ce n'était qu'une recommandation. Il n'en est pas moins vrai que cette résolution a abouti à l'exil du peuple palestinien et, aujourd'hui, lorsque l'Assemblée après que ce peuple a subi, pendant un quart de siècle, toutes les souffrances et l'amertume de l'exil, essaie de lui restituer ses droits inaliénables en vertu de la Charte par une majorité de 89 voix contre 8 [voir résolution 3236 (XXIX)], elle est accusée d'exprimer l'opinion d'une "majorité numérique" qui ne représente qu'une petite partie des peuples, des richesses et de la surface du monde entier.

239. On déclare que cette résolution bafoue les sentiments de la minorité alors que, si nous établissons des statistiques précises, nous nous rendons compte que ces pays, par le volume de leurs richesses, représentent la majorité et que ces allégations sont fausses, qu'elles ne correspondent pas à la réalité.

240. Je ne voudrais pas citer d'autres exemples ni passer en revue l'histoire des Nations Unies, depuis la tyrannie d'une minorité jusqu'à la phase actuelle de la coopération et de l'entente internationales établies sur la base, les buts et les principes de la Charte.

241. L'Organisation a abouti à ce stade, après que le monde ait connu, pendant les années 60, un moment de grand exor qui lui a permis de s'affranchir de l'impérialisme et après que, pendant la première moitié des années 70, ce monde soit parvenu à s'affranchir de la domination économique étrangère et soit entré dans la voie du développement économique et social, sur la base de l'égalité et du respect du droit des peuples d'exploiter leurs propres richesses naturelles.

242. Un nouvel ordre a été instauré et notre Organisation s'est adaptée à ces transformations radicales, à cette nouvelle transformation politique, économique et sociale. Notre Organisation a élargi sa base pour grouper la plupart des peuples du monde et appliquer le principe de l'universalité. Dans le monde entier, de nouvelles forces ont fait leur apparition; de nouvelles tendances politiques, économiques et sociales sont nées. Elles visent à appliquer les principes de la Charte. Tout cela a créé un nouvel équilibre. Il est normal et nécessaire que les Nations Unies reflètent ces tendances et ces forces nouvelles, car notre Organisation exprime la situation mondiale réelle et aucune force ne peut l'empêcher de traduire cette réalité internationale.

243. L'ONU, actuellement, agit selon les principes de la Charte et s'efforce d'appliquer ses objectifs.

Elle exprime l'aspiration de tous les peuples à la paix, à la sécurité et à la coopération. Loin d'être l'apanage d'un pays ou d'un groupe de pays, elle appartient à l'humanité tout entière; elle fait face aux problèmes de cette humanité et s'applique à les résoudre dans un esprit de collaboration, d'entente et non pas dans un esprit d'affrontement, selon une politique de blocs.

244. M. KAUFMANN (Pays-Bas) (*interprétation de l'anglais*): La délégation néerlandaise n'avait pas l'intention de prendre part à cette discussion. Néanmoins, étant donné la tournure qu'a prise le débat, je tiens à faire connaître notre point de vue.

245. Ma délégation voudrait tout d'abord exprimer sa sincère reconnaissance aux délégations roumaine et australienne. Mon pays s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/L.749, et nous appuierons avec plaisir le projet de résolution A/L.748 et Add. I à 4.

246. L'utilité de l'ONU et sa capacité de prendre des mesures constructives, aussi bien sur le plan économique que politique, sont étroitement liées à la possibilité qu'ont tous les États Membres de l'Organisation de coopérer à la mise en œuvre de ses décisions. Les principes démocratiques, auxquels mon pays est fortement attaché par tradition, exigent que la minorité respecte les vœux de la majorité, à condition que les systèmes politiques, les groupes et les individus veillent à ce que la minorité puisse accepter la décision de la majorité. Dans l'état actuel des Nations Unies, composées comme elles le sont de nations souveraines ayant chacune son propre système politique, son type de gouvernement, ses idéaux et ses limitations, les décisions des Nations Unies ont tout d'abord une valeur morale. Les textes juridiques obligatoires ne peuvent être adoptés que par les États qui acceptent un tel statut juridique. Bien sûr, certaines décisions qui sont adoptées à une majorité l'emportant sur une minorité peuvent exercer une certaine pression morale sur la minorité en dissension. Cette dernière pourrait être ainsi amenée à modifier son point de vue. Néanmoins, ces décisions adoptées à la majorité, lorsqu'elles sont imposées au sujet de questions importantes sans négociation réelle, pourraient se retourner contre nous, car la minorité, dans ce cas, ne changera certainement pas sa position. Dans de tels cas, toute majorité — je répète : toute majorité — aurait intérêt à réfléchir sur la sagesse qu'il y a à se laisser guider par la facilité avec laquelle certaines décisions ou recommandations peuvent être adoptées.

247. Bien entendu — et je voudrais insister là-dessus — il est important de faire une distinction entre différents types de décisions. Ma délégation estime que l'on devrait faire une différence entre, premièrement, des décisions ou des recommandations relatives à des activités qu'entreprennent les Nations Unies en tant qu'organisation, y compris les activités du Secrétariat; deuxièmement, des décisions ou des recommandations portant sur des questions relativement secondaires, dont les exemples ne manquent pas; et, troisièmement, des recommandations sur des questions politiques fondamentales, telles que les questions qui sont traitées aux Chapitres VI et VII de la Charte, ou de décisions traitant de questions fondamentales en matière de politique économique internationale.

248. Il est évident qu'en ce qui concerne cette dernière catégorie de problèmes fondamentaux, les décisions ou les recommandations qui ne sont pas fondées sur un compromis négocié peuvent être dangereuses du fait qu'elles peuvent se retourner contre nous.

249. Étant donné que les Nations Unies comptent 138 États Membres, les différents groupes jouent donc un rôle essentiel dans la prise de décision au sein de l'Organisation. Comme d'autres orateurs l'ont fait remarquer avant moi — je songe notamment au représentant de la Suède — il s'agit là d'un phénomène sain. Néanmoins, nous devons à tout moment essayer d'éviter le danger que certains groupes aux positions relativement rigides et qui n'ont pas le temps de négocier ne nous empêchent d'aboutir à des solutions de compromis saines et viables.

250. Ma délégation souhaite rappeler que tout au long de l'histoire des Nations Unies, les Pays-Bas ont été fréquemment du côté des pays en développement à propos de questions relatives au développement économique. Dès 1955, les Pays-Bas, qui étaient à cette époque le seul pays développé à le faire, ont demandé, de concert avec les pays en développement, l'établissement d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique, appelé SUNFED<sup>1</sup>. À la dernière session extraordinaire de l'Assemblée, nous avons accueilli favorablement les objectifs de la Déclaration et du Programme d'action relatif à l'instauration d'un nouvel ordre économique international (*résolutions 3201 (S-VI)* et *3202 (S-VI)*). Ainsi, les Pays-Bas pensent avoir suffisamment démontré qu'ils se sont associés en paroles et en actions aux aspirations et aux idéaux des pays en développement. Néanmoins, mon gouvernement estime fermement que l'interdépendance généralement reconnue entre les différents problèmes et entre les nations exige maintenant que l'accent soit mis sur des résultats négociés.

251. Tous les pays, riches et pauvres, qu'ils soient exportateurs ou importateurs d'énergie, qu'ils soient nouvellement ou anciennement indépendants, font face à des problèmes d'une envergure sans précédent, problèmes qui ne sauraient être résolus que grâce à la coopération multilatérale.

252. Je voudrais rappeler à ce stade certaines observations faites par le Ministre de la coopération au développement des Pays-Bas, M. Pronk, dans la déclaration qu'il a prononcée devant la Deuxième Commission, le 26 octobre de l'année dernière :

«... la crise dans les relations internationales affecte sérieusement le système de coopération multilatérale. D'une part, les grandes puissances réalisent sans cesse des accords bilatéraux, en s'écartant du cadre multilatéral existant. D'autre part, les pays en développement sont sans cesse obligés de recourir à l'affrontement et à la polarisation, ce qui résulte du manque de volonté politique de la part des pays développés pour coopérer à la recherche de solutions. Nous faisons face de plus en plus au danger de la paralysie du système multilatéral, ce qui compromet les échanges entre les pays en développement et les pays industrialisés... Ce n'est que par des efforts communs, dans un cadre multilatéral, que nous pouvons espérer réussir. Ce cadre est fourni par les Nations Unies. Nous n'avons rien d'autre et devons, par conséquent, nous unir pour assurer son efficacité continue».

253. A ce propos, nous croyons que la très importante septième session extraordinaire de l'Assemblée générale devrait être préparée par des consultations et des négociations intenses. La préparation des déclarations de la Deuxième Séquence des Nations Unies pour le développement pourrait servir de précédent à cet égard.

254. Si l'on veut que l'Assemblée générale et d'autres organes des Nations Unies se concentrent davantage sur les consultations et les négociations, des arrangements doivent être prévus pour que ces dernières soient plus efficaces. La possibilité de limiter le temps de parole au cours de la discussion générale devrait être sérieusement envisagée, car ce serait un moyen approprié d'avoir davantage de temps pour procéder à des consultations et à des négociations. Néanmoins, l'élément décisif serait la volonté d'entreprendre des consultations et des négociations, d'instaurer un dialogue réel afin d'aboutir à des conclusions pouvant rencontrer l'appui général.

255. Ma délégation peut souscrire à la déclaration du représentant de la Jordanie lorsqu'il a dit devant l'Assemblée, le 6 décembre que ceux qui ne forment désormais plus la majorité ne doivent pas traduire en déshonneur leur rancœur face au changement, ni reléguer les Nations Unies à une condition inférieure. De son côté, la nouvelle majorité des nations en voie de développement ne doit pas, par une conduite ambitieuse et impatiente, fournir une justification à l'hostilité des forces anachroniques pouvant exercer un effet néfaste pour les Nations Unies. (2298<sup>e</sup> séance, par. 55.)

256. Dans son introduction au rapport sur l'activité de l'Organisation, le Secrétaire général déclarait :

"L'action complémentaire de la diplomatie bilatérale et des techniques multilatérales pour le maintien de la paix, la corrélation entre la stabilité politique, d'une part, la justice et l'équité économiques et sociales, d'autre part, et le fait que de nombreux problèmes exigent qu'on les aborde sur le plan mondial en utilisant au mieux les ressources, l'information et les compétences techniques disponibles sont autant d'exemples des nécessités fondamentales propres à notre époque et qui appellent un développement novateur et original des possibilités des organismes des Nations Unies." (4/00077/4661, Sect. III, p. 2.)

257. Dans son livre, *Alcibiade de la Sicile*, Karam, le philosophe hollandais du XVII<sup>e</sup> siècle, pose la question de savoir si ceux qui vivent dans la célèbre caverne de Platon, ne voyant que les ombres des choses du monde réel, sont plus heureux peut-être que ceux qui vivent dans un monde réel, hors de la caverne. Ne partageons-nous pas tous le point de vue que les Nations Unies, leurs méthodes, leurs organismes, leurs idéaux devraient rester étroitement liés au monde réel ? Par conséquent, je voudrais, en terminant, répéter ce que le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, M. Max van der Stoep, déclarait dans son intervention au cours de la discussion générale, le 2 octobre :

"... Les Nations Unies offrent un tel système dans une collection unique d'instruments de négociation et de coopération internationale. Servons-nous de ces instruments. Consacrons plus de temps

à la consultation et à la négociation aux Nations Unies. Nous avons les moyens de garantir que les générations futures ne critiqueront pas notre époque, disant qu'elle fut celle du maximum d'occasions d'améliorer le sort de l'humanité, mais du minimum de bonne volonté et de coopération. Satisfaisons les vœux qui s'offrent à nous." (2292<sup>e</sup> séance, par. 84.)

258. M. RIZKULLAH (Chypre) (interprétation de l'anglais) : Le point relatif au raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationale révèle cette année une importance accrue, à la suite des événements récents qui se sont produits sur la scène internationale. L'efficacité des Nations Unies a montré des signes d'un déclin considérable et inquiétant, au cours de cette année, et nous songeons en particulier au Conseil de sécurité.

259. Le rôle le plus essentiel et prédominant des Nations Unies est le maintien de la paix et de la sécurité internationale. C'est de cela qu'a besoin notre monde, à tout moment, mais plus particulièrement aujourd'hui. Car c'est sur cette base que repose la continuité ou l'effondrement de tout l'édifice des Nations Unies. Nous aimerions rappeler à l'Assemblée que la Charte des Nations Unies indique clairement que l'objectif essentiel de l'Organisation est de préserver la paix et la sécurité internationale et d'éviter la guerre. A la fin de la seconde guerre mondiale, la question essentielle qui, à cette époque, préoccupait les nations, était de savoir comment éviter une guerre qui, en raison des méthodes techniques nouvelles, pouvait devenir une guerre des plus destructrices, affectant les populations civiles ainsi que les villes et les villages, partout dans le monde.

260. En conséquence, le but de la Charte, comme il est dit dans son préambule est de

"... préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indélicables souffrances,"

et ensuite il est dit :

"Et à ces fins

"à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre... à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationale."

261. Dans l'Article I du Chapitre I, il est dit encore :

"Maintenir la paix et la sécurité internationale et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international..."

262. Ainsi, la Charte prévoyait des mesures concernant l'application effective de ses résolutions. Les fondateurs, ceux qui ont rédigé la Charte, ne pensaient pas qu'ils devaient s'en remettre à la bonne volonté ou à la volonté politique des nations, comme nous le voyons aujourd'hui. Ce qui fait défaut, aux Nations Unies, c'est la volonté politique. Mais aucune nation, aucun Etat, ne s'en remet à la bonne volonté de ses



citoyens pour ne pas violer la loi. Ce serait inconcevable. Ils ont les instruments nécessaires pour appliquer la loi et pour contraindre les citoyens récalcitrants à la respecter, lorsque ceux-ci désirent l'enfreindre, qu'il s'agisse de meurtres ou de violations de moindre importance, ou encore de mauvaise conduite.

263. La Charte des Nations Unies avait le moyen pratique et raisonnable pour assurer l'application de ses principes. Elle ne s'est pas contentée de définir uniquement des buts et des principes, mais a prévu l'application des résolutions du Conseil de sécurité. On doit se rappeler que les résolutions de l'Assemblée générale ne disposent d'aucun instrument de mise en œuvre, car on ne pensait pas que ces résolutions seraient d'une importance aussi vitale que celles du Conseil de sécurité sur lequel repose la Charte et dont dépendent la survie ou l'écroulement des Nations Unies.

264. En ce qui concerne la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationale, l'Article 39 stipulait que :

"Le Conseil de sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et fait des recommandations..."

Rien ne saurait être plus raisonnable et plus pratique que cela. L'Article 41 est ainsi conçu :

"Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions..."

Il n'y aurait pas eu besoin de l'Article 39 ou de l'Article 41 de la Charte, s'il n'avait été nécessaire de prévoir des moyens précis pour maintenir la paix et la sécurité internationale. On va plus loin encore, car il est dit, à l'Article 42, que si le Conseil de sécurité

"estime que les mesures prévues à l'Article 41 seraient inadéquates ou qu'elles se sont révélées telles, il peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationale."

265. Dès le début, la Charte n'a pas été respectée. Elle ne l'a pas été parce que nous avons abordé l'ère de la guerre froide. Combien de fois avons-nous constaté l'inefficacité du Conseil de sécurité, parce qu'on ne pouvait arriver à une résolution concertée ? En conséquence, on a dû recourir à toutes sortes de dispositifs pour "raccorder" la situation lorsque les résolutions du Conseil de sécurité demeuraient inefficaces. Mais on ne peut continuer longtemps ce travail de raccommodage, tout en persistant à violer la Charte en ce qui concerne l'objectif essentiel de l'application des résolutions du Conseil de sécurité. Par conséquent, le monde se trouve aujourd'hui dans une situation de frustration. Ce que nous voyons à l'heure actuelle, ce sont des actes qui peuvent aller à l'extrême à la suite de la non-application des principes de la Charte et, en particulier, des résolutions du Conseil de sécurité.

266. J'en viens à la question des résolutions de l'Assemblée générale. Comme je l'ai déjà dit, il n'existe

pas de disposition particulière destinée à leur mise en œuvre, mais l'autorité morale de résolutions représentant l'opinion publique mondiale leur donne, ou devrait leur donner, un certain pouvoir d'application. A ce propos, comme l'ont déjà signalé plusieurs orateurs qui m'ont précédé à cette tribune, l'Assemblée générale devrait éviter d'adopter des résolutions à la majorité dont on peut estimer qu'elles frisent l'extrémisme, car de telles résolutions ne peuvent ni ne sauraient être mises en œuvre. Or, comme cela a été souligné dans les déclarations que j'ai mentionnées, l'adoption de résolutions qui ne peuvent pas être mises en œuvre détruit l'autorité des Nations Unies et encourage le non-respect de la Charte. C'est ce qui a été confirmé dans cette enceinte. On a également souligné que la Charte des Nations Unies avait été conçue pour veiller à ce que les décisions, une fois adoptées, puissent être et soient mises en œuvre, car la meilleure façon de se conformer à la Charte — et c'est là, a-t-on dit, une obligation solennelle, morale et politique — c'est de faire en sorte que les résolutions et décisions des Nations Unies soient mises en œuvre et respectées.

267. Nous sommes pleinement d'accord avec ces idées et nous pensons qu'elles ont été présentées de manière opportune. On peut avoir son opinion quant à la question de savoir à partir de quel chiffre de majorité une décision peut être prise et doit être appliquée. Mais, pour ce qui est des décisions à l'unanimité, que ce soit au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale, ce n'est plus une question d'opinion : il faut qu'elles soient mises en œuvre. Et c'est le devoir de ceux qui ont, comme on l'a dit ici, le pouvoir de mettre en œuvre ou de ne pas mettre en œuvre les résolutions de veiller à ce que les décisions unanimes du Conseil de sécurité soient mises en œuvre et qu'il en soit de même des décisions unanimes de l'Assemblée générale.

268. C'est là une question qui, véritablement, touche les fondements mêmes des Nations Unies, car si les décisions vitales du Conseil de sécurité concernant la sécurité internationale et mondiale ne sont pas mises en œuvre et restent lettres mortes, quelle est alors la crédibilité des Nations Unies et quelle est leur raison d'être ? L'Organisation a été créée pour mettre le monde à l'abri des actes d'agression qui sont la cause de la détérioration générale de la situation mondiale. En effet, si les Nations Unies n'assurent plus la sécurité internationale, que se passera-t-il ? Chaque Etat cherchera à constituer sa propre défense, en s'associant, par exemple, à un bloc militaire ou à un groupe de puissances, ce qui signifierait la fin du non-alignement dans le monde et la fin du tiers monde. Le monde serait alors divisé en deux camps opposés, prêts à se prendre à la gorge. Pour assurer leur propre défense, les petites nations devraient engager une proportion de plus en plus grande de leurs ressources à des fins militaires.

269. C'est ce qu'a dit le président d'un pays neutre européen, une personne hautement respectée. Il a dit qu'après la tragédie de Chypre, il est apparu clairement qu'il n'y a pas de sécurité internationale. Il n'y a plus d'illusions. Et à ceux qui ont dit qu'un pays neutre n'avait pas besoin d'une force militaire puissante — et c'est une idée que nous partageons — il a répondu

qu'après ce qui s'est passé, son pays se verrait dans l'obligation d'accroître sa force.

270. De toute évidence, même des États qui n'ont pu en, comme ce président, l'occasion d'exprimer les mêmes sentiments ont dû penser de la même façon. Par conséquent, le fait que les Nations Unies aient indiqué dans la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité concernant une agression qui s'est poursuivie pendant des semaines et la destruction d'un État ne laisse pas d'inquiéter gravement ceux qui désirent raffermir le rôle des Nations Unies dans le monde.

271. Si cela ne nous rend pas inquiets, qu'est-ce alors qui nous rendra inquiets ? Si nous continuons dans cette voie — et à observer la situation au Moyen-Orient qui, ces derniers mois, a été se détériorant, il n'est pas impossible de penser que des armes nucléaires, des "mini-armes nucléaires" seront utilisées — nous ne savons pas où cela nous mènera et, de la sorte, nous accélérerons le processus vers une détérioration morale toujours plus grande, aux conséquences imprévisibles pour le monde.

272. Quand une situation se détériore, elle le fait rapidement et il n'est pas à exclure que le monde se trouve soudainement face à une situation qu'il n'avait pas prévue.

273. Voilà ce que je voulais souligner. Ce qui est le plus nécessaire au raffermissement du rôle des Nations Unies, c'est la mise en œuvre de leurs résolutions. Si j'en juge par les déclarations qui ont été faites, je pense que tout le monde est d'accord sur ce point. Mais veillons à ce qu'un tel accord ait des résultats pratiques. En effet, la question dont nous discutons est intitulée "Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales, le développement de la coopération entre toutes les nations et la promotion des normes du droit international dans les relations entre les États". Si les résolutions du Conseil de sécurité ne sont pas mises en œuvre, il n'y aurait plus d'ordre juridique, plus d'ordre international, plus de droit international, plus de développement, car l'argent qui devrait être dépensé pour le développement serait utilisé à d'autres fins. De plus, les autres problèmes qui se posent au monde continueront de se détériorer. La course aux armements continuera, coûtant des milliards et des milliards, et tous les problèmes généraux qui se sont créés depuis que la Charte a été signée iront se dégradant.

274. Nous devons comprendre que la question du rôle des Nations Unies est primordiale et cruciale. Pendant qu'il en est encore temps, nous avons le devoir de raffermir le rôle des Nations Unies dans le monde. Nous en avons les moyens. Je veux dire par là que ceux qui ont la puissance aux Nations Unies ont aussi le pouvoir de raffermir le rôle de l'Organisation. A ce propos, je mentionnerai que les fonctions de maintien de la paix des Nations Unies — il s'agit du règlement des différends — laissent également à désirer, si l'on considère que la Charte prévoit les moyens de régler les différends, en son Article 33. Cet article fait état notamment de la médiation, de l'arbitrage, de la négociation, de l'enquête. Mais une liste n'est qu'une liste et il ne faut pas en rester là, sans établir les modalités. Il faut établir des modalités pour chaque cas,

facilitant ainsi le règlement pacifique des différends. Ma délégation a proposé un projet de résolution à cette fin en Première Commission. C'était il y a deux ans, je crois. Mais ce projet n'a pas été discuté à l'époque, car le climat n'était pas propice à la création d'un comité chargé d'établir les modalités. J'espère qu'en temps opportun, on pourra y parvenir, en tant qu'un des nombreux moyens d'assurer le règlement pacifique des différends, parallèlement, bien sûr, à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité.

275. Par conséquent, une méthode qui permet de raffermir le rôle de l'Organisation dans le cadre de la Charte est d'assurer l'application des résolutions du Conseil de sécurité par une certaine forme de sanctions, comme cela est prévu dans la Charte. Si ce qui est prévu dans la Charte ne peut pas être appliqué dans la pratique, alors le comité qui va être chargé de la révision de la Charte ou de tenter de l'amender, ou encore de voir ce qui peut être fait à ce sujet, devrait en premier lieu s'assurer que les dispositions relatives à l'application des résolutions sont ou exécutées ou amendées de telle façon qu'elles puissent remplir leur but qui est l'application des résolutions du Conseil de sécurité.

276. M. GARCÍA ROBLES (Mexique) (*interprétation de l'espagnol*) : Pour la première fois depuis que cette question a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, il y a environ deux ans, le débat qui s'est instauré sur ce point a perdu quelque peu de sa sérénité, cette sérénité que la délégation roumaine, qui avait pris l'initiative de l'inscription, avait toujours essayé de maintenir et y avait réussi grâce à la présentation de projets de résolution qui avaient fait l'objet de négociations très poussées.

277. La responsabilité de ce fait nous paraît revenir à certaines interventions que nous avons entendues ici vendredi dernier, notamment l'une d'entre elles dont le ton dogmatique et coupant fait penser à l'admonition d'un instituteur qui s'adresse à des élèves indisciplinés. Les Nations Unies ne sont ni une école ni même une université et puisque les représentants des États Membres veulent encore croire que l'Organisation est fondée sur "le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres", on peut parfaitement comprendre la réaction que nous avons constatée dans les délibérations d'aujourd'hui.

278. Ma délégation estime de son devoir à cette occasion de réitérer ce qu'elle a déjà dit à plusieurs reprises sur la procédure la plus efficace pour arriver au raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies pour maintenir et consolider la paix et la sécurité internationales, ainsi que pour atteindre les autres objectifs à l'étude dans ce point de l'ordre du jour.

279. Une telle procédure peut se résumer en un mot : le respect absolu des principes énoncés dans le préambule et dans le Chapitre I de la Charte des Nations Unies, que la Conférence de San Francisco avait déclaré solennellement en 1945 comme devant constituer "les normes directrices selon lesquelles l'Organisation et ses Membres s'acquitteront de leurs obligations et s'efforceront de réaliser leurs objectifs communs", ajoutant avec raison et clarté de vue que "cela constituera, dans la pratique, la pierre de touche de l'efficacité de l'Organisation".

280. L'examen qui a été effectué, à la lumière de ces principes, de l'évolution des relations internationales au cours des 30 dernières années nous amène à la conclusion inévitable que la paix est précaire, que la sécurité est peu stable et que la crise économique sérieuse qui s'est abattue sur le monde est due au fait qu'on n'a pas respecté ces principes de la Charte qui devaient être la norme suprême de la conduite internationale des Membres de l'Organisation des Nations Unies. Et si l'on approfondit quelque peu l'étude de cette question, on arrive inévitablement à la conclusion que, bien qu'il n'y ait peut-être pas d'États qui puissent adopter l'attitude pharisaïque de se trouver absolument sans reproche dans ce domaine, que ce soit par action ou par omission, la responsabilité primordiale de la présente situation qui nous préoccupe tellement revient aux grandes puissances qui, à une échelle plus ou moins grande, ont ignoré les obligations que la Charte leur imposait et qu'elles avaient elles-mêmes acceptées en y souscrivant et en la ratifiant.

281. Notamment, les principes de l'égalité souveraine des États, de l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force, de la non-intervention et du droit à l'autodétermination sont fréquemment restés lettre morte pour les membres permanents du Conseil de sécurité, comme le sont restés, d'ailleurs, leurs engagements de contribuer à l'établissement et au maintien de la paix et de la sécurité internationales "en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde" pour reprendre les termes de l'Article 26 de la Charte.

282. Dans l'intervention que j'ai faite il y a déjà cinq ans, le 22 octobre 1969, devant la Première Commission, sur la question intitulée "Raffermissement de la sécurité internationale", j'ai expliqué les raisons pour lesquelles nous étions — et nous continuons de l'être — convaincus que la responsabilité des grandes puissances devait être qualifiée de "responsabilité primordiale" et je l'ai fait en des termes que je juge utile de rappeler maintenant :

"Cela est dû, en premier lieu, au fait que leurs ressources économiques et militaires étant infiniment supérieures à celles de la majorité des Membres, leurs possibilités d'action en vue de maintenir et de renforcer la paix et la sécurité internationales le sont également. Comme l'un des auteurs des propositions de Dumbarton Oaks — propositions qui devaient servir de base à l'élaboration de la Charte — l'a expliqué à la veille de la Conférence de San Francisco, le système qu'il fallait établir devait faire reposer directement la responsabilité de la sécurité internationale sur les épaules des nations les plus capables de s'acquitter de cette responsabilité."

"C'est évidemment la seule justification que l'on puisse avancer pour expliquer la situation privilégiée que la Charte a octroyée aux membres permanents du Conseil de sécurité. C'est pourquoi, dès 1945, mon pays l'a fait remarquer au cours des travaux de la Commission compétente de la Conférence, lorsqu'il a demandé — et c'est moi-même qui ai eu l'honneur d'exprimer cette requête — que l'on inscrive dans les comptes rendus la déclaration suivante :

"La délégation mexicaine, en votant pour le texte de l'article qui se rapporte à la composition du Conseil de sécurité tel qu'il a été approuvé par le Comité I, désire indiquer qu'elle a voté ainsi parce qu'elle considère que ce texte constitue une application implicite... du principe juridique de la corrélation entre les pouvoirs et les devoirs, qui sauvegarde le principe fondamental des droits égaux de tous les États.

"La délégation mexicaine interprète cet article dans ce sens qu'il attribue des droits plus larges aux États désignés pour occuper les sièges permanents au Conseil de sécurité, principalement pour cette raison que ce sont ceux dont la responsabilité pour le maintien de la paix... est plus grande dans la communauté internationale."

"Les membres permanents du Conseil de sécurité ont usé — et pourquoi ne pas le dire, ont parfois abusé — de ces droits plus vastes que leur octroyaient la procédure de vote du Conseil lui-même et différentes autres dispositions de la Charte. Mais ils n'ont certes pas su se montrer à la hauteur de leurs responsabilités, qui sont également plus grandes, en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

"Cette responsabilité des grandes puissances est également primordiale non seulement à cause des omissions qu'elles ont commises, mais aussi du fait que certains de leurs actes constituant des transgressions ouvertes ou cachées — certaines particulièrement graves — des principes de la Charte. Cette conduite a eu une influence néfaste étant donné que des États moyens et petits ont commencé à se demander s'ils ne pourraient pas se croire autorisés à les prendre pour exemple. Dans certains cas, leur réponse à cette question semble avoir été affirmative, ce qui n'est pas étonnant puisque les actes des grandes puissances dans la vie internationale ont des effets semblables à ceux que l'on a pu constater à l'époque de la monarchie absolue sur le moral de la nation, lors de l'arrivée au pouvoir d'un souverain dissolu qui entraînait avec lui tout d'abord sa suite, sa cour, puis une bonne partie de son peuple".

C'est ce que j'avais dit il y a cinq ans, et je crois que c'est encore d'actualité.

283. Nous pensons par conséquent qu'avant de critiquer de façon acerbe l'Assemblée générale, il convient de se demander si les excès réels ou imaginaires — et nous estimons que, dans la majorité des cas, ils appartiennent à cette seconde catégorie — ne sont pas dus, en tout ou en partie, à l'attitude peu fidèle de certains membres permanents du Conseil de sécurité à l'égard de la Charte.

284. Pour expliquer et illustrer ma question, ma délégation aimerait rappeler un fait très récent : le triple veto par lequel le Conseil de sécurité a répondu à la résolution 3207 (XXIX) de l'Assemblée générale, adoptée le 30 septembre 1974, et dans laquelle cet organe, le plus représentatif de la communauté internationale, avait demandé au Conseil

"d'examiner les rapports entre l'Organisation des Nations Unies et l'Afrique du Sud, compte tenu de la violation continue par cette dernière des principes



de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme".

285. On pourrait peut-être se dire que l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Organisation — que quelques Etats avaient proposée dans le projet de résolution présenté au Conseil<sup>11</sup> non seulement n'était pas la meilleure façon d'atteindre le but fixé, mais pouvait aboutir au résultat contraire. Ma délégation, comme nous l'avons déclaré en 1969 et comme nous l'avons répété en 1970, était d'accord avec ce point de vue. Néanmoins, cela ne justifie nullement l'attitude des trois membres permanents en question puisque, si l'on pouvait faire des objections à une telle expulsion, les autres sanctions prévues dans l'Article 5 de la Charte — à savoir la suspension des droits et privilèges de l'Afrique du Sud attachés à sa qualité de Membre de l'Organisation — sanctions que le Mexique a proposées expressément au cours des deux années que je viens de citer et qu'il a réitérées, du haut de cette même tribune, le 30 septembre dernier [2248<sup>e</sup> séance, par. 128 à 134], auraient non seulement été pleinement justifiées mais encore, et depuis déjà longtemps, étaient devenues urgentes et nécessaires. Si les Membres qui ont exercé leur veto contre l'expulsion avaient bien voulu faire leur devoir, ils auraient dû eux-mêmes suggérer cette sanction comme mesure intérimaire.

286. Nous regrettons que les choses ne se soient pas passées ainsi et nous espérons que, si l'on veut véritablement raffermir le rôle des Nations Unies pour atteindre les objectifs fondamentaux énoncés dans la Charte, tous les Membres de l'Organisation — qu'il s'agisse d'Etats petits ou moyens, mais tout spécialement les grandes puissances — montreront par des actes qu'ils sont disposés à "remplir de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées" aux termes de la Charte.

287. Pour terminer, nous aimerions souligner que la Charte ne prévoit pas, dans le cadre de la procédure de vote de l'Assemblée générale indiquée à l'Article 18, d'autres limites que celle de ses décisions sur les questions importantes qui doivent être prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants.

288. En revanche, en ce qui concerne ce qu'on a appelé la "formule de Yalta" pour ce qui est de l'adoption de décisions par le Conseil de sécurité, il convient de rappeler que, dans la déclaration conjointe des gouvernements qui avaient convoqué la Conférence de San Francisco, le 8 juin 1945, répondant aux nombreuses questions qui leur avaient été posées sur le veto, ces mêmes puissances définirent leur "attitude générale" à cet égard en affirmant sans aucune ambiguïté :

"Il ne faut évidemment pas penser... que les membres permanents... puissent employer le veto dans le but délibéré d'entraver l'action du Conseil<sup>12</sup>."

289. Tels étaient les termes utilisés à San Francisco par les puissances qui avaient convoqué la Conférence, c'est-à-dire par les membres permanents du Conseil.

290. Compte tenu de ce que je viens de dire, il nous semble que, si l'on analyse l'attitude de l'Assemblée et celle du Conseil, surtout dans un cas comme celui de l'Afrique du Sud, que j'ai évoqué il y a quelques

instants, bien plus que de parler de la "tyrannie de la majorité", il faut parler de la "dictature paralysante" intolérable de la minorité, qui a tant de fois empêché les Nations Unies d'agir conformément aux principes de la Charte.

291. M. ABDEL MEGUID (Egypte) [interprétation de l'arabe] : Ma délégation avait l'intention, lors du débat sur le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies d'expliquer la position de l'Egypte quant aux projets de résolution A/L.748 et Add.1 à 4 et A/L.749 après leur présentation à l'Assemblée générale. Mais, comme nous l'avons vu la semaine dernière, le débat a évolué, ce qui fait que nous nous sommes sentis obligés d'intervenir sur cette question.

292. La question est importante, et nous nous rendons compte que ceux qui l'ont abordée avant nous ne nous ont pas laissé beaucoup de choses à dire, si nous ne voulons pas répéter ce qu'ils ont déjà dit.

293. L'attitude de ma délégation envers le projet de résolution roumain [A/L.748 et Add.1 à 4] a été de se joindre aux auteurs. Nous appuierons également le projet de résolution australien [A/L.749]. Ces décisions découlent du fait que l'Egypte a confiance dans les efforts de l'ONU pour maintenir la paix et la sécurité internationales, pour régler par des moyens pacifiques les différends internationaux, et pour raffermir son rôle en s'acquittant de ses responsabilités.

294. Je vais maintenant traiter la question dans son ensemble en expliquant brièvement le point de vue de l'Egypte sur le débat qui a été engagé, la semaine dernière par certaines grandes puissances au sujet des progrès de l'Organisation sous la domination de la majorité, qui, d'après elles, irait à l'encontre de son efficacité et de son développement conformément aux dispositions de la Charte.

295. Nous sommes étonnés que des voix se sont élevées récemment pour critiquer l'ONU ainsi que la procédure de vote de l'Assemblée générale, et que ces voix ont accusé l'Organisation internationale d'être devenue une organisation sous l'empire de la majorité, qu'ils ont même essayé de dépeindre comme étant tyrannique. Nous sommes également étonnés par certains des services d'information de ces critiques — services qui sont sous leur contrôle, et qui sont même allés plus loin en essayant d'attaquer l'Organisation et de saper ses fondements mêmes. Je me demande dans l'intérêt de qui ont-ils voulu saper les fondements de l'Organisation. Est-ce pour servir les objectifs que nous recherchons tous, à savoir l'interdépendance de la communauté internationale inspirée par la Charte ? Est-ce pour servir la paix fondée sur la justice et l'équité politique, économique et sociale ? Ou bien est-ce que ces critiques essaient de défigurer l'Organisation mondiale et d'enrayer ses efforts pour maintenir et consolider la paix, et de faire en sorte que l'Organisation soit dirigée par une minorité ? Serait-ce la seule chose satisfaisante pour eux ?

296. Les conséquences dangereuses de ces objections rendent extrêmement important pour nous de nous manifester contre elles et de les réfuter par la raison et la logique. Peut-être leurs auteurs se rendront-ils compte alors du danger qui découlerait de ce qu'ils

préconisent. Peut-être se rendront-ils compte de l'importance des Nations Unies et du succès de sa mission dans l'application des résolutions qu'elles adoptent.

297. Quels que soient les motifs de ceux qui ont fait ces déclarations, ils n'ont aucune justification si leur but est de miner l'Organisation mondiale.

298. La Charte des Nations Unies reflète la libre volonté des peuples du monde. L'Organisation doit être un centre où s'harmonisent les efforts des nations, conformément aux buts et aux principes de sa Charte. Ses travaux doivent être orientés vers le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le développement et le raffermissement des principes d'égalité entre toutes les nations, et l'intensification de la coopération internationale dans les domaines de l'économie, la culture et les affaires humanitaires. Les droits de l'homme et les libertés fondamentales doivent également être raffermis sans aucune discrimination de race, de langue, de religion ou de sexe.

299. Le principal objectif est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Pour cette raison, divers points de vue ont été exposés dans le but de contribuer à cet objectif fondamental.

300. Tous ces objectifs ont été formulés dans la Charte; ils y figurent depuis 29 ans. Au cours de ces 29 ans, de nombreux changements sont survenus qui nous amènent à nous demander si le rôle des Nations Unies a bien été joué à la lumière de sa Charte et les progrès de ses activités dans un monde qui a été témoin de changements profonds. L'ONU a été fondée sur les principes de la démocratie et la prise de responsabilité des Etats Membres selon leurs moyens. Cela est évident lorsqu'on examine la composition de l'Organisation et celle de ses organes, que ce soit le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale.

301. Le changement le plus important dont a été témoin la communauté internationale s'est reflété dans la composition de l'Organisation. Elle a grandi depuis 1945 et s'est développée pour devenir celle qui devait rapprocher les pays du monde. La conséquence logique et naturelle qui en découle pour certains est de considérer ce résultat comme étant la raison principale de l'inefficacité de l'Organisation par l'adoption de résolutions qui ne tiennent pas compte des intérêts de la minorité. On accuse aussi l'Organisation de tous les défauts possibles et de la rigidité de son évolution, comme si la seule maladie qui aurait frappé le corps politique avait été l'indépendance de ce nombre toujours croissant de petits Etats qui, pendant des années, ont lutté pour obtenir leur certificat de naissance. En dépit du fait que ces Etats existent comme une entité séparée, les puissances coloniales internationales n'ont pas reconnu ce fait.

302. Bien que le droit à l'indépendance ait été refusé à ces Etats pendant bien longtemps, aujourd'hui nous nous trouvons en présence d'une nouvelle logique qui essaie de s'opposer à ce que la démocratie soit pratiquée par ces Etats, démocratie dans l'esprit de laquelle l'Organisation a été établie. Ce que dans le passé on appelait un territoire sous-développé ou une société politiquement sous-développée est appelé aujourd'hui aux Nations Unies, les "Etats tyranniques".

303. Revenons maintenant aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Par ces dispositions ont été établis des organes qui se sont vu attribuer des mandats spécifiques. On sait que les dispositions de la Charte en ce qui concerne les objectifs fondamentaux de l'Organisation et la substance même de sa tâche font état du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Toutes ces dispositions sont restées, toutefois, lettre morte ou simplement un chiffon de papier. Et les petits Etats ne sont pas à blâmer. Qui faut-il alors blâmer pour le fait que le Chapitre VII de la Charte n'ait pas été mis en application? Qui faut-il blâmer pour le fait que le Chapitre VI de la Charte relatif au règlement pacifique des différends n'ait pas été appliqué? Qui a le droit de décider au Conseil de sécurité? Ce sont des questions qui n'ont pas été traitées conformément aux dispositions de la Charte par les Etats qui ont, les responsabilités et les ressources. Ils n'ont pas considéré ces questions sérieusement. Comme l'a dit le représentant de l'Australie (2307<sup>e</sup> séance, par. 36), les dispositions de la Charte qui n'ont pas jusqu'à présent été utilisées pour résoudre pacifiquement les différends devraient être examinées à nouveau en vue de résoudre pacifiquement les conflits internationaux. Est-ce que la guerre froide et les blocs politiques couverts par des alliances ne sont pas une des raisons principales qui ont fait que les Nations Unies sont devenues une institution marginale?

304. Les Etats qui composent la majorité aujourd'hui à l'Assemblée générale croient que leurs intérêts ne peuvent être préservés que dans le cadre de cette organisation. C'est avec cette conviction que cette majorité agit. Mais cela ne signifie certainement pas que leurs actes ne soient fondés sur aucune base juridique ou en dehors d'un cadre institutionnel. En fait, ils appliquent les dispositions de la Charte et ils ne sont pas du tout satisfaits de ceux qui se bornent à parler de la Charte. Il n'est pas nécessaire de prouver ce fait.

305. Nous savons tous que la Charte est une institution internationale, que c'est une constitution intégrale comme le précisent le préambule et l'Article I. De ce point de départ, nous passons des principes à leur application. Est-ce que la majorité ne s'appuyait pas sur la Charte? Est-ce qu'elle n'agissait pas dans le cadre des Nations Unies lorsque l'Organisation a demandé l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, l'établissement du droit à l'autodétermination et la mise en vigueur des droits de l'homme? Est-ce que cette majorité ne se fondait pas sur la Charte en travaillant dans le cadre des Nations Unies à l'établissement de nouveaux organes et institutions économiques qui devaient étudier les intérêts des pays en voie de développement parce que l'Accord de Bretton-Woods n'avait pas réussi à considérer cette question? Est-ce que cette majorité n'a pas essayé de trouver un remède sain à cette crise, entre 1944 et 1964, et quand des institutions comme la CNUCED et l'ONUDI ont été créées? Mais la majorité numérique n'a pas essayé d'imposer une résolution quelle qu'elle soit, sauf pour tenter de réconcilier des intérêts à l'époque où, à Bretton-Woods la riche minorité agissait selon le principe du vote préférentiel, c'est-à-dire où ceux qui paient ont le droit de parler.

306. A un moment où il a été établi que la politique de discrimination raciale était une menace à la paix et à la sécurité internationales et qu'il était donc nécessaire de la condamner, a-t-on appliqué les sanctions économiques conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies ? N'est-ce pas cette majorité numérique qui a colmaté toutes les brèches possibles causées par le refus de la minorité d'appliquer les dispositions de la Charte et qui a joué un grand rôle dans les opérations de maintien de la paix lorsque le climat politique international n'était pas favorable au fait que les cinq grandes puissances assument leurs responsabilités au Conseil de sécurité ?

307. Nous en venons maintenant aux derniers exemples que nous sommes toujours en train d'expérimenter. La majorité, avec sa "tyrannie", a-t-elle été la raison de l'occupation continue des territoires arabes depuis un certain nombre d'années et du fait que le peuple palestinien n'a toujours pas droit à l'autodétermination, à la réinstallation et au retour dans ses foyers ? Est-ce que l'occupation par la force, le refus du droit à l'autodétermination, ne sont pas mentionnés dans la Charte ? Est-ce que les Nations Unies ne sont pas l'organisation qui devrait adopter des résolutions à cet égard ? Est-ce que les institutions spécialisées ne font pas partie du système des Nations Unies qui devrait coordonner avec l'Organisation mère les travaux de l'ensemble du système pour le consolider ? Est-ce que c'est sa faute si le système ne travaille pas en harmonie et de façon intégrée ? Avons-nous oublié que la philosophie de l'UNESCO est fondée sur le fait que la guerre commence dans les esprits et qu'en conséquence l'homme doit apprendre par la réflexion à renoncer à la guerre ? Est-ce que les institutions spécialisées n'ont pas pour but d'établir la paix en dehors des considérations politiques ?

308. En ce qui concerne le processus de prise de décision à l'Assemblée générale — et nous, en tant que Membre des Nations Unies, savons que c'est un fait — nous voyons que les décisions passent par une série d'étapes parmi de nombreux Etats qui ont des origines différentes, et qu'elles ne proviennent pas d'une seule source; et si une petite minorité n'approuve pas une résolution, ceci ne signifie pas nécessairement que la majorité "tyrannique" se trompe. Le seul arbitre, c'est la Charte, le droit et la justice. Il n'est pas dans l'intérêt de la paix mondiale de laisser l'agresseur recueillir les fruits de son agression. Un bon nombre de principes justes, s'ils sont appliqués sans tenir compte du principe de la justice, deviendraient tyranniques et saperaient la loi et la justice. Un exemple de ce fait est qu'on ne peut acquérir un droit en commettant un crime.

309. Si j'ai traité des faits positifs adoptés par la majorité, ce n'était que pour donner la preuve de son sérieux et de son objectivité, tels que nous avons pu le voir tout au long de cette session, où s'est manifesté en particulier un sentiment de satisfaction et d'encouragement pour les politiques du nouveau Gouvernement portugais vis-à-vis des colonies portugaises en Afrique. Faire objectif et rapprocher l'Organisation des réalités et de l'environnement international sont les moyens les plus sûrs de la rendre efficace. La

rejeter et faire en sorte que des pays deviennent des souffre-douleurs sont une façon de saper les fondements de l'Organisation internationale et de détruire les résultats pour lesquels l'humanité a lutté pendant des années. Si nous demandons à la majorité numérique de se modérer et d'adopter une attitude responsable, la minorité puissante devrait comprendre, elle, les changements internationaux qui se sont produits et respecter la volonté de la communauté internationale. Cette minorité ne devrait pas avoir recours à des menaces, des admonitions ou des défis. Le respect de la Charte des Nations Unies est un engagement international et sacro-saint et il est absolument nécessaire de s'y conformer.

310. En conclusion, j'aimerais expliquer le point de vue de ma délégation à la communauté internationale sur la façon dont l'activité politique doit être poursuivie sur le plan international. Nous considérons que le but primordial est de créer une communauté internationale, la responsabilité de son organisation incombant aux Nations Unies, et non pas à une société d'Etats qui considéreraient l'ONU comme un accessoire dans l'application de politiques conformes à leurs seuls intérêts, sans tenir compte de ceux de l'ensemble de la communauté mondiale. Nous pensons que ceci doit être réalisé par la négociation et non par la confrontation, et que l'objectif doit être la satisfaction d'un nombre d'intérêts aussi grand que possible et non pas d'un degré minimal d'accord pour atteindre la coopération. S'il en était autrement, nous mettrions tous nos succès en danger, bien qu'ils soient peu nombreux et modestes. Cette attitude est fondée sur la compréhension mutuelle par le biais de négociations fructueuses plutôt que par des divergences et des confrontations. Comme l'Egypte l'a si souvent déclaré, c'est un des principes qui fait que bon nombre de pays en voie de développement, lors de la sixième session extraordinaire, en dépit des difficultés auxquelles nous avons dû faire face et qui sont bien connues dans de nombreux cas traités ici, ont montré qu'ils étaient ouverts à un dialogue constructif et à une compréhension mutuelle sur la base des dispositions de la Charte des Nations Unies. Mais ils continueront résolument à condamner tous ceux qui pourraient violer les dispositions de la Charte des Nations Unies ainsi que les résolutions adoptées par l'Organisation.

*La séance est levée à 21 h 10.*

#### NOTES

<sup>1</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes, point 29 de l'ordre du jour, document A/8798.

<sup>2</sup> *Ibid.*, Extraord. session extraordinaire, Annexes, point 7 de l'ordre du jour, document A/9341.

<sup>3</sup> Herbert J. Miller, *Admiral Stevens: A Study in Values* (New York, Harper and Row, 1967).

<sup>4</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 1 A (A/8381/Add.1), vol. 1, p. 1.

<sup>5</sup> *Ibid.*, vingt-neuvième session, Séances plénières, 1874<sup>e</sup> séance, par. 3.

<sup>6</sup> *Ibid.*, vingt-neuvième session, Annexes, point 28 de l'ordre du jour, document A/9950, par. 19.



<sup>7</sup> *Ibid.*, dixième session, Annexes, point 24 de l'ordre du jour, document A/3065, par. 7 à 15.

<sup>8</sup> Pour un résumé de cette déclaration voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Deuxième Commission, 1540<sup>e</sup> séance, par. 5.

<sup>9</sup> Documents de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale, 116 (vol. VI, par. 17).

<sup>10</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Première Commission, 1661<sup>e</sup> séance, par. 114 à 117.

<sup>11</sup> Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1974, document S/11543.

<sup>12</sup> Documents de la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation internationale, 111/137 (1) (vol. XI, p. 713).